UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Les ruptures socio-spatiales au Burundi : impacts de la crise d'octobre 1993 et récomposition dans le Buyogoma, Cas de la commune Butaganzwa

Ndariye, Léonidas; Sous la direction de : Sylvestre Ndayirukiye

2004
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1692

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI
FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

LES RUPTURES SOCIO-SPATIALES AU BURUNDI : IMPACTS DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993 ET RECOMPOSITION DANS LE BUYOGOMA, CAS DE LA COMMUNE BUTAGANZWA.

Par

Léonidas NDARIYE

ous la direction de :
vestre NDAYIRUKIYE,
cteur en géographie

Mémoire présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Géographie

Option : Aménagement du Territoire

Bujumbura, décembre 2004

DEDICACE

A notre cher père NDARIYE Damien, in memoriam ;

A notre chère mère ;

A vous nos sœurs Séraphine et Anonciate pour la compréhension que vous avez toujours réservée à mon égard ;

A notre regretté oncle Sébastien et tous les siens, victimes de la crise;

A nos regrettés amis et victimes de la crise, Stany, Pie et Ernest ;

A notre grand ami Barnabé KANA qui nous quitta accidentellement et si tôt ;

A toi Réverien NIYONZIMA, pour nous avoir tiré des griffes des tueurs en cette date du 6 avril 1997 à Gitega;

A tous mes amis ;

A tous ceux qui luttent pour la vérité, la justice, la liberté et la paix au Burundi et dans le monde entier,

Nous dédions ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, il est de notre devoir de remercier tous ceux qui ont contribué à l'aboutissement de ce dernier.

En tout premier lieu, nous tenons à adresser nos sincères remerciements au Professeur Sylvestre NDAYIRUKIYE, lui qui, inconditionnellement a accepté de diriger ce mémoire. Sa disponibilité, son expérience, ses sages conseils et ses orientations, nous ont été d'une grande importance. Nous ne ferons que nous souvenir de lui durant notre existence.

Par cette même occasion, que nos sincères remerciements parviennent à tous les professeurs de la F.L.S.H et en particulier ceux du Département de Géographie, nous leur devons beaucoup pour les connaissances dont nous disposons aujourd'hui. Aussi devons-nous nous rappeler ici des efforts fournis par nos éducateurs tant du Primaire que du Secondaire.

Par ailleurs, il faut admettre sans détour que ce travail a été réalisé grâce au soutien irremplaçable tant moral que matériel de certaines gens. Ainsi à Madame SHWAGARA Pascasie et toute sa famille, nous adressons notre inestimable gratitude car nos études supérieures et ce travail doivent beaucoup à l' « ubuntu» et à l'«ubuvyeyi » de cette mère de famille. A la famille NZOBONIMPA Balthazar, nous disons infiniment merci car en effet, grâce à elle, pas mal d'obstacles qui s'érigeaient devant nous pendant nos études supérieures et pendant ce travail ont été surmontés. Nos sentiments de reconnaissance sont adressés aussi à la famille NDARIYE Protais. Sa participation et sa reconnaissance familiale ont occupé une place non négligeable dans la réalisation de ce travail. Nos sentiments de gratitude sont également dirigés à la famille NYAWENDA Hilaire, un très grand merci pour la compréhension et la contribution qui ont fait beaucoup progresser ce travail. Que nos amis Edouard, Joseph et Elie trouvent leur satisfaction dans l'aboutissement de ce travail et qu'ils sachent que nous ne pouvons en aucun cas oublier leur secours surtout pendant les moments critiques de notre séjour à l'U.B.Quant aux responsables du Petit Séminaire de DUTWE et tous les membres de la communauté de cet établissement scolaire, qu'ils trouvent dans ce travail le fruit de la bonne compréhension qu'ils ont toujours réservée à notre personne ;

Bref et enfin, à toute personne qui, de près ou de loin a apporté une contribution, moindre soit-elle à ce travail, nous disons sincèrement et infiniment MERCI.

Léonidas NDARIYE

LISTE DES SIGLES UTILISES

AAB	: Action Aid Burundi
ACF	: Action Contre la Faim
ARB	: Atelier régional de Recherche du Buyogoma
B.C	: Bibliothèque Centrale
BDDR	: Bureau Diocésain de Développement de Ruyigi
BPEC	: Bureau Provincial de l'Etat Civil
C.A	: Christian Aid
CDF	: Centre de Développement Familial
CDS	: Centre de Développement Social
CECI	: Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale
CNS	: Centre Nutritionnel Supplémentaire
CNT	: Centre Nutritionnel Thérapeutique
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
CPED	: Comités Paroissiaux d'Entraide pour le Développement
CURDES	: Centre Universitaire de Recherches pour le Développement Economique et Social
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
ECHO	: European Commission for Humanitarian aid Office
FACAGRO	: Faculté d'Agronomie
FLSH	: Faculté des Lettres et Sciences Humaines
GTZ	: Coopération Technique Allemande
HIMO	: Haute Intensité de Main d'Oeuvre
I.P.E.P	: Inspection Provinciale de l'Enseignement Primaire
ISABU	: Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
MINAGRI	: Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MINATE	: Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
MININTERet SP	: Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique
MRRDR	: Ministère à la Réinsertion et à la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés
MST	: Maladies Sexuellement Transmissibles
O.M	: Ordonnance Ministérielle
OCHA	Office for Coordination of Humatarian Affairs
OCIBU	: Office des Cultures Industrielles du Burundi
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PDCLCP	: Projet de Développement Communautaire et de lutte contre la Pauvreté
PGRR	: Projet « Gestion des Ressources Rurales »
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPEI	: Projet « Promotion d'Elevage Intégré »
PSTP	: Programme Spécial des Travaux Publics
RN	: Route nationale
S.P.R.P	: Service de Planification des Ressources et de la Population
SRD	: Société Régionale de Développement
TDC	: Travaux de Développement Communautaire
U.B	: Université du Burundi
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

LISTE DES TABLEAUX

page

1. Déplacés et sites de déplacés au Burundi en août 2002....8
2. Déplacés dans l'Est du Burundi de 1998et 2002....9
3. Structure par age et par sexe dans le site de Muriza....10
4. Structure matrimoniale dans le site de Muriza....11
5. Nombre de ménages selon l'effectif par ménage et l'effectif correspondant dans le site (de Muriza)....13
6. Les réfugiés de Butaganzwa en Tanzanie de1993 à 2001....14
7. Les rapatriés de la province de Ruyigi de 2002 en juin 2003....16
8. Population et densités de Butaganzwa de 1941 à1992....18
9. Les résidents de Butaganzwa en 1979 et 1990 selon la province de naissance....19
10. Densité (hab./km²) de 1979 et 1990 en province de Ruyigi....20
11. Ménages ,population et densités à Butaganzwa , après 1993....21
12. Enregistrements d'état civil en 1992 , commune Butaganzwa....25
13. Enregistrements d'état civil à Butaganzwa en 1996....26
14. Production vivrière par province (en tonnes): 1990, 1996 , 1997....41
15. Rendements de haricot , de maïs , de colocase et de pomme de terre de 1982 et de 1996 à 2000....43
16. Les conditions écologiques du caféier arabica face à celles du Buyogoma....47
17. Recul du nombre de caféiers de Butaganzwa au cours de la crise....48
18. Le café parche commercialisé de 1999à 2003 à Butaganzwa....49
19. Le gros bétail au Burundi en 1992 et les pertes subies en octobre 1993....52
20. Situation éducative de Butaganzwa ,1er trimestre 1999-2000....56
21. Distribution des tôles dans les sites de Butaganzwa en 2001 par le M.R.R.D.R....63
22. Les principaux intervenants dans la réhabilitation de Butaganzwa....64
23. Sept groupements de nature agro-pastorale encadrés par la D.P.A.E./Ruyigi en 1997....67
24. Les essais de l'A.R.B. en milieu rural , saison B,1998....69
25. Recherche sur la productivité de la patate douce (moyenne en kg/ha), saison B 1998....69
26. Plants forestiers et agro-forestiers du Buyogoma (central)en 1998....72
27. Six groupements forestiers de Butaganzwa en juillet 2003....74
28. Centres d'éducation nutritionnelle et sanitaire du P.G.R.R.en 1997....75
29. Dix groupements féminins encadrés (à Butaganzwa)par le C.D.F. jusqu'en 2002....76
30. La 4ème phase de distribution de matériaux de construction par l'A.A.B.(2002)....83
31. Sources d'eau aménagées à Butaganzwa par l'A.A.B de 1997à 2002....85
32. Représentants des parents du Kumoso, formés en 2003 par l'A.A.B sur le traumatisme...86
33. Groupements de Butaganzwa appuyés par l'AAB entre 1996-2003....87
34. Classement des 7 communes de Ruyigi au 4ème festival....88
35. Exemples d'articles du journal « EJO » et de posters pour la lutte contre le SIDA....89
36. Malnutris de Butaganzwa traités par l'ACF en 2003....92
37. Victimes de la malnutrition de Butaganzwa sorties du C.N.T en 2003....93
38. Autres O.N.Gs et leurs activités à Ruyigi de 2000 à 2001....95
39. Logements construits par le BDDR au sud de Butaganzwa, 1er semestre 2003....97
40. Aides d'urgence par certaines O.N.Gs dont le B.D.D.R aux regroupés de Muriza en Août 2002....98
41. Cinq groupements agricoles encadrés à Butaganzwa par la D.P.A.E, fin1998....103
42. Les groupements agricoles encadrés à Butaganzwa par l'A.C.F en juillet 2003....106

LISTE DES FIGURES

Page

1. Localisation de Butaganzwa dans le pays et en province Riyigi 2
2. Butaganzwa et les autres communes du Buyogoma.....3
3.Butaganzwa dans ses frontières.....4
4.Population des sites de déplacés de Butaganzwa 9
5.Pyramide des âges de la population déplacée du site de Muriza.....12
6. L'afflux des réfugiés de Butaganzwa vers la Tanzanie (1993-2001).....15
7. Evolution de rapatriement en province Ruyigi.....16
8.Evolution des densités en commune Butaganzwa :1941-1992.....18
9 .Densité de la population de Butaganzwa par colline en 1990.....23
10. Densité de la population de Butaganzwa par colline en janvier 2003.....24
11. Enregistrements d'état civil avant 1993, province Ruyigi 25
12. Enregistrements d'état civil avant 1997, province Ruyigi 26
13. Les boisements dans le Buyogoma avant 1993.....31
14. Evolution des ha de boisements brûlés de 1986 à 1993 dans le Buyogoma central 33
15. La déforestation par la crise au Burundi, de 1993 à 1996.....34
16. Le site de Nyange et ses environs.....38
17. Chute de la production vivrière au Burundi en 1997 par rapport à 1990.....42
18. Aptitude du Buyogoma et des autres régions à la caféiculture 46
19. Le gros et le petit bétail de Butaganzwa, fin 1992.....51
20. Le gros et le petit bétail de Butaganzwa, en juillet 2003.....53
21. Effectif des écoliers de Butaganzwa entre 1989 et 2003.....57
22. Les équipements publics directement endommagés par la crise.....60
23. Souches et plants agro-forestiers distribués à Butaganzwa par la G.R.R, 1996- 2001.....67
24. Les recherches de l'A. A.B au Buyogoma (central) en 1988.....70
25. Des évolutions positives de bétail de Butaganzwa entre 1995 et 1998.....71
26. Réalisation des pouvoirs publics à Butaganzwa , de 1994 à 1998.....78
27. Implantation de trois plus anciennes ONGs au Buyogoma central.....80
28. Logements et infrastructures réhabilités par l'A.A.B à Butaganzwa , de 1996 à 2003...84
29. Nature des groupements de Butaganzwa pendant la crise.....102
30. Appui de l'A.A.B par crédit aux groupements de Butaganzwa , 2000-2002.....104

TABLE DES MATIERES

Page

DEDICACE i
REMERCIEMENTS ii
LISTES DES SIGLES ET ABREVIATIONS iii
LISTE DES TABLEAUX iv
LISTES DES FIGURES v
INTRODUCTION GENERALE 1
PREMIERE PARTIE : DES IMPACTS MULTIPLES ET INEGAUX 7

CHAPITRE I : DES IMPACTS SUR LA POPULATION 7
A. Une population éprouvée par la crise 7
1. Les morts 7
2. Les sites de déplacés dans la commune : cas de Muriza 7
a) Composition par âge et par sexe dans le camp de déplacés de Muriza 10
b) Etat matrimonial dans le camp de déplacés de Muriza 11
c) La taille des ménages dans le camp 13
3. Les réfugiés 14
4. Les sites de regroupés et les dispersions 17
B. Autres remaniements socio-spatiaux 18
1. Modification des densités spatiales 18
a) L'évolution jusqu'en 1992 18
b) Evolution après 1993 20
c) Evolution des ménages, de la population et de la densité par colline de recensement 20
2. La crise dans l'enregistrement de l'état civil 22
a) Avant 1993 22
b) Après 1993 : 25

CHAPITRE II. DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT 28
A . Les déboisements 28
1. Le couvert végétal détruit par la crise 28
2. Les mécanismes de destruction de la couverture végétale 32
a) Les destructions dans l'ensemble de la commune 32
b) Les destruction au niveau des sites des sinistrés 32
3. Les conséquences de ces destructions 35
B. Impacts d'ordre physico-écologique dans les sites :cas de Nyange 37
1. L'évacuation des déchets ménagers 37
2. L'évacuation des eaux usées et de pluies 37
3. La latrinisation 39

CHAPITRE III. DES IMPACTS ECONOMIQUES ET SOCIAUX 39
A.La crise de l'agriculture et la production agricole 40
1. Modification des exploitations agricoles 40
a)Cas des personnes déplacées 40
b)Chez le reste de la population 40
2. Exploitations-types 41
a)Les cultures vivrières 41
1° Le groupe constitué par le haricot, le maïs, la colocase et la pomme de terre 43
2° Le riz, le blé et le soja 44
3° Les cultures maraîchères et fruitières 45
b)La caféiculture 45
1° Déjà des conditions défavorables avant 1993 45
2° Après 1993 48
B. La crise de l'élevage 49
1. Avant 1993 49
a)Introduction de nouvelles pratiques dans le domaine de l'élevage 50
b)Les stations d'élevage 50
c)Les effectifs 51
2. L'élevage après 1993 51
a)Dans le pays en général 51
b)La situation en commune Butaganzwa 52

C Les infrastructures sociales 53
1. Impacts sur les logements 54
2.Impacts sur les équipements éducatifs 54
a) Les équipements éducatifs touchés par la crise 54
b) Les manifestations des effets de la crise 55
3.Impacts sur les équipements sanitaires 58
a) Les équipements sanitaires touchés par la crise 58
b) Les impacts de la crise 58

CONCLUSION SUR LA CRISE ET SES IMPACTS 61

DEUXIEME PARTIE : LES ACTEURS DE RECOMPOSITION 63

CHAPITRE I. LES POUVOIRS PUBLICS 63
A.La réhabilitation des sinistrés 63
B.L'encadrement de la population par la DEPAE/Ruyigi 65
1. La part de la DPAE dans les activités agro-pastorales 66
2. La DPAE et la foresterie 72
3. L'éducation nutritionnelle et sanitaire 74
4. Les activités génératrices de revenus 75
C.L'entretien et la réhabilitation des équipements 76

CHAPITRE II. LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES 79
A.L'Action Aid Burundi 82
1. La réhabilitation des logements et des infrastructures sociales 83
2. Eau et Assainissement 85
3. Les projets générateurs de revenus 85
4. Contribution de l'Action Aid Burundi dans la recherche de la paix 86
a)Education pour la paix 86
b)La recherche de la paix au moyen des activités sportives et culturelles 86
5. Autres actions de recomposition de l'Action Aid Burundi en commune Butaganzwa 88

B.Action contre la faim (ACF) 89
1. La lutte contre la malnutrition et ses effets 90
2. La lutte contre la faim par la mobilisation de la population pour la recherche de la sécurité alimentaire 93
C.Les autres ONGs 95

CHAPITRE III : UNE ONG ET DES ASSOCIATIONS LOCALES 95
A.Le Bureau de Développement du diocèse de Ruyigi : ONG locale 95
1 La part du BDDR dans la réhabilitation des logements 96
2. Contribution du BDDR aux activités agro-pastolales 97
3. Aides d'urgence et autres types d'assistance 98
B.Population et associations de Butaganzwa 98
1. Le mouvement associatif avant la crise 99
2. Les associations en commune Butaganzwa pendant la crise 101
a)Les groupements sous l'encadrement de la DPAE 101
b)Les groupements sous l'encadrement de l'AAB 103
c)Les groupements sous l'encadrement de l'ACF 105

CONCLUSION GENERALE 107

BIBLIOGRAPHIE 108

ANNEXES ..... A

INTRODUCTION GENERALE

Au moment où nous commencions à nous pencher réellement sur ce travail, le Burundi était à moins de trois mois du 10ème anniversaire du déclenchement de la crise sociale et politique qui le secoue depuis le 21 octobre 1993.

Même si à l'échelle nationale des études beaucoup plus approfondies sur les effets de cette dernière font encore défaut, nous pouvons nous permettre d'affirmer qu'elle a eu un impact considérable dans tous les domaines de la vie du pays et que des remaniements très importants se sont produits.

Par ailleurs, l'économie burundaise étant basée principalement sur les activités agro-pastolales et par conséquent très fragile, il est impossible que cette économie puisse résister à une crise qui a si trop duré.

Avec notre travail s'intitulant : **LES RUPTURES SOCIO-SPATIALES AU BURUNDI : IMPACTS DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993 ET RECOMPOSITION DANS LE BUYOGOMA, CAS DE LA COMMUNE BUTAGANZWA**, nous nous sommes proposé d'observer et d'analyser comment ces remaniements ou changements profonds se sont opérés dans le pays mais plus particulièrement dans le BUYOGOMA. Notre exemple est la commune Butaganzwa. Ces mutations sont en fait la résultante d'une profonde crise où les populations et les différents acteurs ont dû chercher des adaptations aux nouvelles situations de ruptures. En géographie, ces mutations s'inscrivent en plus sur le plan spatial.

Butaganzwa est une des sept communes de la province Ruyigi à l'Est du Burundi qui se situe au Sud-Ouest de cette province. Nous sommes dans le Buyogoma et dans le Kumoso, régions traditionnelles du Burundi, dans sa périphérie orientale.

Par rapport à tout le pays, la commune se situe approximativement entre 30°02' et 30°15' de longitude Est et entre 3°25' et 3°40' de latitude Sud.

Avec une superficie de 34124 ha répartis sur 39 collines[1] de recensement, la commune se trouve presque entièrement dans la région traditionnelle du Buyogoma bien que certaines collines du Sud-Est présentent quelques aspects du KUMOSO.

Sur le plan administratif, la commune Butaganzwa fait frontière avec trois communes de la province Ruyigi : Butezi dont elle est séparée par la rivière Sanzu au Nord, Ruyigi au Nord-Est et Nyabitsinda(du Kumoso) au Sud-Est. Se trouvant à la périphérie Sud-Ouest, elle côtoie au Sud les communes Musongati et Mpinga-Kayove de Rutana ainsi que Gitega et Itaba de la province Gitega à l'Ouest. Avec ces deux dernières, la frontière est matérialisée par la rivière Nyakijanda qui reçoit plus au Nord-Ouest la Kamiranzovu, le principal collecteur des eaux de la commune avant de rencontrer la Sanzu pour former la Nyabaha, affluent de la Ruvubu.

Les deux régions traditionnelles du Buyogoma et du Moso qui se partagent l'Est du pays et dans lesquelles se situe la commune de Butaganzwa sont depuis bien longtemps marginales et par conséquent moins mises en valeur que les autres régions du pays.

---

[1] Voir p.4 : Le chef-lieu de la zone Mugege est implanté sur la colline Caragata, celui de Biyorwa sur Rugata

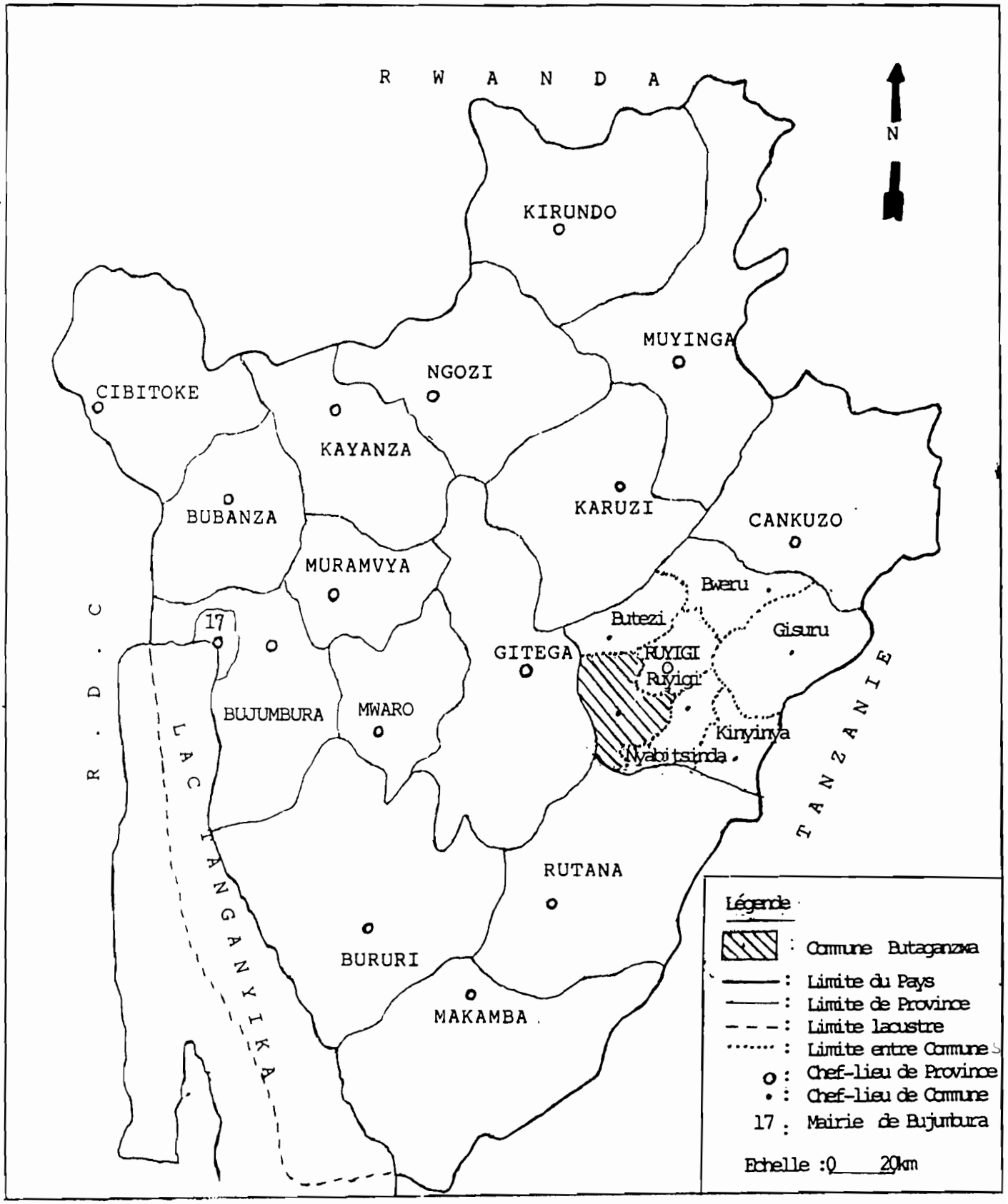


Figure 1: Localisation de BUTAGANZWA dans le pays et en province RUYIGI.
Source : Notre réalisation.

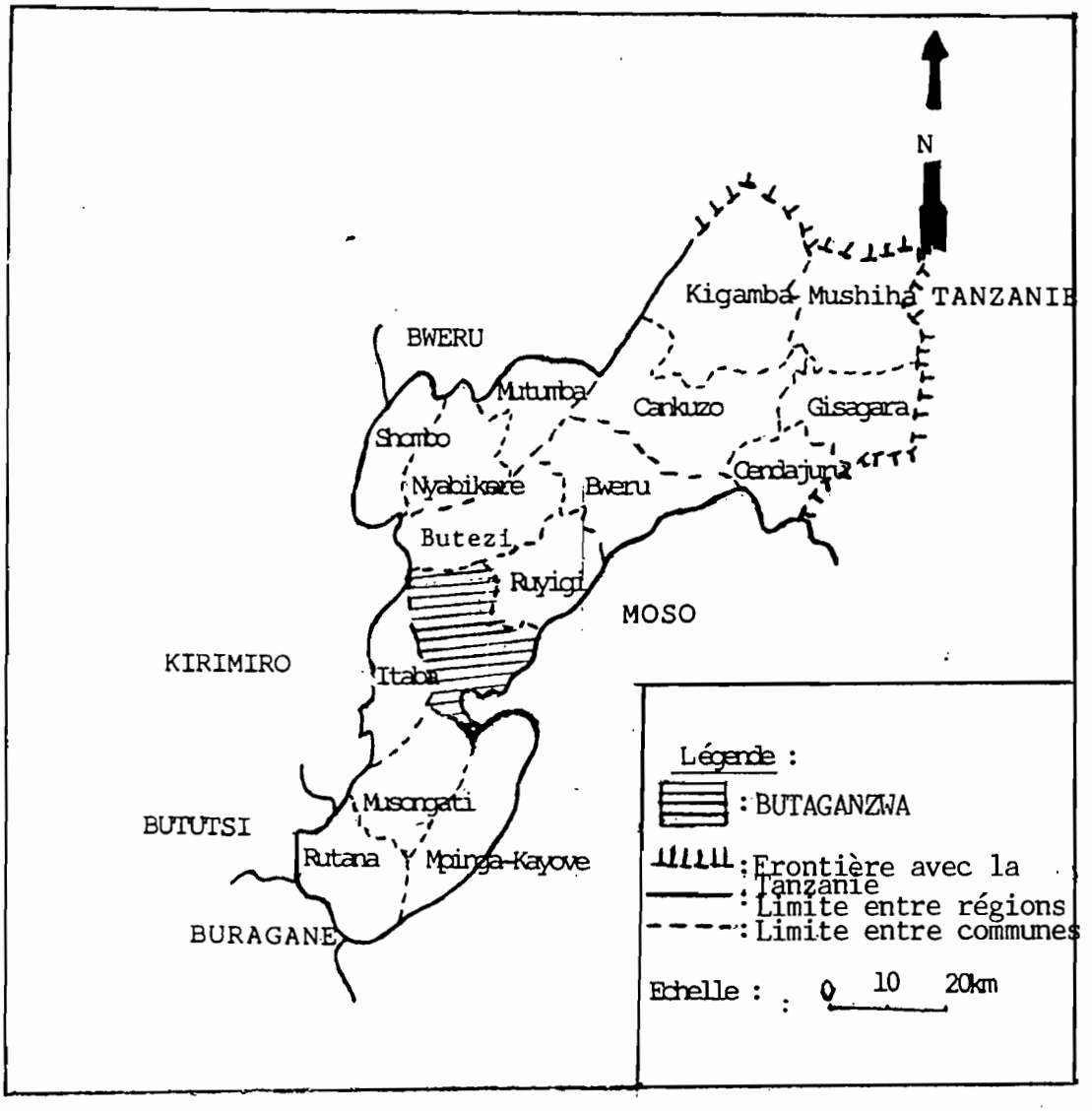


Figure 2: BUTAGANZWA et les autres communes du BUYOGOMA.
Source : Notre réalisation.

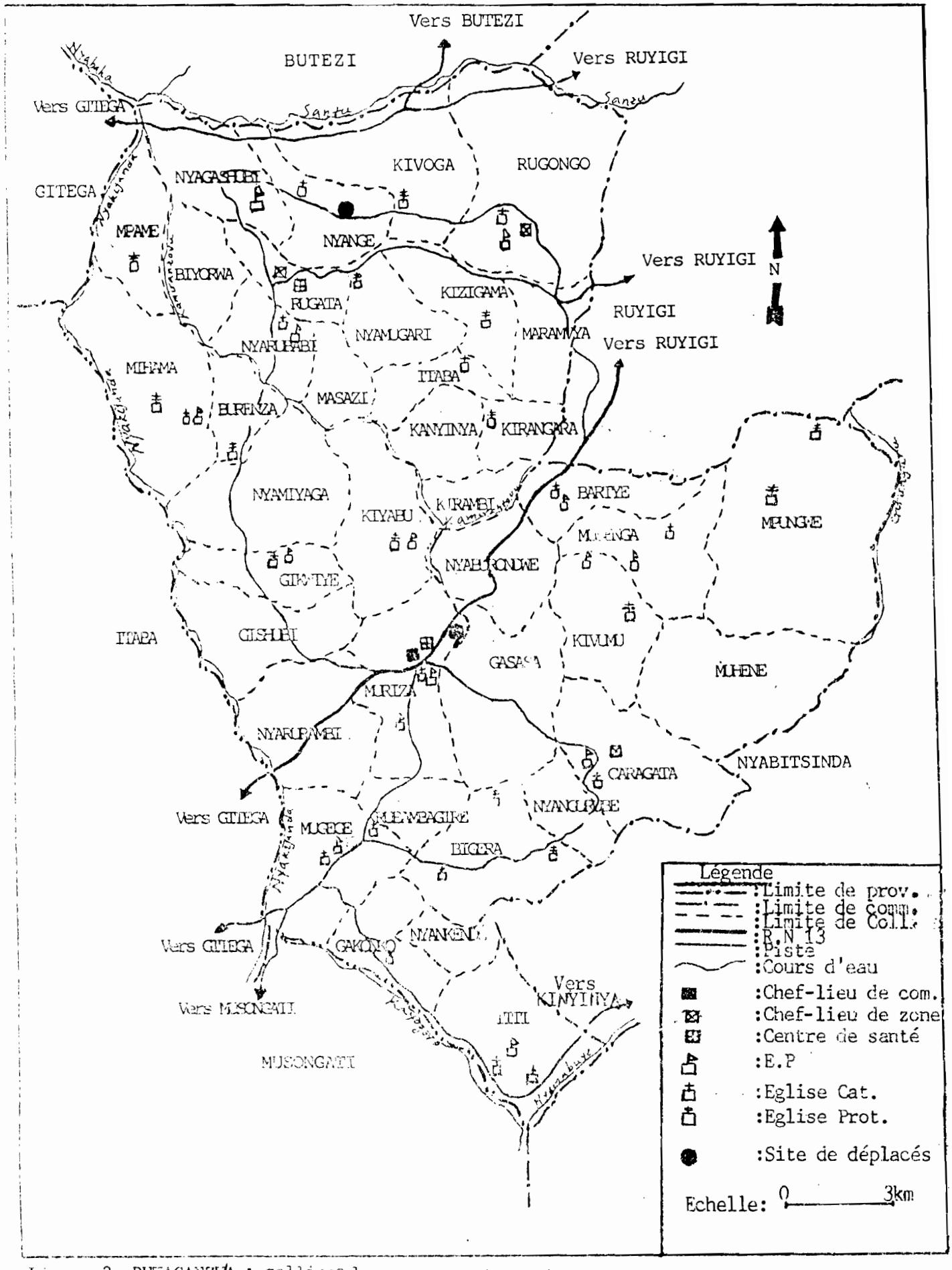


Figure 3: BUTAGANZWA : collines de recensement
Source : MININTER et nos observations sur terrain

La marginalisation s'explique par l'évolution historique de ces deux régions par rapport aux régions centrales. Eloignées des centres d'attraction socio-culturelle et économique du pays(la capitale du pays, le chef -lieu de la province Gitega), souffrant des préjugés divers (soupçons de redoutables sorciers et empoisonneurs), ces deux régions ont toujours donné une image moins favorable que le reste du pays.

A ce propos, dans sa préface pour présenter la première partie de l'ouvrage : « *Les régions orientales du Burundi : une périphérie à l'épreuve du développement* », J.P Chrétien précise bien cette situation inconfortable. Il dit : « *A l'instar des plaines de l'Imbo, à l'Ouest du pays, les plateaux du Buyogoma et du Kumoso, à l'Est, semblent avoir été l'objet, durant les dernières décennies d'une mauvaise réputation, sur les plans physique et culturel. Régions malsaines, infestées de fauves, peu peuplées, régions hantées par les esprits et des sorciers redoutables. Tout se passe comme si ces périphéries étaient considérées comme moins « burundaises » que le reste du pays, comme si elles étaient contaminées par tous les éléments négatifs que l'on attribue aux peuples étrangers,... »*[1]

Un peu après, il ajoute : « *Pourtant, du point de vue géographique et historique, le caractère répulsif du Buyogoma et du Kumoso n'est en soi pas si évident.* »[2]

En commune Butaganzwa, c'est à partir de 1983 grâce au Projet de développement rural polyvalent de Butaganzwa et à certaines O.N.G. comme l'Action Aid Burundi que les premiers aménagements se réalisent. Dans l'ensemble, jusqu'en 1992, il y avait lieu de parler d'un début réel d'un aménagement communal.

En effet, des centres de démonstration d'agriculture et d'élevage avaient été créés, agriculteurs et éleveurs étaient bien encadrés plus qu'avant les années 1980 et le domaine social (santé, éducation, habitat) constituait une préoccupation de la part des administratifs communaux tout comme des O.N.Gs. Mais, l'aménagement ne s'était pas encore enraciné et la crise s'est abattue sur une commune aux conditions socio-économiques encore précaires.

La crise a été d'abord sociale et politique et a frappé la population c'est-à-dire ceux-là même qui transforment l'espace géographique: des personnes ont été tuées, d'autres sont devenues des déplacés de guerre ou des réfugiés. Les gens restés sur les collines n'ont pas été épargnés par la déstabilisation car des regroupements de refuge et des dispersions ont été observés dans l'espace géographique.

Tous les projets et activités de développement ont été donc paralysés surtout à partir de 1996, année où l'Est du pays a commencé à être le terrain des affrontements entre la rébellion et les forces gouvernementales. A partir de cette année encore, des feux criminels se sont multipliés, ce qui a provoqué de multiples impacts négatifs sur le plan de l'environnement notamment la destruction des reboisements effectués quelques années avant.

Avec la fréquence des affrontements, la réhabilitation de la commune par les O.N.G., les pouvoirs publics et par la population elle-même a été remise en cause chaque fois et le développement chaque fois compromis.

---

[1] CHRETIEN, J.P., « Un environnement répulsif ? Pratiques et regards » in GAHAMA, J. et alii., Les régions orientales du Burundi : une périphérie à l'épreuve du développement, Paris, Karthala, 1994, préface p. 13.

[2] Ibidem

Au total, c'est cette situation d'instabilité qui nous a poussé à nous pencher sur le sujet surtout que c'est notre commune de naissance; voir l'ampleur de cette crise au plus près et s'interroger sur les remèdes. Et une question nous hante : «Qui la rendra sur les rails de développement après qu'on aura vu un jour, la hache de la guerre définitivement enterrée dans tout le Burundi ?»

Du point de vue méthodologique, le présent travail a été fait grâce à l'exploitation des différents ouvrages généraux et mémoires trouvés dans les différentes bibliothèques de l'UB notamment la BC, la bibliothèque de la FACAGRO et celle de la F.S.E.A. Parmi ces documents, il convient de signaler que ceux écrits sur la partie orientale du Burundi nous ont été d'une grande importance. D'autres bibliothèques visitées ont été celles de l'ISABU et du MINATE.

Afin d'observer les changements qui seraient survenus surtout dans le domaine sylvo-agro-pastoral, nous avons consulté les rapports annuels d'avant et d'après 1993, disponibles au sein de la D.P.A.E/Ruyigi ou dans certains ministères comme le MINAGRI, Service de Suivi-Evaluation.

Pour nous rendre compte de la réalité actuelle du Buyogoma et plus particulièrement de la commune Butaganzwa, nous avons interrogé les habitants déplacés et non déplacés par des entretiens (voir annexe 1) que nous avons ensuite essayé d'interpréter. En même temps, nous avons pu observer les exploitations rurales ainsi que les nouvelles installations des populations : les camps de déplacés font partie aujourd'hui de l'habitat au Burundi et on ne peut plus parler d'un habitant dispersé.

Sur le terrain, nous nous sommes entretenu également avec les différents responsables communaux (l'Administrateur, l'Agronome agricole, l'Agronome forestier, le Vétérinaire, ...) afin de connaître leur appréciation et évaluation des secteurs dont ils sont chargés. Ensuite, nous avons été amené à contacter des responsables des O.N.Gs. intervenant dans Butaganzwa, afin de comprendre la portée de leurs réalisations pour reconstruire la commune.

Pour compléter les données relatives à la population qu'on a trouvées au Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction, Service de planification des Ressources et de la Population et au Ministère de l'Intérieur, Département de la population, nous avons recueilli des informations écrites auprès des chargés d'état civil au niveau communal et provincial, en rapport avec la population résidente dans la commune après le déclenchement de la crise, et avant celui-ci. Mais, il ne faut pas se leurrer, ces données n'ont qu'une valeur indicative car les conditions de collecte étaient précaires.

Ainsi donc, grâce au traitement de ces divers documents et à l'entretien avec les habitants et différents responsables, nous avons pu organiser notre travail en deux principales parties qui sont : **l'analyse des impacts et mécanismes de la crise de 1993; l'analyse des recompositions et leurs acteurs.** Chacune de ces deux parties est subdivisée à son tour en chapitres sur lesquels s'articulent notre argumentation et notre étude.

Mais la région fut longtemps troublée, d'où d'innombrables difficultés. En effet, pendant que nous effectuions le travail de terrain, la rébellion était présente dans la région Est. Cela a parfois gêné notre travail mais nous avons persévéré.

PREMIERE PARTIE : DES IMPACTS MULTIPLES ET INEGAUX

CHAPITRE I : IMPACTS SUR LA POPULATION

A. Une population éprouvée par la crise

La crise que traverse le Burundi a fait beaucoup de victimes. A part les morts, des sinistrés qu'on peut regrouper en six catégories[1] ont été connus. Il s'agit des déplacés, des dispersés, des regroupés, des réfugiés, des rapatriés et des retournés. Butaganzwa, comme sa région traditionnelle le Buyogoma, a connu toutes ces manifestations en particulier durant la période allant de 1996 à 2002.

1. Les morts

Comme pour l'ensemble du pays, il est difficile à l'heure actuelle de préciser le nombre de morts que la commune Butaganzwa a déjà enregistrés depuis la date fatidique du 21 octobre 1993. Seulement, dans leur publication du mois de mai 1996, les Associations de la Société civile burundaise y ont pu relever 273 victimes des premiers massacres qui ont directement suivi la même date. De ces victimes, on a dénombré 195 hommes contre 78 femmes, ce qui donne un rapport de masculinité (RM) de 250,0. Cela montre que le sexe masculin était le plus visé.

La crise ayant perduré, ces nombres plus ou moins bien connus devraient changer car des pertes en vies humaines ont été observées au niveau de la commune sans être mentionnées dans les registres d'état civil, en particulier quand il s'agissait des disparitions tragiques. Mis à part des disparitions directement liées à la guerre, nul ne peut contester qu'il y en a eu d'autres qui y sont indirectement liées. En effet, comme dans beaucoup de régions du pays, Butaganzwa a connu une déstabilisation des services de santé et une destruction des infrastructures sanitaires. A cela, ils s'ajoutent la pauvreté et la détérioration des conditions de vie, surtout dans les camps de déplacés, qui ont entraîné la mort de beaucoup de personnes. Les mauvaises conditions de vie, ne prédisposent-elles pas le corps à la vulnérabilité ? Et la promiscuité (au niveau des sites) ne peut-elle pas être à l'origine des épidémies et des maladies transmissibles?

2. Les sites de déplacés dans la commune : cas de Muriza.

Par définition, *« les personnes déplacées sont des personnes qui ont été forcées de fuir leur foyer soudainement, de manière imprévue et en grand nombre, par suite d'un conflit armé, de troubles internes, de violation systématique des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles causées par l'homme, et qui se trouvent sur le territoire de leur propre pays. »*[2]

---

(1) REPUBLIQUE DU BURUNDI, MINISTERE DE L'INTERIEUR ET LA SECURITE PUBLIQUE, DEPARTEMENT DE LA POPULATION, Projet « Enquête socio-démographique et de santé de la reproduction »., Personnes déplacées recensées en 2002 : Résultats définitifs globaux, Bujumbura, mai 2003, p.24

(2)Ibidem

Comme partout au Burundi, les déplacés de Muriza ont vu le jour suite aux troubles internes au pays ou encore à la violation flagrante des droits de l'homme. De ces déplacés, une partie est installée près du collège communal de Butaganzwa tandis que d'autres sont dispersés au chef lieu de la commune, dans des anciennes infrastructures publiques ou dans leurs propres maisons récemment construites par des bienfaiteurs.

Avant de présenter plus au moins en détail le site des déplacés de Muriza, parlons un peu de la situation de ce genre de sinistrés au niveau national. Par ailleurs, de toutes les manifestations de la crise, ces sites de déplacés en sont les plus révélateurs car ils sont plus observables que toutes les autres.

Selon l'enquête précédemment signalée, le nombre total des personnes déplacées en août 2002 était dans tout le pays de 281.628, réparties dans 230 sites situés sur 213 collines dans 78 communes et dans 3 zones de la Mairie de Bujumbura.

Tableau n°1 : Déplacés et sites de déplacés en août 2002

Province	Déplacés	Nombre de sites	% de chaque Province
Bubanza	4060	7	1,44
Bujumbura-Rural	7842	13	2,78
Bujumbura-Mairie	7391	3	2,62
Bururi	68735	30	24,41
Cankuzo	7816	5	2,78
Gitega	22106	17	7,85
Karuzi	7183	11	2,55
Kayanza	19539	16	6,94
Kirundo	11765	18	4,18
Makamba	71260	48	25,30
Muramvya	17597	16	6,25
Muyinga	9609	14	3,41
Mwaro	175	1	0,06
Ngozi	19926	12	7,08
Rutana	5278	14	1,87
Ruyigi	1346	5	0,48
Burundi	**281628**	**230**	**100**

Source : REPUBLIQUE DU BURUNDI, MININTER ET S.P., DEPARTEMENT DE LA POPULATION., op. cit, p.p 4-5 [1]

Observant la répartition des personnes déplacées et des sites de déplacés à travers tout le pays, on pourrait croire que la crise a été moins présente dans le Buyogoma qu'ailleurs. Le contraire est prouvé par l'évolution de l'effectif de ces déplacés et de ces sites dans le temps , dans la région.

[1] Les résultats proviennent d'une analyse du département de la population, sur « une enquête socio-démographique et santé de reproduction » realisée dans un projet réunissant plusieurs partenaires: UB, Université de Bordeaux, Université de Pau et FNUAP. Les résultats furent présentés en 2002 sur l'impact de la crise et sur les déplacés. Ils pourront être disponibilisés au FNUAP, département de la population et à l'Université du Burundi.

Tableau n°2 : Déplacés dans l'Est du Burundi de 1995, 1998 et 2002.

Province	1995 (1)		août 1998 (1)		sept 1998 (1)		août 2002 (2)	
	Déplacés	Sites	Déplacés	Sites	Déplacés	Sites	Déplacés	Sites
Cankuzo	3254	4	3290	32	0	0	7816	5
Rutana	3675	5	1478	11	2575	9	5278	14
Ruyigi	4118	10	2795	11	2127	9	1346	5

Source : (1)M.R.R.D.R., Statistiques sur la population sinistrée, août 1998, OCHA, 15 septembre 1998 ; cité par NGAYIMPENDA, E., Crise socio-politique et déstructuration des ménages au Burundi : cahiers démographiques au Burundi n° 13, Bujumbura, février 1999, p.18
(2) Cf. tableau n°1

La persistance de la crise dans l'Est du pays est révélée d'une façon précise par l'accroissement du nombre des personnes déplacées et des sites entre 1998 et 2002, surtout pour les provinces de Cankuzo et de Rutana. En particulier, Cankuzo qui avait vu tous ses sites fermés avec l'année 1998, a été contrainte d'en ouvrir d'autres avec l'intensification de la guerre à partir de 2000.

Avec le tableau n°2, on dirait que Ruyigi était à l'abri de la crise car, apparemment, le nombre de déplacés et des sites n'a fait que décroître, de 1995 à 2002 ; bien au contraire. En effet, dans cette province, surtout dans la partie Buyogoma, la crise a été à l'origine de fréquents et nombreux groupements et dispersions de la population. Pendant la période d'accalmie, c'était le retour sur les collines d'origine.

Encore, hormis la perrénisation des sites de déplacés dans Ruyigi qui se voient bien sur le tableau, une autre manifestation de la crise a été le phénomène de sites de nuit ou sites dortoirs. Il s'agissait des « *sites convenus entre les forces de l'ordre et l'administration locale où sont regroupées certaines populations pendant la nuit pour être protégées contre les assauts des bandes armées* ».[1]

Sur 1346 déplacés que comptait la province de Ruyigi jusqu'au mois d'août 2002, plus de la moitié(753), soit 55,95%, se trouvaient dans les deux sites de Butaganzwa, à savoir Muriza et Nyange. Les autres sites sont Butezi et Mubira de la commune Butezi et Sanzu au chef-lieu de la commune Ruyigi.

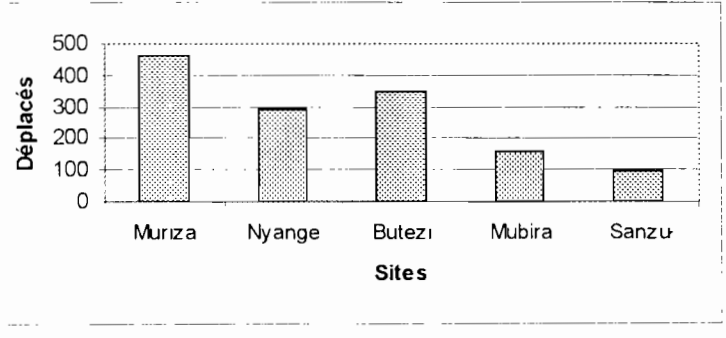


Figure 4 : Population des sites de déplacés de Butaganzwa
Source : Construite à base des données in REPUBLIQUE DU BURUNDI, MININTER ET S.P., op. cit, p32

[1] REPUBLIQUE DU BURUNDI, MININTER ET S.P., DEPARTEMENT DE LA POPULATION, op.cit, p.25

Ces deux sites de Butaganzwa étant là depuis plus de dix ans, c'est un signe éloquent qui montre que la crise que traverse notre pays a été toujours présente dans cette commune car le contraire ferait qu'on aurait fermé ces sites. Concernant le site de Muriza qui, dans les lignes qui vont suivre va nous intéresser le plus, nous y avons recensé lors de nos enquêtes de juillet 2003, 468 déplacés dont six seulement sont originaires de la commune Itaba en province de Gitega. Tout le reste est constitué dans son ensemble par ceux qui ont été obligés de quitter certaines collines de Butaganzwa.

a) Composition par âge et par sexe dans le camp de déplacés de Muriza.

Avec le point sur les morts, nous avons déjà signalé que dans Butaganzwa les premiers massacres ayant directement suivi l'éclatement de la crise visaient les hommes plus que les femmes. Ceci présage déjà une rupture démographique au niveau « sexe ». Dans la suite, ce sont des rescapés de ces massacres sélectifs qui allaient peupler les camps de déplacés .
Nous allons donc voir si cette composition va nous révéler la même chose.

Tableau n°3: Structure par âge et par sexe dans le site de Muriza

Classes d'âge	Masculin	%	Féminin	%	Total
0 – 4	22	4.70	33	7.05	**55**
5 – 9	36	7.69	28	5.98	**64**
10 – 14	28	5.99	29	6.20	**57**
15 – 19	10	2.14	27	5.77	**37**
20 – 24	8	1.71	25	5.34	**33**
25 – 29	4	0.85	15	3.21	**19**
30 – 34	15	3.20	46	9.84	**61**
35 – 39	14	2.99	39	8.33	**53**
40 – 44	10	2.14	12	2.56	**22**
45 – 49	8	1.71	22	4.70	**30**
50 – 54	6	1.29	15	3.21	**21**
55 – 59	1	0.21	6	1.28	7
60 – 64	1	0.21	1	0.21	**2**
65 – 69	0	0.00	1	0.21	**1**
70 – 74	0	0.00	0	0.00	**0**
75 – 79	0	0.00	0	0.00	0
80 et plus	1	0.21	5	1.08	**6**
Total	**164**	**35.04**	**304**	**64.96**	**468**

Source :(1) Notre entretien avec les chefs de ménage
(2) Nos calculs, pour les pourcentages

Avec ce tableau, il est clair que le site de Muriza est dominé par les personnes de sexe féminin : 304 contre 164 de sexe masculin ; ce qui vient répondre positivement à l'hypothèse de ci-haut.

Ainsi, la population féminine représente 64.50% de l'ensemble des personnes du site de déplacés de Muriza et le RM y est de 53.95 hommes pour 100 femmes. Notons que ce dernier est de loin inférieur à celui qui est donné par le recensement des personnes déplacées dans tout le pays en 2002, qui est de 89 hommes pour 100 femmes. Examinant la structure par âge et considérant les grands groupes d'âge, nous remarquons que la population âgée de moins de 15 ans(0 à 14 ans) est au nombre de 176 soit 37,61%, celle âgée de 15 à 64 ans atteint 185 individus représentant 60,89% tandis que celle de plus de 65 ans n'est que de 7 personnes soit 1,49 % de toutes les personnes déplacées.

De cette façon, nous constatons que la population déplacée du site de Muriza est dominée par les adultes contrairement à ce que nous savons de la population burundaise qui est normalement jeune. Nous limitant même à la population déplacée au niveau national, nous remarquons que le taux des jeunes dans notre site est inférieur à celui donné par le recensement déjà parlé : 37.61% contre 46%.

Tentant d'expliquer cette situation (le nombre réduit de jeunes), nous pouvons dire que la fécondité se trouve très réduite au niveau du site car, avec les premiers massacres, pas mal de femmes sont devenues veuves alors que beaucoup d'entre elles étaient encore jeunes comme on le verra avec la situation matrimoniale dans le même camp des déplacés. Plus particulièrement, les personnes de sexe masculin, dont l'âge se situe entre 20 et 29 ans manquent dans le site. Ceci s'explique par le fait que certaines d'entre elles se sont fait enrôler dans les rangs des forces légales tandis que d'autres passaient leurs vacances ailleurs lors de nos travaux de terrain, il s'agissait des élèves.

Quant à la proportion très faible des vieillards (1.49%), elle est due à la vulnérabilité de ces derniers, causée par les mauvaises conditions de vie du camp, s'ajoutant à l'état de vieillesse.

Pour tout résumer sur la structure par âge et par sexe de la population déplacée du site de Muriza, nous avons préféré la représenter par la figure 5, de la page suivante.

b) Etat matrimonial dans le camp des déplacés de Muriza.

Avec cet état matrimonial, nous allons pouvoir découvrir encore une fois les déséquilibres démographiques qui ont été introduits par la crise dans la population déplacée du site de Muriza. Ceux-ci ont trait aux mariages.

Tableau n°4 : Structure matrimoniale dans le site de Muriza

Age du chef de ménage	Les chefs de ménage				
	Célibataires	Mariés	Divorcés	Veufs	**Total**
15 – 19	4	0	0	0	**4**
20 – 24	9	1	0	0	**10**
25 – 29	8	3	0	0	**11**
30 – 34	7	3	0	1	**11**
35 – 39	3	8	7	18	**36**
40 – 44	1	6	1	13	**21**
45 – 49	0	7	0	11	**18**
50 – 54	1	4	0	7	**12**
55 – 59	0	3	0	4	**7**
60 – 64	0	1	0	2	**3**
65 – 69	0	0	0	1	**1**
70 – 74	0	0	0	3	**3**
75 – 79	0	0	0	3	**3**
Total	**33**	**36**	**8**	**63**	**140**

Source : Notre entretien avec les chefs de ménage du camp, en juillet 2003

Le tableau nous révèle que la majorité des ménages sont sous la responsabilité des veufs, soit 45%. Parmi les 63 chefs de ménage, notons que seuls 3 sont des hommes tandis que les 60 sont des femmes. C'est-à-dire que parmi les 45%, 42.86% sont des chefs de ménage, veuves Cette situation vient renforcer l'idée que les premiers massacres ont laissé

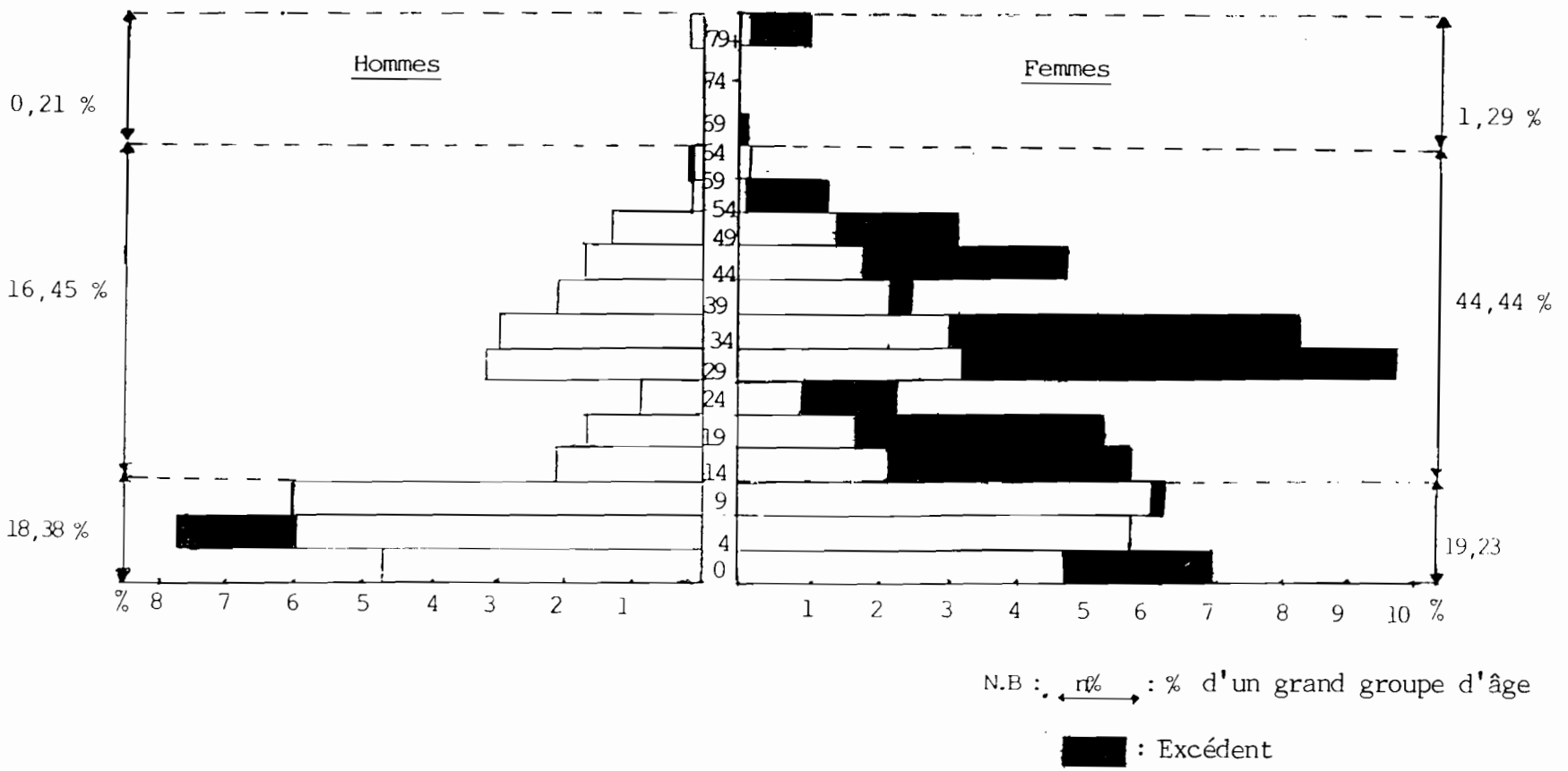


Figure 5: Pyramide des âges de la population déplacée du site de MURIZA.
Source : Construite à base des données du tableau n°3

plus de femmes que d'hommes parmi ces déplacés. De surcroît, contrairement aux hommes, il est remarquable qu'il n'ait pas été facile pour ces veuves de se remarier surtout que l'éclatement de la crise avait donné raison à des mariages intraethnique.

La facilité de se remarier des hommes par rapport aux femmes est ici aussi concrétisée par les chefs de ménage divorcés. En effet, parmi les huit, six sont des femmes et deux des hommes. Cela signifie que les hommes rejettent facilement la femme qu'ils avaient prise comme épouse pour prendre une autre souvent sous forme d'union libre.

De part le même tableau, il est à constater que la proportion des chefs de ménage – célibataires n'est pas négligeable : 23.57%. Sachons que la plupart d'entre eux sont des jeunes garçons ou des jeunes filles qui, dans leur grande majorité, sont des orphelins des premiers massacres, élevant leurs petits frères ou petites sœurs. D'autres chefs de ménage de ce groupe sont des filles-mères.

c)La taille des ménages dans le camp.

Avec ce point, nous continuons à observer comment une partie de la population de Butaganzwa, constituée par les personnes déplacées a été meurtrie par la crise socio-politique que traverse le Burundi. Cette fois-ci, nous allons voir comment se comportent les effectifs dans les ménages rencontrés au site de Muriza.

Tableau n°5 : Nombre de ménages selon l'effectif par ménage et l'effectif global dans le site.

Nombre de membres/ménage	Nombre de ménages	Effectifs globaux
1	17	17
2	34	68
3	29	87
4	28	112
5	19	95
6	8	48
7	3	21
8	2	16
Total	**140**	**464**

Source : Nos recherches de juillet 2003 dans le site

D'abord nous remarquons que l'effectif des déplacés dans le site est de 464 au lieu de 468, nombre qui a été déjà donné comme le total de toutes les personnes déplacées. En effet, si nous nous en tenons à la définition reconnue internationalement du mot ménage, certains individus au niveau du site ne sont pas faciles à placer dans l'un ou l'autre ménage.

Dans la pratique, le ménage est souvent défini comme : un groupe de personnes vivant au sein d'un même logement et prenant leurs repas en commun. Ainsi donc, la légère différence entre les deux effectifs provient du fait que quelques enfants ou même quelques vieillards prennent leurs repas chez une parenté et logent sous un autre toit, chez une autre parenté.

Ensuite, nous constatons que 65% (91 sur 140) de tous les ménages, comptent entre 2 et 4 membres par ménage. De toutes les façons, ces personnes par ménage sont peu nombreuses car d'habitude les paysans sont animés des idées natalistes qui les poussent à

désirer beaucoup de personnes au sein de leur ménage. De plus, au niveau du site, comme ailleurs dans le pays, l'esprit de « remplacer » les disparus ne serait pas absent.

Par ailleurs, le nombre moyen de membres par ménage est de 3,3. Comparé à celui de toute la commune qui était de 4,23 en janvier 2003, il est à constater que cette moyenne du site de Muriza restait faible. Mais, qu'est-ce qui serait la cause de ce peu de nombres par ménage dans ce site ? D'une part, comme nous l'avons déjà signalé, il y a la fécondité qui a beaucoup régressé. Jetant même un coup d'œil sur le tableau 4, nous remarquons que des 60 veuves-chefs de ménage, 43, soit 71,67% ont entre 30 et 49 ans, une tranche d'âges où la procréation est encore possible.

3. Les réfugiés

Selon la définition établie en 1951 par la convention des Nations Unies sur les réfugiés autour de la seule notion de persécution : est réfugié toute personne qui « *ayant de bonnes raisons de craindre d'être persécuté en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social particulier ou de ses opinions politiques, vit hors des frontières du pays dont elle porte la nationalité et est incapable [...] d'y retourner* ». [1]

Ou encore est réfugié: « *Une personne qui a quitté son pays ou a fui une région pour des raisons politiques, religieuses, raciales ou pour échapper à une catastrophe* ». [2]

Comme nous l'avons déjà souligné, de tous les sinistrés burundais, seuls les effectifs des personnes déplacées peuvent être déterminés avec précision tandis que pour les autres groupes, on ne peut que faire des estimations. Ainsi, en 1997, le nombre de réfugiés burundais en Tanzanie, principal pays d'accueil était estimé à 616450[3] et deux ans plus tôt, une autre estimation faisait état de 353530[4] Burundais en RDC.

Ne disposant pas des moyens d'arriver dans les camps des réfugiés en Tanzanie pour recenser les ressortissants de la commune Butaganzwa, nous nous sommes contenté, pour donner l'idée sur ces derniers, des listes relatives aux départs enregistrés entre 1993 et 2001 disponibles à la commune. Le tableau suivant est construit à partir des desdites listes.

Tableau n°6 : Réfugiés de Butaganzwa en Tanzanie de 1993 à 2001

Zone	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Total
Rugongo	30	13		42				1		**86**
Biyorwa	17	26	1	131	1	7	2	8	8	**201**
Mugege	31	17	4	75	32	2	6	4	4	**183**
Muriza	120	12	3	152	6	11		5	3	**312**
Tot/Com	**206**	**68**	**8**	**400**	**39**	**20**	**8**	**18**	**15**	**782**

Source : Compilation à partir des listes établies par l'administration communale au 22 février 2002 relatives aux réfugiés de Butaganzwa

A partir de ce tableau, le graphique ci-dessous peut être construit

---

[1] WORLDWATCH INSTITUTE., Etat de la planète 95/96, Paris III, 1995, p.200
[2] Le Petit Larousse illustré, 1995, p.869
[3] NGAYIMPENDA, E., op.cit, p.18
[4] Ibidem

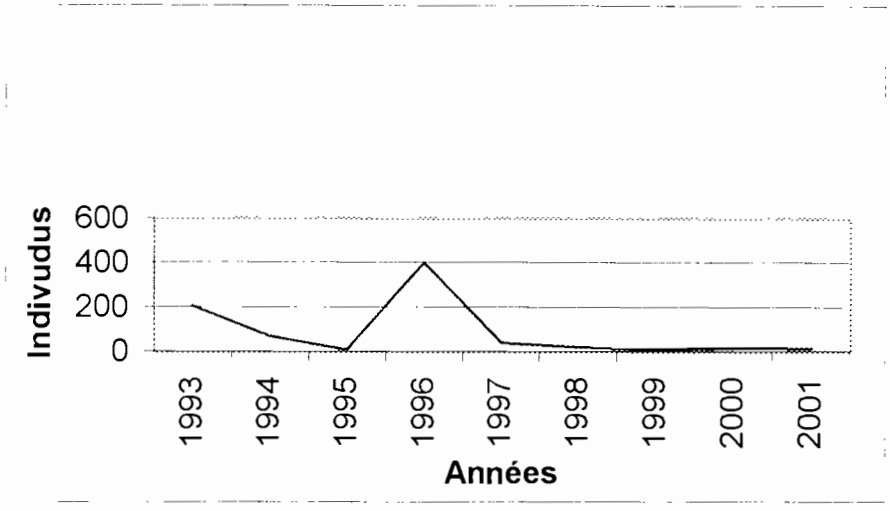


Figure 6 : L'afflux des réfugiés de Butaganzwa vers la Tanzanie(1993-2001)

Source : Construite à partir des données du tableau n° 6.

La figure montre deux pointes, de 1993 et de 1996. Pour l'année 1993, certaines personnes restées sur les collines craignaient les représailles des militaires après les premiers massacres qui ont directement suivi le déclenchement de la crise. Il y avait une méfiance totale entre ces personnes et les forces d'ordre. Concernant 1996, pour la première fois aussi, la population a vu des positions militaires s'éparpiller dans la commune. Par manque de confiance encore en ces militaires, certaines gens ont préféré fuir. S'agissant de 1994 et 1995, ce sont des années d'accalmie. Quant aux années allant de 1997 à 2003, on a enregistré peu de fuites vers la Tanzanie. Pendant cette période, le peu de départs ne signifie pas absence d'affrontements. La régression s'exprime par le rétablissement de confiance (relative) entre la population et les militaires. Ils sont remplacés par les dispersions, les sites de regroupés et pendant les périodes d'accalmie, c'est le retour sur les collines.

D'emblée, on pourrait croire que seules les 782 personnes de Butaganzwa ont fui le pays. En réalité, le nombre de réfugiés ressortissants de la commune est de loin supérieur à cet effectif.

En effet, les listes que nous avons trouvées à la commune mentionnent le nom de celui qui a fui soit étant seul soit avec une partie ou la totalité du ménage. Ce qui montre réellement que le nombre de ces réfugiés est supérieur à celui que donne le tableau, c'est que nous avons trouvé que la plupart des enregistrés représentent des ménages auxquels s'ajoutent ceux pour lesquels on ne précise pas s'ils sont partis seuls ou non. Ainsi, prenons l'exemple des trois zones : Rugongo, Biyorwa et Mugege où l'identification est plus ou moins fiable (car plus de détails), sur les 470 individus enregistrés, 319 soit 67,87% des enregistrés, sont partis à la tête d'une partie ou de la totalité d'un ménage.

De ce fait, c'est peut être ce nombre de réfugiés, difficile à préciser lors du départ, et en particulier aujourd'hui où après plusieurs années d'exil d'autres « Banyabutaganzwa » sont nés, qui explique l'énorme différence entre l'estimation à partir du recensement de 1990, du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction et le recensement fait par l'administration locale de la population de la commune en janvier 2003. Les deux effectifs

sont respectivement 66138 et 41365. Le fossé entre les deux nombres est d'autant plus profond que, suite à l'insécurité presque permanente dans tout le Buyogoma, les candidats au rapatriement n'ont pas été nombreux. Le tableau suivant est plus éloquent pour cet aspect :

Tableau n°7 : Les rapatriés de la province Ruyigi : de 2000 en juin 2003.

Commune	Exercice 2000		Exercice 2001		Exercice 2002		Exercice 2003		Tot/Comm	
	Ménages	Effectifs	Ménages	Effectifs	Ménages	Effectifs	Ménages	Effectifs	Ménages	Effectifs
Butaganzwa*	23	73	12	39	132	185	77	151	**244**	**448**
Butezi*			58	79	62	85	71	109	**191**	**273**
Bweru*	14	23	42	95	37	64	32	709	**125**	**809**
Gisuru	772	2640	9051	3962	1461	4655	1608	5500	**4792**	**16757**
Kinyinya	387	1232	557	2388	167	419	350	1145	**1461**	**5184**
Nyabitsinda	222	676	447	1590	207	465	197	590	**1073**	**3311**
Ruyigi*	11	37	34	71	118	163	59	123	**222**	**394**
Tot/Province	**1429**	**4681**	**2101**	**8214**	**2184**	**6036**	**2394**	**8327**	**8108**	**27176**

Source : M.R.R.D.R, Antenne Ruyigi, Rapport de juillet 2003 de l'équipe d'accueil.
* : Communes du BUYOGOMA

Pour visualiser encore ce rapatriement en province Ruyigi surtout son évolution, nous avons préféré construire le graphique suivant, pour les communes Butaganzwa (du Buyogoma), Gisuru et Nyabitsinda (du Kumoso) et de toute la province Ruyigi.

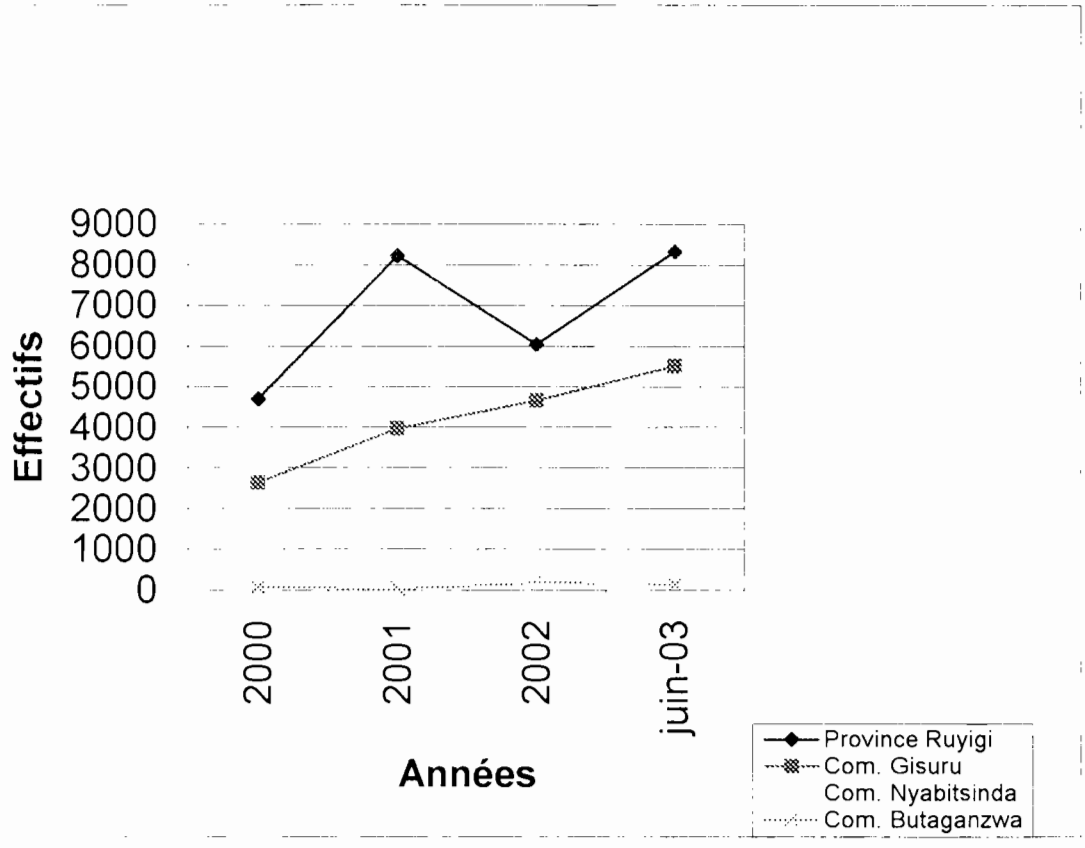


Figure 7 : Evolution du rapatriement en province Ruyigi
Source : Construite à partir des données du tableau n° 7.

D'après le tableau et le graphique, le nombre de rapatriés burundais originaires de Ruyigi n'a fait qu'aller croissant depuis 2002 jusqu'en juin 2003, après le recul de 2001. Nous notons que cette évolution positive ne suit pas le même rythme dans les deux régions se partageant la province. Les rapatriés arrivent plus nombreux dans les communes du Kumoso que dans les communes du Buyogoma (voir tableau n°7).

De prime abord, le retour au pays natal de ces Burundais s'explique par l'évolution politique dans l'ensemble du pays. En effet, il faut se souvenir de la signature historique de l'accord pour la « paix » et la « réconciliation » au Burundi du 28/8/2000 à Arusha en Tanzanie et celle de « Cessez-le-feu » du 2/12/2002 dans la même ville. Ces deux dates donnaient donc espoir aux réfugiés de voir revenir la paix au Burundi.

Concernant la différence entre le Kumoso et le Buyogoma, elle trouve sa signification dans l'évolution différente des conditions de sécurité dans les deux régions. En effet, après que la guerre a fait rage dans le Kumoso dans les années 1999-2000, on dirait qu'elle s'est déplacée vers le Buyogoma au cours des années 2001 et 2002 sans mettre de côté toute la première moitié de l'année 2003. Notons toutefois que l'insécurité est restée plus présente dans Nyabitsinda (comme dans Kinyinya) que dans Gisuru mais avec moins d'ampleur que dans Butaganzwa.

Pour conclure sur ce point concernant les réfugiés, l'on doit noter que, tout comme le point concernant les déplacés, des structures familiales ont été bouleversées, ce qui a été à l'origine des autres ruptures démographiques dans la commune de Butaganzwa. Au fait, une partie du ménage pouvait fuir, des enfants seuls pouvaient fuir laissant derrière, leurs parents, et un mari seul pouvait aussi partir...En résumé, avec cette fuite vers la Tanzanie, on a assisté à la mutilation des ménages, d'où la déstructuration de ces derniers.

4. Les sites de regroupés et les dispersions

Avec la crise, les regroupés ont été définis comme : « *des personnes rassemblées dans des camps de regroupement par volonté des autorités officielles afin de les éloigner des zones à insécurité, pour assurer leur sécurité et permettre ainsi aux forces de l'ordre de faire face aux bandes armées* ».[1]

Concernant le Buyogoma dans son ensemble, les sites de regroupés ont été nombreux et fréquents mais ne duraient pas longtemps, d'où souvent les enregistrements étaient jugés moins nécessaires. La durée était proportionnelle à celle des combats. S'agissant de la commune Butaganzwa, un seul, le plus important a marqué la mémoire de beaucoup de gens. C'est celui du mois d'août 2002 qui a pu rassembler plus de 9000 personnes au chef-lieu de la commune, ce qui mobilisa plus d'une O.N.G. oeuvrant en province Ruyigi.

Quant aux multiples dispersions, comme tout le monde qui aurait essayé de le faire, il ne nous a pas été facile de pouvoir identifier les multiples victimes de cette autre manifestation de la crise. Ce qui est sûr, c'est que comme dans les sites des déplacés et de regroupés, la dispersion ne faisait que déstabiliser les ménages de la commune Butaganzwa, fragilisait la santé des personnes et par conséquent, toutes les activités économiques s'en trouvaient profondément touchées.

---

[1] MININTER et SP, DEPARTEMENT DE LA POPULATION, op. cit., p.25

B. Autres remaniements socio-spatiaux.

Dans les différents points que nous venons de traiter, il a été principalement question de montrer comment les ménages en commune de Butaganzwa ont été ébranlés par la crise d'octobre 1993. Avec ceux qui vont suivre, nous allons observer comment cette dernière a influencé la croissance de la population communale dans son ensemble.

1. Modification des densités spatiales

a) L'évolution jusqu'en 1992

Les sources à notre disposition nous ont permis d'observer la densité de certaines années depuis 1941.

Tableau n°8 : Population et densités de Butaganzwa, de 1941 à 1992

Années	**1941**	**1943**	**1944**	**1952**	**1956**	**1957**	**1959**	**1962**	**1973**	**1979**	**1982**	**1986**	**1990**	**1992**
Population	22580	17963	18952	17068	20348	20468	22560	18538	30702	35890	36617	41930	45730	48625
Densité	66	53	56	50	59,6	59,8	66	55	87	101	103	122,6	134	142

Source : NTIRUVAKURE, F., Evolution démographique de la commune Butaganzwa (1971-1992), Mémoire, Bujumbura, U.B, F.L.S.H, Département d'Histoire, 1995, p.44

Prenant seulement la densité de la population communale, elle a évolué comme suit :

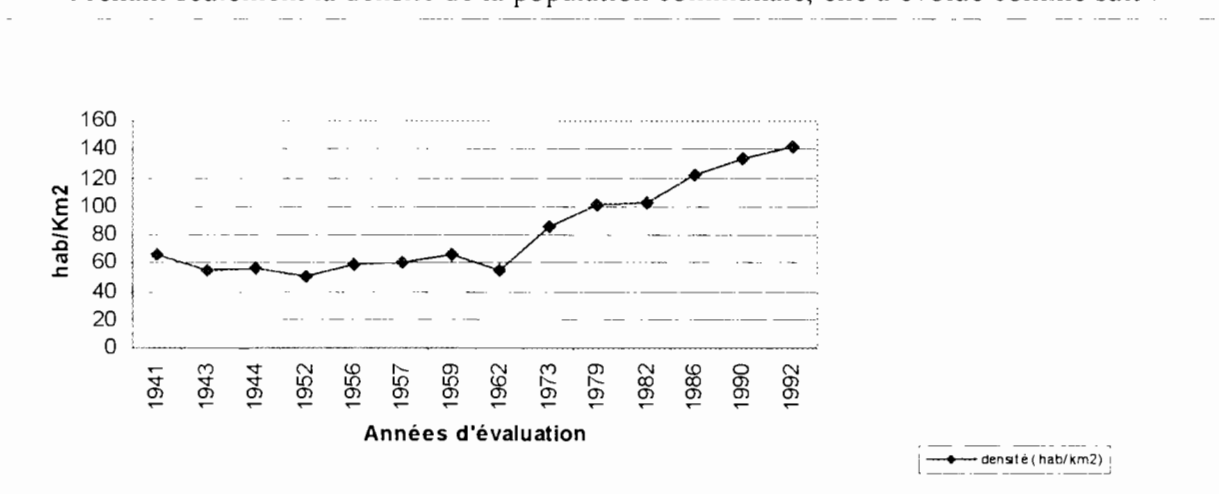


Figure 8 :Evolution des densités en commune Butaganzwa:1941-1992
Source : construit à partir du tableau n° 8.
Note : Malgré l'irrégularité de la période d'évaluation, nous remarquons que les années d'évaluation montrent bien les allures d'évolution

La représentation graphique tout comme le tableau montre que la densité de la population de Butaganzwa a connu jusqu'en 1992 deux étapes. Il y a eu une évolution en dents de scie allant de 1941 jusque dans les années 1960 et une croissance continue partant de la veille des années 1970 à 1992.

Pour expliquer la première étape, il convient mieux d'interroger l'histoire générale du Buyogoma. En effet, cette région traditionnelle a été caractérisée vers la fin du XIX^{ème} siècle et au cours de la première moitié du XX^{ème} siècle par diverses crises qui ne manquaient pas d'influencer négativement la croissance démographique de la région.

Parmi ces crises, on a pu retenir principalement des ruptures d'ordre naturel et celles d'ordre politique. Tandis que les premières ruptures étaient caractérisées par des maladies et des famines, les secondes émanaient des rivalités et des guerres entre les chefs traditionnels ainsi que des exactions de l'autorité coloniale.

Par ailleurs, d'aucuns pourraient se demander pourquoi l'évolution en dents de scie des densités au cours de la période de 1941 à la veille des années 1960. La réponse est simple, c'est que les ruptures précisées dans les lignes précédentes ne se passaient pas continuellement mais plutôt périodiquement ou encore, un événement malheureux arrivait après une période de prospérité ou de paix relative dans l'ensemble du Buyogoma.

Quant à la croissance continue de la deuxième étape, elle trouve son explication dans le combat contre les fléaux de famine et de maladies des colonisateurs avant leur départ et des autorités nationales après l'indépendance. A ce combat ; l'on peut ajouter l'avènement de la République en 1966 qui mit fin aux rivalités meurtrières entre les chefs traditionnels.

Mais en plus des conséquences positives de ces efforts et de cette évolution politique, il y a lieu d'ajouter l'accueil dans l'Est du Burundi, depuis quelques années avant 1992, d'immigrants en quête de terres cultivables. En commune de Butaganzwa, en comparaison avec d'autres provinces que Ruyigi, le gros de ces derniers provenait de la province très peuplée de Gitega dont elle partage la frontière; le tableau n°9 le prouve bien.

Tableau n°9 : Les résidents de BUTAGANZWA en 1979 et 1990 selon la province de naissance

Province d'origine	**1979**	**1990**
Bubanza		**3**
Bujumbura-Mairie	17	34
Bujumbura-Rural	8	6
Bururi	16	25
Cankuzo	16	22
Cibitioke		3
*Gitega	3104	2866
Karuzi	42	18
Kayanza		11
Kirundo	4	
Makamba	3	7
Muramvya	213	264
Muyinga	29	8
Ngozi	9	8
Rutana	234	350
Ruyigi	34497	42138
Etranger	61	75
TOTAL	38302	45730

Source : NTIRUVAKURE, F.,op. cit. p.129

Ainsi, suite à la proximité avec Gitega, la commune de Butaganzwa venait toujours en avant si l'on considère les densités de la population en province de Ruyigi.

Tableau n°10 : Densité (hab/km²) de 1979 à 1990 en province Ruyigi

Commune	1979	1990
Butaganzwa	101	134
Butezi	85	81
Bweru	63	83
Gisuru	63	91
Kinyinya	54	99
Nyabitsinda	54	108
Ruyigi	85	129
Moyenne/Prov	**73**	**104**

Source : REPUBLIQUE DU BURUNDI, MININTER et SP, Les recensements généraux de la population d'août 1979 et 1990. Résultats définitifs

b) Evolution après 1993

Alors que la population de Butaganzwa était de 48265 habitants[1] avec une densité de 142 hab./km2 en 1992, elle était évaluée en janvier 2003 à 41365 habitants[2] avec une densité de 121 hab./km2.

Ainsi, après 30 ans de croissance démographique continue (1962-1992), la population de cette commune n'a fait que décroître durant les 10 ans de la crise. Avec une différence de 6900 personnes, la diminution est de 14,3%, soit une réduction de 1,43% chaque année, en moyenne. Personne ne peut en douter, les raisons de cette décroissance sont inhérentes à la crise. On a noté en effet des pertes en vies humaines : directement ou indirectement liées à cette crise et des départs pour les camps de réfugiés en Tanzanie. En outre, il y a le recul de la fécondité : dans les camps de déplacés (déjà vu) et même sur les collines car, les départs pour la Tanzanie ont concerné beaucoup plus particulièrement les jeunes adultes et les enfants que les vieilles personnes. A part ces deux cas, ajoutons la cessation de l'immigration : à part quelques agents de la Fonction Publique dont la plupart sont au chef-lieu de la commune, l'état civil n'a enregistré aucun immigré à la recherche d'une terre cultivable, ces dernières années.

En résumé, n'eut été la crise, l'évolution se faisant dans les mêmes conditions des années 1990 (lors du recensement général), la population de Butaganzwa serait de 66138 [3]avec une densité de 193,4 hab./km2.

c) *Evolution des ménages, de la population et de la densité par colline de recensement.*

Avec l'évolution de la densité (et de la population) au niveau communal, nous venons de constater que le recul de cette dernière est presque alarmant. Cette situation étant le reflet de ce qui se passe sur les 39 collines de recensement que compte la commune, nous allons observer comment cette régression s'y est déroulée en comparant l'avant et l'après 1993.

[1] donné par l'Action Aid Burundi en 1992
[2] donné par l'Administration communale en janvier 2003
[3] Cf. Annexe 2, année 2003

Tableau n°11 : Ménages, population et densité à Butaganzwa, après 1993

N°	Collines	Superficie	Ménages/colline		Population/colline		Densité/colline	
		(ha)	1992(1)	2003(2)	1992	2003	1992	2003
1	Bartye	646	244	152	1109	631	171	97
2	Bigera	1036	274	100	1156	443	112	43
3	Biyorwa	646	290	375	1576	1618	259	251
4	Burenza	422	296	258	1288	861	305	205
5	Caragata	1320	267	235	1168	958	88	73
6	Gakonko	706	269	286	1092	1146	155	163
7	Gasasa	1617	203	331	2019	1622	125	101
8	Gikwiye	462	264	204	1095	911	237	198
9	Gishubi	1045	286	245	1237	1078	119	104
10	Itaba	192	103	110	641	443	334	231
11	Kanyinya	441	90	130	864	614	196	140
12	Kirambi	237	181	149	691	638	292	270
13	Kirangara	237	89	167	793	558	335	236
14	Kivoga	1457	332	421	1560	1962	107	135
15	Kivumu	850	293	281	1195	1714	141	202
16	Kiyabu	1086	328	253	1481	1319	136	122
17	Kizigama	759	268	310	1248	1339	164	177
18	Maramvya	502	228	247	1060	960	211	192
19	Masazi	262	246	120	1088	540	415	207
20	Mihama	1708	91	540	2443	2319	143	136
21	Mpame	646	192	205	818	898	127	140
22	Mpungwe	2637	324	279	1830	1710	69	65
23	Mugege	1219	423	160	1795	480	147	40
24	Muhene	1543	306	217	872	797	57	52
25	Muriza	1154	255	398	2152	1761	187	153
26	Musenga	850	276	287	1202	906	142	107
27	Nyaburondwe	758	312	257	1263	1164	167	154
28	Nyagashubi	728	231	189	1059	780	146	108
29	Nyamiyaga	1412	518	279	1787	1614	127	115
30	Nyamugari	568	131	141	1050	564	185	100
31	Nyange	687	324	322	1369	1342	199	196
32	Nyangurube	196	320	110	469	518	239	265
33	Nyankende	153	138	210	604	731	295	478
34	Nyarubabi	513	245	161	420	549	82	108
35	Nyarurambi	1318	424	338	1991	1388	151	106
36	Rubambagire	319	342	60	618	250	194	79
37	Rugata	360	200	130	465	504	129	148
38	Rugongo	2280	596	615	2544	2555	112	113
39	Titi	1158	255	497	1059	1181	52	103
Total/Moyenne		**34124**	**10454**	**9778**	**48265**	**41365**	**142**	**121**

Source :(1) NTIRUVAKURE, F., op. cit. p.22 et annexe 1.

(2) Données démographiques de janvier 2003, par l'Administration communale

Le tableau à lui seul est parlant mais, remarquons tout simplement qu'il révèle clairement la décroissance démographique ci-haut parlée. C'est un véritable retour en arrière car la commune de Butaganzwa est un peu moins peuplée qu'en 1986 (voir tableau n°8) : 41365 contre 41930 et la densité actuelle est légèrement inférieure à celle de la même année, 121 contre 123.

S'agissant concrètement du tableau, de 1992 à 2003, les ménages ont diminué de 676 soit 6,5% des ménages, la population de 14,3% (déjà vu) et la densité de 21 habitants par km2 soit 14,79% pour l'ensemble de la commune. Nous remarquons aussi que le nombre moyen

de personnes (taille) par ménage a chuté : 4,6/ménage (1992) contre 4,2/ménage (2003) ; les deux moyennes s'approchent car la diminution s'observe aussi bien au niveau des ménages qu'au niveau de la population. Cette situation est la résultante de ce qui s'est passé sur les collines de recensement. En effet, des 39 collines, seuls 17 ont vu leurs ménages augmenter tandis que 11 ont connu une augmentation de la population pendant les 10 ans de la crise. Notons qu'il existe des collines dont la population a été réduite presque ou plus de moitié ; ce sont les collines comme Bartye, Bigera, Masazi, Nyamugari et Rubambagire.

Bref, les raisons de ce recul ayant été déjà données, il n'est pas nécessaire d'expliquer longuement le tableau. Néanmoins, ajoutons que comme dans les camps de déplacés, les hommes ont été beaucoup plus touchés par la crise que les femmes sur les collines ; ceci se justifie par le R.M. Alors qu'il était de 94% (23596 hommes pour 25193 femmes selon l'enquête de l'administration communale) en 1992, il était au mois de janvier 2003 de 73% (17457 hommes pour 23908 femmes).

De surcroît, le même recul se lit à travers la comparaison entre les figures 9 et 10. En effet, la figure 10 montre que bon nombre de collines sont entrées dans les catégories de densités inférieures tandis que des catégories importantes : 280-330 hab./km2 ont perdu leur place en commune Butaganzwa. Concernant la colline de Nyankende qui a gardé sa catégorie de densité (380-430 hab./km2), on ne peut pas dire qu'elle aurait échappé aux effets de guerre car, sa population n'a pas vraiment augmenté pendant 10 ans : 127 personnes soit environ 13 par an. Par contre, sa population semble stationnaire.

3. *La crise dans l'enregistrement de l'état- civil*

Pour maîtriser l'évolution d'une population donnée, il est primordial d'analyser le plus important de ses facteurs qui est le croît naturel. Malheureusement, ceci n'a pas été possible pour la commune de Butaganzwa parce que d'abord, tous les documents y relatifs ont été détruits quand les bureaux communaux furent incendiés quelques jours après l'éclatement de la crise. Ensuite, même si le fonctionnement de l'état civil a pu reprendre peu à peu, il est déplorable que sa tenue est restée longtemps peu enviable.

Afin d'avoir une idée sur la situation d'avant et d'après 1993, nous avons été amené à consulter les documents se trouvant dans les bureaux du contrôleur provincial d'état civil, ce qui nous a permis de constater une certaine similitude entre toutes les communes de la province Ruyigi.

a)Avant 1993

Jusqu'en 1992, les déclarations par la population des faits d 'état-civil étaient abondantes et régulières dans toutes les communes de Ruyigi. L'année 1992 peut servir d'exemple.

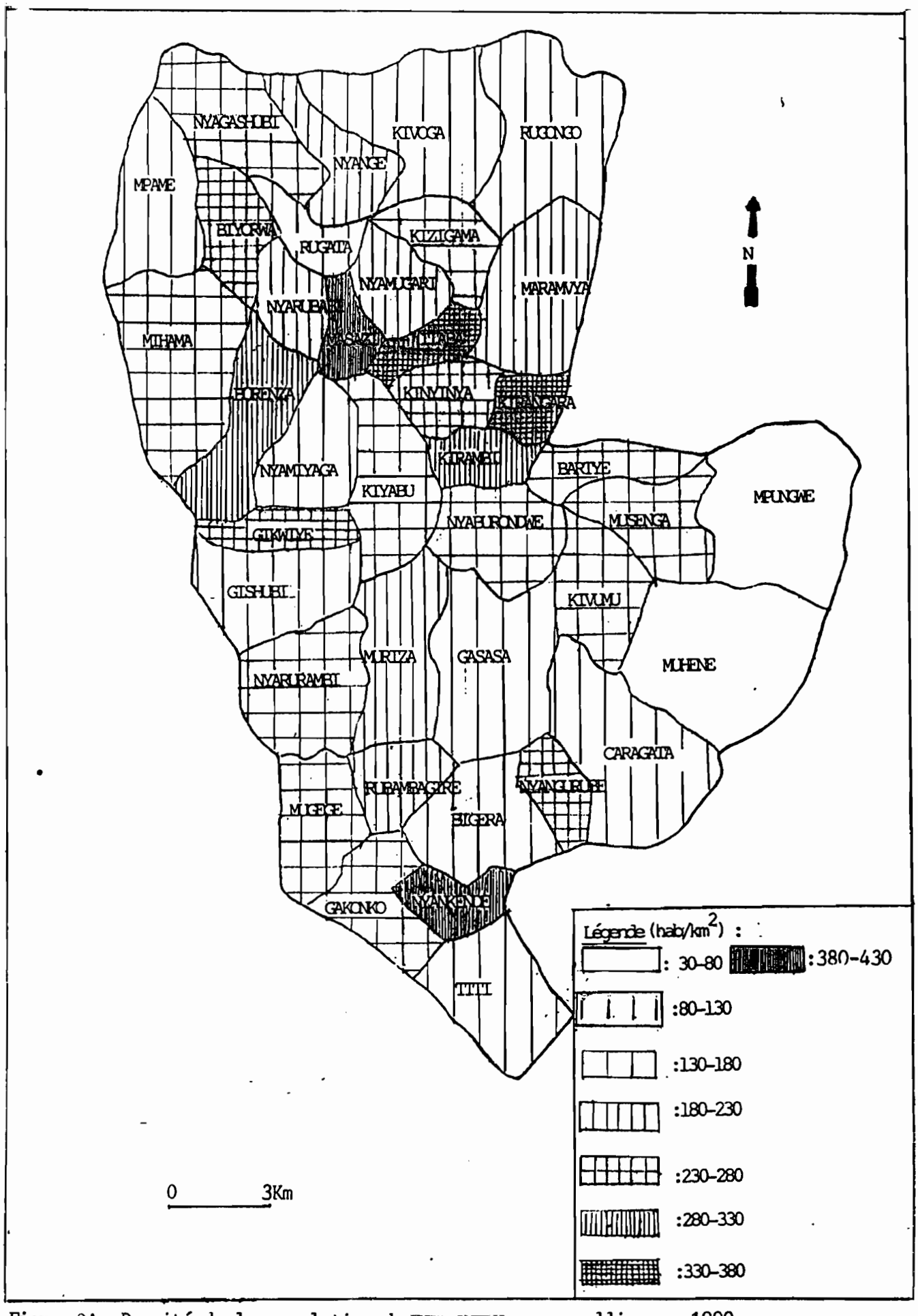


Figure 9 : Densité de la population de RUAGANZWA par colline en 1990.
Source : NTIRUVAKURE, F., op.cit, p 33.

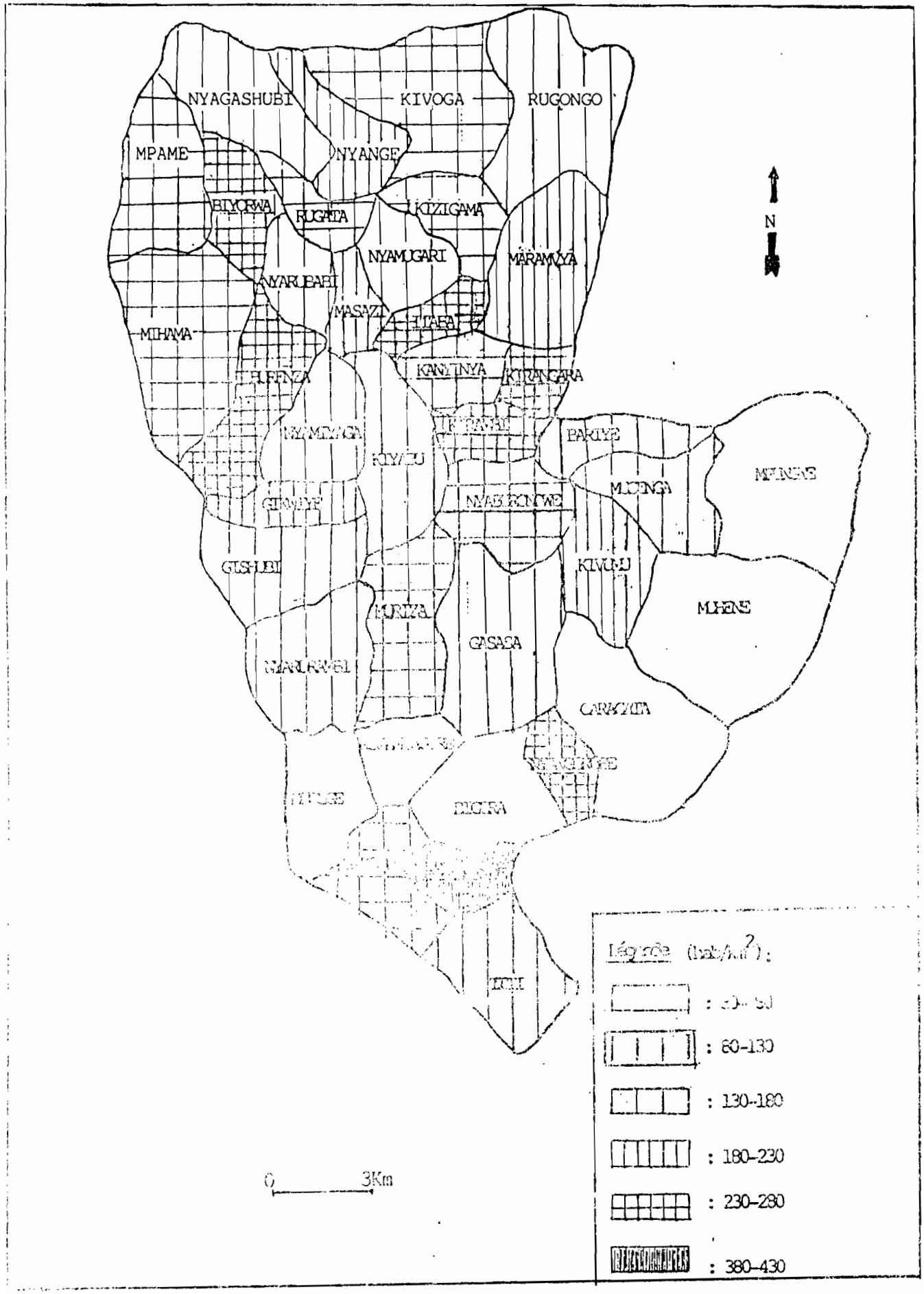


Figure 11: Densité de la population de BUTAGANZWA par colline en Janvier 2003.
Source : Effectifs par colline de BUTAGANZWA, janvier 2003, par Administration communale.

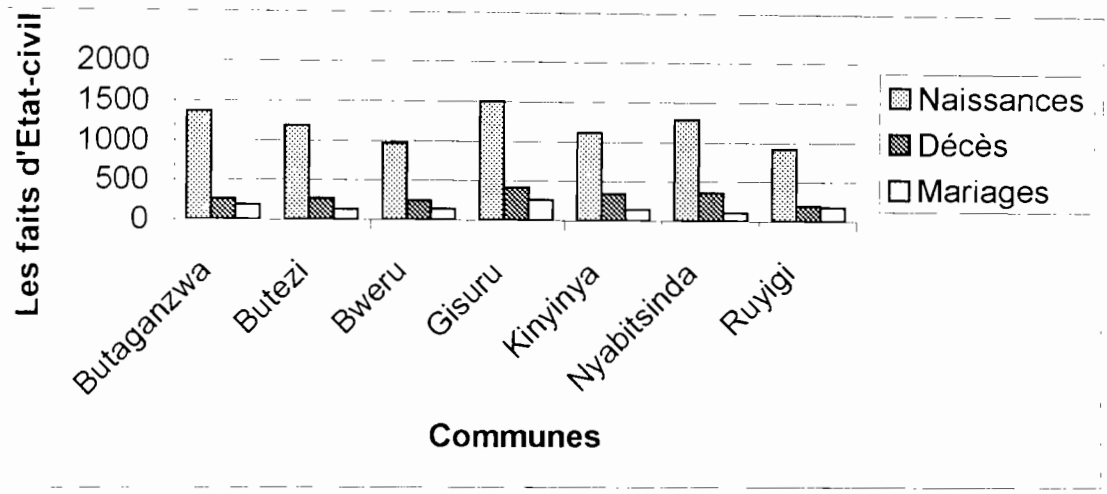


Figure 11 : Enregistrement d'état-civil avant 1993, province Ruyigi
Source : Notre réalisation à partir des bulletins des statistiques enregistrés de 1992, trouvés au B.P.E.C

La régularité au cours de l'année 1992 peut être observée avec la commune de Butaganzwa

Tableau n°12 :Enregistrement d'état-civil en 1992, commune Butaganzwa

Mois	Naissances			Décès			Mariage
	M	F	T	M	F	T	
Janvier	57	66	123	14	11	25	8
Février	32	37	69	8	9	17	11
Mars	38	21	59	11	7	18	8
Avril	98	72	170	12	9	21	10
Mai	92	84	176	12	12	24	3
Juin	59	71	130	12	10	22	14
Juillet	80	72	152	12	7	19	11
Août	67	58	125	13	11	24	21
Septembre	50	42	92	11	6	17	10
Octobre	63	39	102	16	6	22	19
Novembre	47	52	99	20	7	27	39
Décembre	35	29	64	8	15	23	31
Total	**718**	**643**	**1361**	**149**	**110**	**259**	**185**

Source :NTIRUVAKURE, F., op.cit. p.22 et annexe II

a)*Après 1993*

Après 1993, le volume des déclarations ne faisait que diminuer en province Ruyigi.

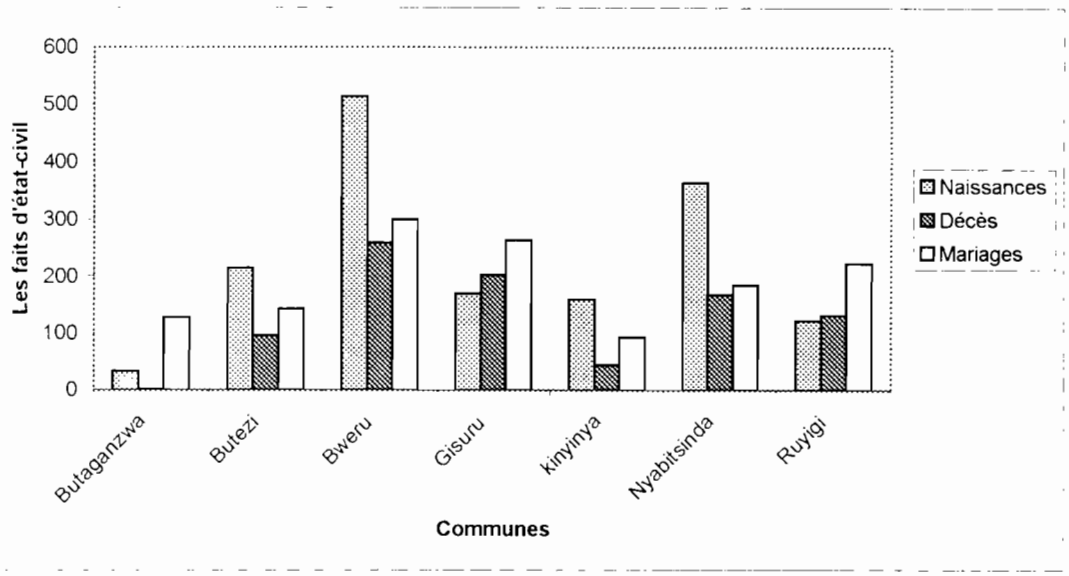


Figure 12 : Enregistrement d'état-civil en 1997, province Ruyigi.
Source : Notre réalisation à partir des bulletins statistiques enregistrés de 1997, trouvés au B.P.E.C.

Cette diminution des déclarations des naissances et des décès s'explique par le caractère irrégulier qui les a caractérisées au cours de la crise. Quant aux mariages, la différence positive trouve sa raison d'être dans le fait que dans la plupart des cas et d'une façon générale, les jeunes sont attirés par l'aspect festival des mariages légaux que ne connaissent pas les unions libres. Sachons néanmoins que ces mariages n'ont pas été toujours nombreux au cours des autres années et dans toutes les communes. Les irrégularités dans les déclarations s'observent bien au niveau des communes et elles étaient d'autant plus prononcées que les conditions de sécurité se détérioraient davantage. Voici le cas de Butaganzwa en 1996, année qui a marqué le début des affrontements armés entre rebelles et les forces gouvernementales.

Tableau n°13 : Enregistrement d'état-civil à Butaganzwa en 1996

Mois	Naissances			Décès			Mariage
	M	F	T	M	F	T	
Janvier	-	-	-	4	3	7	9
Février	-	-	-	5	6	11	18
Mars	-	-	-	2	3	5	14
Avril	-	-	-	6	9	15	15
Mai	-	-	-	-	-	0	-
Juin	-	-	-	2	4	6	17
Juillet	-	-	-	-	-	0	-
Août	-	-	-	-	-	0	8
Septembre	-	-	-	-	-	0	18
Octobre	-	-	-	-	-	0	23
Novembre	-	-	-	-	-	0	12
Décembre	-	-	-	-	-	0	3
Total	**0**	**0**	**0**	**19**	**25**	**44**	**137**

Source : Compilation des bordereaux d'expédition de 1996, commune Butaganzwa

Dès lors, devant cette situation incompatible avec une bonne étude de l'état civil en province Ruyigi, quiconque avisé peut se demander si le peu de naissances enregistrées est dû totalement au veuvage rencontré dans les camps de déplacés et à l'exil des femmes en âge de procréation, si le peu de décès enregistrés est dû à la baisse de la mortalité, si le peu de mariages signifie manque de candidats pour le premier mariage et si l'absence totale d'autres événements dans les registres signifie arrêt total du mouvement migratoire en province Ruyigi.

Les raisons de cette régression des déclarations des faits d'état civil sont à chercher ailleurs et très probablement dans l'état de crise qui a toujours prévalu dans l'Est du Burundi depuis le 21 octobre 1993. Le doute du lendemain, le désespoir et le découragement s'ajoutant au fait que la notion d'état civil n'est pas encore encrée dans l'esprit des gens de la région, où l'ignorance a encore sa grande place, ont fait reculer chez la population la bonne foi de déclarer tout événement survenu.

Cette situation étant insouhaitable ; le contrôleur provincial de l'état civil a d'une part commencé à s'en inquiéter : « *Les déclarations de naissances et de décès continuent à être insuffisantes malgré le rappel incessant aux administrateurs communaux de mobiliser leurs populations à déclarer tous les événements ; même de prendre des mesures restrictives sur les unions libres et sur les concubinages. Le registre d'actes « autres » ne connaît pas d'échos malgré aussi le rappel aux administrateurs communaux de porter loin cet écho* »[1]
Et d'autre part, il en donne lui-même la principale cause : « *Au cours du mois, la déclaration des faits d'état civil a trop diminué à cause de la sécurité qui a été perturbée dans presque toutes les communes de notre province par les bandes armées. Au cours de ce mois, les bureaux des zones Biyorwa, Rugongo dans la commune Butaganzwa ont été incendiés par ces bandes. Tout document y trouvé a été réduit au cendre....* »[2] ; tout en accusant l'autorité à la base d'un certain relâchement, il ajoute : « *Les déclarations des naissances et des décès continuent à baisser sensiblement et les inscriptions au mariage diminuent aussi progressivement. Cependant, des unions libres continuent à se produire aussi et les administrateurs communaux ne font aucune réaction à leur égard...* »[3].

En somme les taux d'accroissement naturel et de croissance qui pouvaient bien nous éclairer encore sur la décroissance démographique de la commune Butaganzwa, ne peuvent pas alors être déterminés avec précision d'autant plus que les enregistrements des faits d'état civil ne sont pas fiables suite aux irrégularités de déclaration. A la place, nous devons nous contenter d'autres éléments à notre disposition, comme la différence entre les effectifs des personnes d'avant 1993 et des personnes actuellement résidentes (ce que nous avons déjà fait).

---

[1] Dans les observations du Contrôleur Provincial d'état civil, mois d'août 2001

[2] Idem, mois de novembre 2001

[3] Idem, mois de décembre 2001

CHAPITRE II : DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT

La crise d'octobre 1993 n'a pas seulement blessé la population mais elle a eu aussi des impacts néfastes sur le milieu naturel. Dès son déclenchement, on a assisté à des incendies de brousse, de maisons et de cultures. Avec les affrontements meurtriers entre les forces légales et les rebelles qui ont atteint presque tout le pays, le même phénomène macabre s'est intensifié. Partout, des destructions immenses des reboisements et de la végétation naturelle se sont fréquemment déroulées devant le regard impuissant de l'autorité ou de tout autre burundais.

Profitant d'une situation difficile à contrôler par l'autorité administrative, des gens mal intentionnés ou contraints par les problèmes du moment (déplacés, regroupés, dispersés) se sont donnés à l'exploitation anarchique et abusive des parcs, des réserves naturelles et des reboisements. A tout cela, il faut ajouter le recul criant des méthodes agricoles et pastorales.

Le milieu naturel burundais déjà dégradé il y a bien longtemps, s'en trouve alors actuellement très détérioré et l'environnement très compromis.

La région orientale du Burundi où le sinistre de la guerre a été longtemps présent, tout ce que nous venons de dire y trouve son terrain de démonstration. Comment peut-on en effet s'imaginer l'état des sols, des terres cultivables et du milieu naturel en général d'une région ayant connu des feux de brousse à plusieurs reprises, dans une et chaque année sans qu'aucune portion de terre libre ne soit épargnée ?

A. Les déboisements

Avant de parler des destructions proprement dites, nous avons préféré parler du couvert végétal qui a été touché par la crise. On pourra par ailleurs voir son évolution depuis la période coloniale jusqu'en 1992.

1. Le couvert végétal détruit par la crise

Si aujourd'hui, les richesses floristiques au Burundi deviennent de plus en plus rares, il faut savoir qu'il s'agit d'une dégradation des anciennes formations forestières. En effet, c'est suite aux perturbations climatiques qui caractérisent le monde depuis un bon moment. C'est le cas de « *l'assèchement en milieu tropical correspondant à un réchauffement dans les zones tempérées ayant commencé vers 1890* »[1]. Au fur et à mesure que ce recul forestier s'intensifiait, le travail de l'érosion se mettait en place et prenait d'ampleur. Le climax étant rompu, la dégradation du milieu naturel venait de trouver la porte d'entrée pour se poursuivre inexorablement vers la complication du mode de vie des Burundais.

A l'arrivée des Belges en 1916, plus éclairés que les indigènes, ils ont constaté que les forêts naturelles n'étaient plus que des vestiges ou une marque du passé, que le taux de boisement était l'un des plus bas de l'Afrique orientale et atteignait à peine 3% du territoire et que ni exploitation industrielle, ni exportation des produits forestiers ne pouvait être envisagée.

---

[1] RUYOYA, J., Les cadres humains et economiques représentés par le Buyogoma dès son annexion au Burundi(1850-1960), mémoire, Bujumbura., U.B, F.L.S.H, Histoire, 1986,p.51

Ce constat[1] était un signe parlant de la dégradation des formations forestières. Par ailleurs, l'autre révélation de la dégradation du milieu naturel burundais que le colonisateur a trouvée sur place est l'occupation de la plus grande partie du pays par une savane (cas général pour la plupart des pays africains au sud du Sahara), un couvert végétal qui résulte sans aucune équivoque de la dégradation des formations forestières fortement altérées par l'action de l'homme : agriculture, feux répétitifs. Les savanes sont des masses graminéennes avec ou sans arbustes.

Juste plus récemment dans les années 1980-1990, c'est ce type de couvert végétal qui dominait le Buyogoma voire toute la partie orientale du Burundi. En effet, la densité de la population n'étant pas très élevée, la disparition de la végétation naturelle n'y avait pas été rapide comme dans d'autres régions comme dans le Kirimiro et le Buyenzi ou le Bututsi qui, à la même époque connaissaient déjà des couvertures végétales constituées de prairies d'*Eragrostis* (ishinge) importantes. Ces dernières n'étaient que des taches réduites et très distancées dans la nature au niveau du Buyogoma.

Ainsi, on observait sur les flancs des massifs montagneux, sur les flancs et aux sommets des croupes et autres collines de vastes étendues constituées par *Loudetia simplex* (umuyange) ou encore par *Hyparrhenia* (umusakenkanya), formation rencontrée également sur la plupart des glacis du Buyogoma. De par l'abondance de ces deux types d'herbage, ils étaient beaucoup utilisés pour la toiture de la plupart des maisons sans tôles dans la région. D'autres principaux genres d'herbage y rencontrés sont *Digitaria* (ikibara) et *Imperata cylindrica* (isovu). Quelques arbustes pouvaient être observés ici et là : Parinari curatellifolia (umunazi), *Hymenocardia acida* (umusagamba), *Entada abyssinica* (umusange), ... La présence dans la région des sortes épineuses comme *Erythrina abyssinica* (umurinzi) et *Brachystégia* (ihwa) et les types à sève lactée comme *Euphorbia turcalli* (umunyari) témoigne de la tendance à l'aridité.

L'autre type de végétation naturelle qu'on rencontrait à l'Est du Burundi est celle des galeries forestières. Ces franges boisées, peu larges le long de certaines parties des rivières et tout le long des ravins collinaires inondés d'eau pendant la saison des pluies étaient dominées par *Scolopia rhamminiphylla*(umusongati).

Alarmés par la dégradation forestière rencontrée au Burundi, les Belges ont vite pris des mesures adéquates à la protection de ce qui restait des forêts et à la compensation du recul déjà enregistré. Entre autres mesures, on décida la création des réserves naturelles. En effet, depuis 1920, les lambeaux de forêts qu'on estimait à environ 88000 ha, ont été convertis en réserves naturelles. Cette nouvelle gestion des richesses forestières concernait désormais les forêts de la Kibira, de Bururi et de Kigwena. Cette mesure sera renforcée par le décret du 18 décembre 1930 qui autorisait à chaque personne légalement établie au Burundi à couper et à acheter le bois de chauffage nécessaire à ses besoins domestiques ; il préconisait qu'on ne pouvait abattre que des arbres impropres à d'autres usages. Une législation forestière venait d'avoir le jour. D'autre part, on introduisit les boisements artificiels pour reconstituer le couvert végétal. Ainsi, un règlement du Résident de l'Urundi n° 98/Agri du 29 septembre 1931 exigeait l'établissement des boisements collectifs à raison d'un ha par an pour 300 contribuables ou hommes adultes et valides. Sachons que ces boisements étaient au profit

---

[1] - Concernait le Rwanda-Urundi
- Voir BASEKA, V., La forêt au Burundi : étude géographique, mémoire, Bujumbura, U.B, Département de Géographie – Histoire, 1981, p.50

exclusif des communautés indigènes. Par ailleurs, des familles devraient avoir leurs propres boisements (privés) tout comme les postes administratifs et les concessions européennes.

Après 30 ans d'efforts, la superficie reboisée au Burundi était estimée à environ 20000 ha, soit 200 km2 ; ce qui représente environ 0,8% de tout le pays. Partant, il est clair que des efforts restaient à fournir pour pallier les besoins en bois sans cesse croissants et pour remédier au recul du couvert végétal dont le Burundi souffrait déjà. En gros, le faible pourcentage était dû à un manque d'une vraie planification pour l'aménagement du territoire de la part du colonisateur.

Bref, après l'indépendance, les autorités nationales avaient un grand défi devant elles, à relever ; celui de doter au pays un reboisement suffisant pour répondre aux problèmes posés par la dégradation forestière qui était demeurée présente malgré les efforts des Belges. Entre autres problèmes, il y avait la menace de l'érosion des sols cultivables.

Le Gouvernement du Burundi indépendant a été toujours conscient des difficultés causées par l'insuffisance de la couverture forestière du pays ; mais, le résultat des efforts n'est pas encourageant.

Ainsi, face à la pénurie du bois, à la dégradation des sols et de l'environnement en général, pressenties depuis le début des années 1970, le Gouvernement du Burundi a depuis 1978 réagi énergiquement et a lancé, grâce à l'aide internationale, un vaste programme de reboisement en bloc, et des initiatives pour l'agroforesterie en milieu rural ont été faites. Ces efforts ont permis de relever le taux de couverture forestière de 3 à 7,4% du territoire national entre 1978 et 1992. Ce taux nous montre que l'œuvre du Gouvernement avant 1978 avait augmenté d'environ 2,2% la couverture forestière réalisée pendant la période coloniale.

L'évaluation faite à travers l'estimation des superficies boisées du 31 décembre 1992 a tenu compte d'une part des boisements communaux et des boisements domaniaux, tous gérés par le département des eaux et forêts. Tandis que les premiers sont les vieux boisements de l'Etat (domaniaux) ne dépassant pas 10 ha chacun et qui ont été cédés aux communes par l'O.M n°770/670/ 89 du 06 septembre 1989, les seconds sont soit d'anciens boisements dont la superficie est supérieure à 10 ha soit ceux qui ont été réalisés depuis 1978 par les différents projets de reboisement et gérés jusqu'en 1992 par les mêmes projets. Respectivement, la superficie totale était estimée à 10 854 ha et 80 675 ha.

D'autre part, on a évalué la foresterie rurale et l'agroforesterie constituant les boisements privés (environ 60 000ha) ainsi que les formations naturelles qui ne sont que les réserves naturelles ; sans oublier les galeries forestières, les forêts (du Sud-Ouest) et les savanes arborées de l'Ouest et de l'Est du pays.

En 1992, considérant seulement les boisements communaux et domaniaux, la superficie boisée dans le Buyogoma est révélée par la figure de la page suivante

Sur 91529 ha, la superficie occupée par les boisements communaux et domaniaux au niveau national , 3985,55 ha soit 4,35% reviennent au Buyogoma. Cette minime part montre que la couverture forestière dans la région était encore faible et insuffisante. Par conséquent, elle faisait face déjà aux problèmes causés par l'érosion, et la production agricole était sans doute compromise.

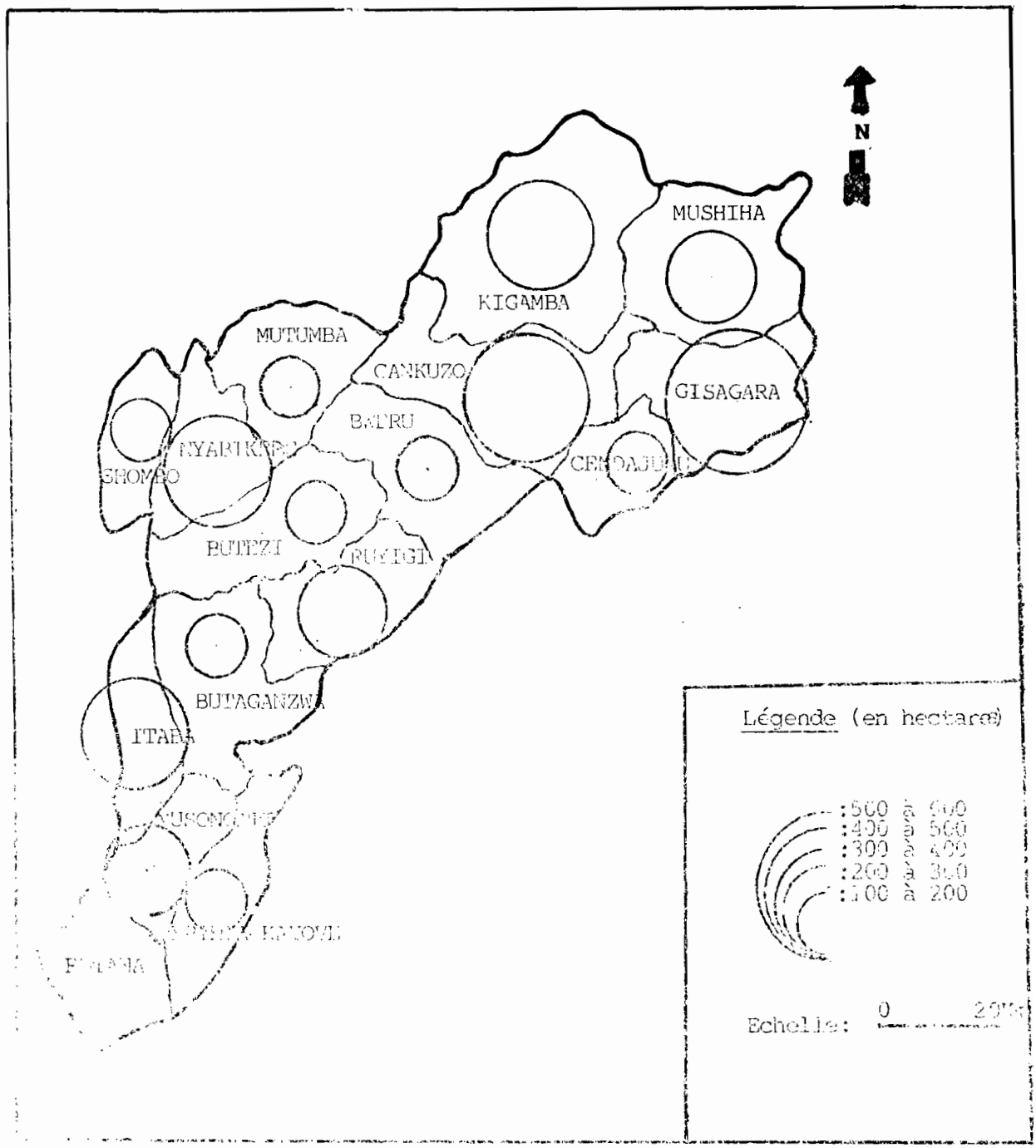


Figure 13. Les boisements du BUYOGOMA en 1992.

Source : REPUBLIQUE DU BURUNDI, MINATE., Boisements domaniaux et communaux estimation des superficies au 31/12/1992, Bujumbura, 1993, p.6, 7, 8, 12

Quant à la commune Butaganzwa, avec ses 161,85 ha soit 4,06% de la superficie boisée, du Buyogoma, ne différait en rien en ce qui concerne le boisement de sa région. Comparée à la superficie communale, cette superficie occupée par le reboisement représente 0,5%, ce qui est très insignifiant pour toute une commune de 34128 ha répartis sur 39 collines de recensement. S'agissant des 99,5%, ils étaient occupés par la savane, les galeries forestières, les voies de circulation, les cultures qui ne produisaient plus à suffisance car dégradation des sols, ainsi que les sols nus.

2. Les mécanismes de destruction de la couverture végétale

Nous venons de constater à travers le point précédent que la crise que traverse le Burundi l'a trouvé sans couverture végétale suffisante, donc déjà subissant les effets de la dégradation de son environnement. Ainsi, cette crise avec son cortège d'incendies, de pauvreté, de malheurs et du désordre parmi la population, n'a fait qu'empirer la situation en détruisant ce qui restait de la végétation naturelle et du reboisement, qu'il soit ancien ou récent. Le processus de destruction étant partout dans le pays le même, nous allons parler de Butaganzwa qui va servir d'exemple. Deux points suivants vont nous intéresser le plus :

a) Les destructions dans l'ensemble de la commune

S'agissant des dommages à l'endroit du couvert végétal au niveau communal, qui ont été causés par la crise, l'on doit savoir qu'ils ont le plus souvent résulté des feux allumés par les balles ou les bombes des belligérants ou bien, allumés par ceux-ci afin de se protéger contre les assauts d'un soi disant ennemi.

La population, fuyant les affrontements ou traumatisée par ces derniers ne se mobilisait plus pour aller stopper au loin l'avancement des feux ravageurs. Ainsi, les feux de brousse qui, jadis se limitaient loin des habitations, atteignaient désormais les collines humanisées où les microboisements privés, les boisements publics de colline et les cultures brûlaient jusqu'à ce que ces feux s'éteignaient d'eux-mêmes.

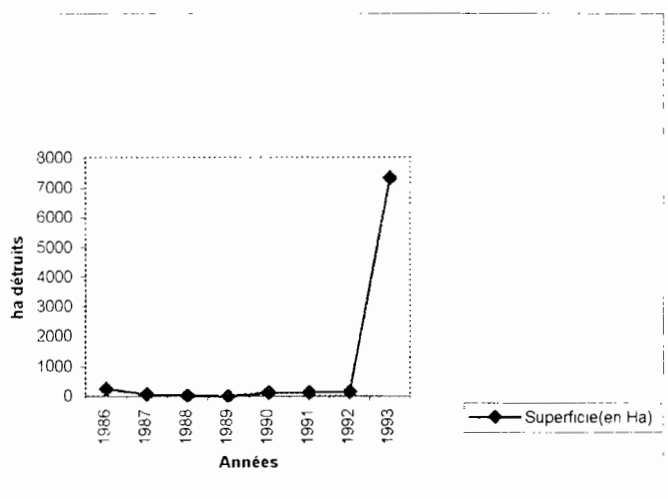
En cas d'accalmie ou loin des affrontements, les populations n'ont pas été en reste dans l'achèvement des formations végétales dans Butaganzwa. En effet, en se ravitaillant en bois de chauffage, en bois d'œuvre (pour la menuiserie ou la reconstruction), en herbes pour la toiture dans ou hors du reliquat de boisement, elle ne faisait que compléter effrontément et dans une totale ignorance, l'action du principal destructeur de la nature, le feu. A ne pas oublier la contribution néfaste des charbonniers.

b) Les destructions au niveau des sites des sinistrés

Quant aux destructions au niveau des sites des sinistrés, la procédure de destruction ne diffère pas de celle rencontrée dans le reste de la commune. Pour la mise en place des maisonnettes au début des camps, pour la réhabilitation ou la reconstruction des maisons sur les collines d'origine un peu plus tard, le bois utilisé a été toujours cherché dans les boisements communaux ou domaniaux. Affrontés au problème de bois de chauffe, les déplacés, les regroupés et les dispersés ramassaient tout ce qui est végétal autour d'eux pour la cuisson. Par ailleurs, on ne peut pas oublier d'ajouter que le plus souvent, des feux de brousse prenaient origine tout près des sites des déplacés, allumés le plus souvent par les militaires. A la limite, toujours pour des raisons sécuritaires, la population était invitée à débroussailler les environs des sites.

Concluant sur les mécanismes de destruction de la couverture végétale en commune Butaganzwa, avec tout ce que nous venons d'en dire, nous sommes en droit d'affirmer que le Buyogoma en général et Butaganzwa en particulier risque de se retrouver avec une végétation constituée de prairies et de steppes. Aujourd'hui, nul ne peut caractériser autrement la végétation du massif de Mpungwe-Musongati que steppique, où on observe d'un côté des affleurements de Quartzitiques et d'un autre une végétation éphémère et éparse (de *Loudetia* et d'*Eragrostis*).

Bien que Butaganzwa dispose d'une infime partie de ce massif, l'on doit savoir que la dégradation de la savane ne fait aucun doute. Et concernant son reboisement, nous remarquons qu'il en est vraiment dépourvu aujourd'hui car le reste peut être estimé à 15 ha[1], ce qui démontre que les destructions ont été intenses. Déjà, la gravité des destructions pouvait être présagée en tenant compte de l'allure prise par ces dernières dans le Buyogoma central dès le déclenchement de la crise.



N.B : Les données précises sont :

Années	Superficies détruites (en ha)
1986	250
1987	70
1988	14
1989	1
1990	127
1991	122
1992	145
1993	7347,3

Figure 14 : Evolution des ha de boisement brûlés de 1986 à 1993 dans le Buyogoma central[2]
Source : NSHIMIRIMANA, G .,Contribution à l'étude de l'importance des projets de reboisement dans la conservation de la nature : cas du PSTP/Himo à Ruyigi, Mémoire, Bujumbura, UB, F.L.S.H, Département de Géographie, 2001, p.89.

Et jusqu'en 1996, sur 30641 ha[3] de boisement détruit dans tout le pays, on enregistrait pour le Buyogoma environ 11579 ha, soit 37,8%. S'agissant des zones beaucoup plus touchées au Burundi, dont le Buyogoma, jusqu'à la même date, la figure de la page suivante les montre bien.

En effet, les destructions atteintes en 1996, prouvent que l'endommagement des boisements débuté le 21 octobre 1993 avec un cachet particulier par rapport aux années antérieures, où la protection était plus ou moins observée malgré quelques dérapages, ne s'était jamais arrêté. La guerre s'étant enracinée à l'Est du pays dès 1996, il est évident que les dégâts devaient être incalculables.

---

[1] La superficie a été révélée par l'Agronome forestier de Butaganzwa

[2] Butaganzwa, Butezi, Bweru et Ruyigi sont les communes du Buyogoma central.

[3] P.N.U.D., Les effets de la crise socio-politique sur l'environnement, Bujumbura, 1996, p. 89 FLSH, Département de Géographie, 2001, p.89

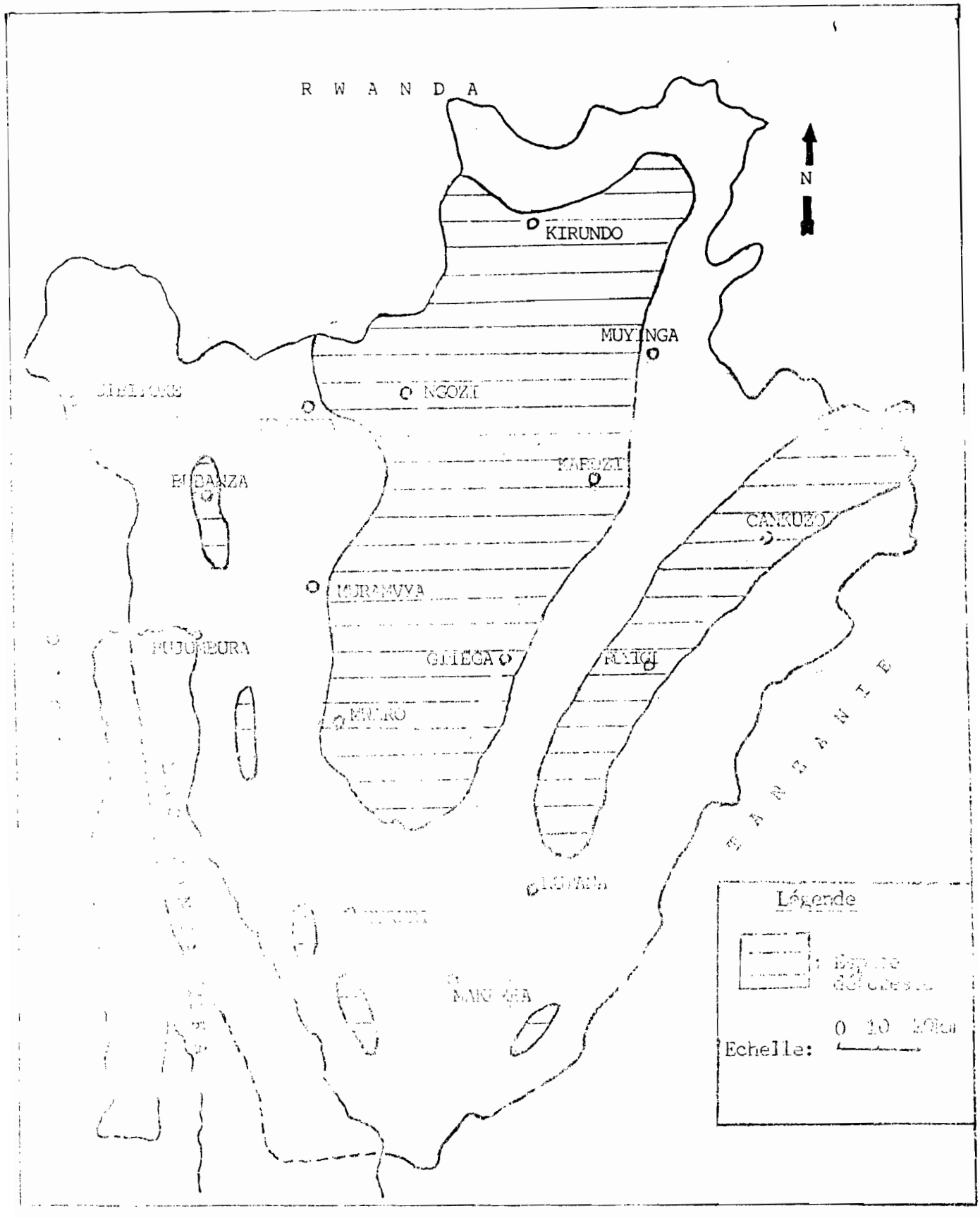


Figure 15: La déforestation par la crise au BURUNDI, de 1993 à 1996.
Source : P.N.U.D., Les effets de la crise socio-politique sur l'environnement Bujumbura, 1996, p86 bis.

3. Les conséquences de ces destructions.

Avant de parler de la plus importante et la plus grave des conséquences de la destruction de la couverture végétale qui est l'érosion des sols, parlons d'abord de l'apparition d'un nouveau type végétal.

Nous l'avons déjà vu, la disparition des formations forestières se fait succéder des formations savanières. Celles-ci, une fois dégradées, ce sont les prairies et les steppes qui font surface. Si la dégradation continue, on assiste à l'apparition d'une végétation désertique. Mais qu'est-ce qui se passe au juste ?

En effet, avec des feux de brousse répétitifs et ses multiples conséquences, le sol en place doit changer absolument de propriétés qui régissaient les anciennes espèces végétales balayées. Désormais, avec les souches, ces espèces développent une certaine résistance qui, malheureusement s'oppose au caractère « productivité ». Ainsi, les espèces productives laissent la place à des espèces moins productives mais mieux adaptées aux nouvelles caractéristiques du milieu comme sol tassé, lessivé, sans matières organiques et sans bases échangeables.

Incontestablement, ces nouvelles espèces sont de très courte taille. Au fait, les feux de brousse devenant fréquents, violents et surtout ravageurs, ils réduisent pratiquement à néant la surface des régions méristématiques[1] de la feuille et la repousse ne peut s'opérer qu'à partir des bourgeons. En même temps, le poids et le volume des racines régressent. En définitive, en plus de la diminution de la taille, il y a recul de séries de la végétation car certaines espèces disparaissent complètement au lieu de résister, d'où des espaces vides de végétaux. C'est le phénomène du massif de Mpungwe-Musongati dont nous avons déjà parlé.

S'agissant alors de l'érosion, elle se présente comme une conséquence directe de cette dégradation du couvert végétal. Définissons le terme d'abord. « Erosion » vient du mot latin « erodere » qui signifie « ronger ». Mais concrètement, par érosion on comprend la destruction ou l'ablation du sol (surface de la terre aménagée ou non) suivie du transport et du dépôt dans un endroit donné des produits de celle-ci. Le principal agent en est l'eau et accessoirement le vent. On parle ainsi de l'érosion hydrique et de l'érosion éolienne.

Malgré l'existence de pas mal de facteurs de l'érosion (climat, la stabilité, la longueur et l'ampleur de la pente, la culture et les méthodes de cultures, etc.), l'importance de la couverture végétale se présente et en reste comme le plus grand.

En effet, si un terrain est couvert d'une végétation permanente, il présente pratiquement peu de traces d'érosion, à condition bien entendu que cette forêt ne soit pas surexploitée. Et en cas d'une pente élevée, le ruissellement est possible mais les pertes en terre restent extrêmement réduites voire nulles car la terre est maintenue par les racines des plantes et l'énergie cinétique des gouttes des pluies est amortie par la multitude de feuilles. Il y a donc un ruissellement le long des troncs ou des tiges et les gouttes n'ont pas de rôle morphogénique sur le sol. La proportion de l'eau ruisselante dépend évidemment de l'intensité de la pluie et de la surface foliaire.

---

(1) Vient du mot « méristème » qui est le tissu végétal formé de cellules non différenciées. Il est le siège de division rapide et nombreuse et il est situé dans les régions de croissance de la plante. (cette définition : cf. Le petit Larousse illustré, 1995, page649)

Ainsi donc, la forêt naturelle ou artificielle constitue la protection la plus efficace contre l'érosion. La savane peut jouer le même rôle à condition qu'elle présente un couvert végétal suffisamment danse mais, si elle est dégradée par les feux de brousse ou par l'action anthropique, son efficacité est considérablement réduite.

Hélas, la commune de Butaganzwa comme sa région traditionnelle du Buyogoma connaît une savane dégradée in extremis par les feux de brousse répétitifs et l'homme, depuis le déclenchement de crise. C'est dire que l'érosion, qui avait déjà fait preuve de ses dommages avant 1993 ne fait aujourd'hui que de s'accélérer et de causer plus de dégâts, préjudiciables à la productivité des terres cultivables et d'une façon générale aux activités et à la vie de la population.

Actuellement, les manifestations d'une érosion destructrice se sont déjà manifestées dans la commune. Dans certains endroits si pas partout dans la commune, les ruissellements aréolaires et diffus qui sont respectivement discontinus (début de l'érosion) et répandu et enchaîné (à l'origine des transports importants déjà) sont déjà dépassés et il n'est par rare d'observer les effets du ruissellement concentré qui se caractérise par des incisions, des rigoles et des ravinots d'entre 0,5m et 1m voire plus. Ceci se voit dans les champs et dans les milieux non encore humanisés. De surcroît surtout après les averses, on remarque dans les vallées, dans les routes et pistes des masses de boues contenant des cailloux et des sédiments de toute dimension mélangés à des plantes de toute sorte ; tout cela ayant été arraché sur les collines traversées par les ruissellements.

La commune de Butaganzwa se présentant dans son ensemble comme un massif disséqué avec ses pentes fortes (peuvent aller jusqu'à plus de 10%), elle est maintenant confrontée plus que jamais aux problèmes de l'érosion hydrique qui est accentuée par des pratiques culturales inadéquates et par le fait qu'elle se passe sur un sol sans protection végétale suffisante.

Concernant l'érosion éolienne qui, à coup sûr s'est accentuée dans la région du Buyogoma avec l'anéantissement de la couverture végétale, elle se combine à l'érosion hydrique pour accentuer les ravages en emportant tout ce qu'elle rencontre sur son passage (débris végétaux et animaux, poussières,...).

En effet, les vents dominants dans la région (alizés du Sud-Est) qui se font manifester par des tourbillons de poussière pendant les matinées des saisons sèches suite à une baisse importante de la pression. L'action desséchante du vent se répercutant sur le sol, l'assèche, diminue sa porosité et favorise son compactage et l'effet érosif du ruissellement. Desséchant également la végétation, les vents augmentent les risques de feux de brousse. De plus, ces vents renforcent les effets de ces feux de brousse sur le sol dont la partie superficielle est déjà dure suite à l'intense chaleur qu'ils provoquent. Partant, ce durcissement superficiel s'oppose à la pénétration des eaux en particulier lors des premières averses, ce qui accroît le coefficient de ruissellement, singulièrement pernicieux en début de saison de pluies.

L'autre conséquence non moins dangereuse est la stérilisation des sols inhérente à la fois aux feux et aux érosions. Alors que les éléments nécessaires aux plantes sont emportés par l'une ou l'autre érosion pour être déposés ailleurs, les feux de brousse les anéantissent ou les détériorent sur place.

Mis à part ces problèmes indirectement observables, il y en a ceux qui se font directement voir par les paysans de Butaganzwa. Ce sont notamment l'absence du bois de chauffage, de l'herbe pour faire le feu ou pour la toiture des maisons. En plus, notons la disparition presque totale des animaux sauvages, en particulier du gibier.

B. Des impacts d'ordre physico-écologique dans les sites: cas de Nyange

A part les emplacements qui diffèrent, les deux camps de déplacés que garde encore la commune de Butaganzwa se ressemblent si on tient compte des conditions de vie et d'assainissement. Comme le site de Muriza a été évoqué avec le point concernant les impacts sur la population, nous allons observer cette fois-ci celui de Nyange, en rapport avec son assainissement. Mais présentons-le d'abord.

Aménagé le long de la piste Nyagashubi-Rugongo(voir p.4), le site de Nyange se situe au Nord de la commune sur une butte tabulaire allongée de l'Ouest à l'Est. Géologiquement, cette butte est de nature schisteuse, même si ceci apparaît plus particulièrement sur les flancs. Son altitude est un peu plus de 1700m. Nous présentons l'emplacement et la situation de ce site à la page suivante.

S'agissant du choix de l'emplacement, l'assiette a été dictée par des raisons de sécurité. Perché au sommet de la croupe, il est facile pour les militaires de la position de surveiller les horizons. Mais la dégradation de l'environnement immédiat du site a des répercutions fâcheuses, dont l'accélération du travail de l'érosion le lO.N.G. des flancs de la butte. Quant aux questions d'assainissement interne, interrogeons les trois points suivants :

1. L'évacuation des déchets ménagers.

Les déchets solides (restes d'aliments, les épluchures, la paille de haricots,...) sont jetés dans les trous où on a extrait de la terre servant à la fabrication des briques ou au renforcement des murs pour ceux qui habitent des maisons totalement en bois. De cette façon, ces trous servent de compostières si on n'y a pas planté un bananier qui reçoit régulièrement du fumier ou lesdits déchets. Dans ces conditions, il y a risque d'odeurs peu agréables prenant origine juste à quelque mètres de la maison sans oublier celles provenant des étables placées à coté des maisons (pour certaines gens) ou des chevreries souvent rencontrées à l'intérieur des maisons d'habitation.

Néanmoins, on ne peut rien faire autrement car les parcelles y sont très petites et juxtaposées car pas de lotissement qui aurait été fait au départ de l'installation du camp. Il n'y a pas donc moyen de trouver d'autres endroits éloignés pour les ordures ou pour le bétail. Hélas, le problème de maladies n'est pas loin des déplacés.

2. Evacuation des eaux usées et de pluie.

Dans certains coins du pays, un peu partout dans le pays, les sites de déplacés ont été installés dans la précipitation, sans aucune préparation au préalable car les conditions de crise ne le permettaient pas. Ainsi, le site de Nyange étant un endroit plat et dépourvu de canalisations, on y observe des plans d'eau surtout pendant la saison de pluies. Concernant les eaux provenant de l'activité culinaire, elles sont jetées dans le trou ayant donné la terre pour la fabrication des briques.

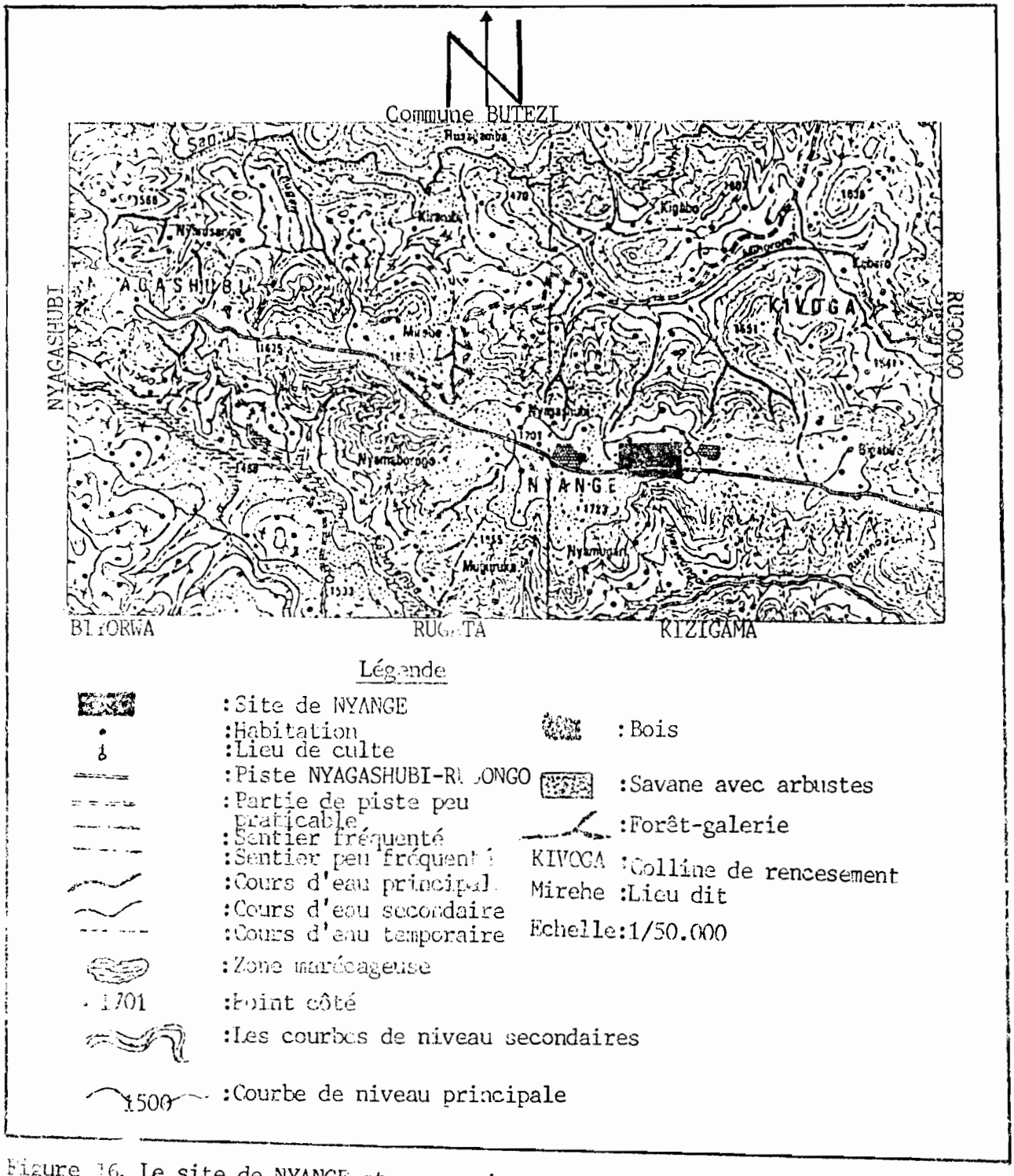


Figure 16. Le site de NYANGE et ses environs

Source : Les cartes topographiques du BURUNDI, feuille RUYIGI

Conséquemment, il y a lieu que des moustiques soient entretenus avec ces flaques d'eau en l'air ou enfouies dans les ordures au niveau des trous, d'où le risque du paludisme.

3. La latrinisation

La latrinisation est l'un des principaux éléments de l'assainissement car une bonne construction et installation combinées à un bon entretien mettent à l'abri la population de pas mal de maladies. Ce n'est pas ce qu'on voit dans le cas de Nyange.

En effet, les latrines y trouvées sont de petite profondeur et sont placées à proximité des maisonnettes. De plus, elles sont mal construites et mal entretenues car on ne trouve que quelques morceaux de bois sur le trou, les murs souvent inachevés sont en paille ou en briques adobes. Pour la plupart, elles sont sans toiture et elles sont exposées à la détérioration par la pluie. Notons qu'il existe au niveau du site des parcelles sans toilettes d'où possibilité de trouver des ménages qui s'en partagent une.

De tout ce qui précède, nous remarquons que les déplacés de Nyange sont exposés aux maladies et à la pollution caractérisée par le manque d'un air limpide, renforcé par l'absence de bois dans ou autour du site qui pourrait servir de puits pour le gaz carbonique venant de toute part.

CHAPITRE III :DES IMPACTS ECONOMIQUES ET SOCIAUX

La crise socio-politique qui secoue le Burundi depuis plus de 10 ans a, nous venons de le voir frappé de plein fouet la population en la réduisant de par les morts et les réfugiés, en la déstabilisant avec l'apparition et la persistance des sites de déplacés auxquels il faut ajouter de fréquents regroupements et dispersions. En plus, nous avons remarqué que cette même guerre fratricide a aggravé la dégradation du milieu naturel burundais surtout avec les feux de brousse répétitifs.

Partant, il est clair que les activités économiques devraient, à leur tour être entamées. Leur déstabilisation a été sans aucun doute suivie par un recul des productions et l'accroissement de la pauvreté d'autant plus que la population burundaise est à plus de 90% agricole et pastorale.

En commune Butaganzwa, cette proportion est de plus de 98%. Les cultures vivrières constituent l'essentiel de la production agricole avec le café comme culture de rente. L'autre activité génératrice de revenus est l'artisanat et le salariat occupe une très faible proportion de la population. Ainsi, pour y analyser l'ampleur et le mécanisme de la régression des activités économiques et de la production, nous nous sommes limité aux deux activités dominantes qui sont l'agriculture et l'élevage.
Nous ne manquerons pas toutefois de jeter un coup d'œil de temps en temps sur ce qui s'est passé à l'échelle nationale et dans le Buyogoma.

A. La crise de l'agriculture et de la production agricole.

Faisant face à de fréquents troubles de sécurité, la population de Butaganzwa a dans son ensemble connu le plus souvent un problème de temps de rejoindre les champs. De surcroît, pour pas mal de ménages, les mains pour exploiter à fond les propriétés ont fortement diminué avec les pertes en vies humaines ou avec l'exil de certains membres. A tout cela, ajoutons le problème d'encadrement agricole.

La résultante d'une telle situation ne devrait être autre chose que la perturbation des activités agricoles et le recul de la production qui, même avant 1993 n'avaient pas encore atteint un stade satisfaisant.

1. Modification des exploitations agricoles

Par définition[1], « exploiter » une propriété agricole « *c'est la faire valoir, en tirer du profit ou en tirer parti.* » Quant au mot « exploitation », il peut signifier « *une affaire qu'on exploite ou le lieu où l'on exploite.* »

a)Cas des personnes déplacées

Depuis la date fatidique du 21 octobre 1993, ces victimes des premiers troubles, sont très éloignées de leurs propriétés. Ces propriétés, rappelons-le, étaient périodiquement en proie des feux criminels qui les stérilisaient davantage. Exploitées partiellement (seul le haricot de la deuxième saison est souvent cultivé) avec des méthodes culturales tout à fait précaires, une bonne partie de ces propriétés était envahie par le chiendent et les cultures pérennes entre autres, les bananerais et les caféières, sont en voie de disparition ou ont déjà disparu.

Bref, la nature des exploitations des personnes vivant dans les sites de déplacés de la commune Butaganzwa (et même d'ailleurs dans le pays) qu'on trouve normalement sur leur colline d'origine a changé, suite à l'éloignement.

b) Chez le reste de la population

Même si les changements dans les exploitations des gens qui sont restés sur les collines ne peuvent pas atteindre l'ampleur de ceux rencontrés dans les propriétés des déplacés, ils ne sont pas négligeables car le recul de la production y est évident.

En effet, pour un nombre non négligeable de ménages, des exploitations entières ont été abandonnées et sont aujourd'hui envahies par des herbes sauvages suite à l'exil de tout le ménage. D'autres, ont été souvent cultivées partiellement soit suite à l'intensification de l'insécurité, soit parce que le nombre de cultivateurs se trouve réduit et la superficie par personne s'est accrue. L'on ne peut pas oublier la part de la pauvreté criante qui ne permet plus d'engager des ouvriers agricoles, ce qui est à l'origine aussi de l'exploitation partielle.

---

[1] Les deux définitions sont formulées à partir des explications des mots « exploiter » et « exploitation » de la page 419 in Petit Larousse, 1995 (illustré).

Par ailleurs, il est à remarquer que la stérilité des sols dans les propriétés s'est aggravée suite à la détérioration des techniques agricoles et aux incendies qui le plus souvent atteignaient les champs.

2. Exploitations-types.

a)Les cultures vivrières

Il est bien connu que plus de 90% des Burundais vivent de l'agriculture, avec une part écrasante des cultures vivrières. Alors qu'avant la crise, la production vivrière était plus ou moins satisfaisante pour faire face à la croissance de la population, son insuffisance s'est souvent fait manifester à certaines époques de la crise. En 1997 par exemple, suite à cette dernière, l'aide alimentaire atteignait 18 millions[1] de dollars américains. En général, pendant la guerre, la production vivrière ne faisait que régresser. La régression est illustrée par le tableau ci-dessous :

Tableau n°14 : Production vivrière par province (en tonnes) : 1990, 1996, 1997

Province	1990	1996	1997
Bubanza	274192	201493	193423
Bujumbura-Rural	262202	237597	232758
Bururi	202686	199988	183680
Cankuzo	87567	87678	108136
Cibitoke	275337	201559	195374
Gitega	440403	409650	422857
Karuzi	186022	179801	153019
Kayanza	402600	366798	362817
Kirundo	372192	346325	327409
Makamba	96581	90632	100162
Muramvya	287184	271063	263517
Muyinga	334239	318508	334415
Ngozi	434990	413592	425152
Rutana	141006	123434	133162
Ruyigi	160662	157159	156130
TOTAL	**3957863**	**3605277**	**3592011**

Source : NGENDAKUMANA, V., et HUYBENS, E., op.cit, p.8

Comme le montre ce tableau, seules 3 provinces à savoir Cankuzo, Makamba et Muyinga ne connaissaient pas une décroissance de la production vivrière en 1997 vis-à-vis de l'année 1990. Rapprochant cette situation avec la déstabilisation de la population à l'échelle nationale en décembre 1997, il est évident que plus la province était déstabilisée, plus la décroissance était importante. Ainsi par exemple 47,6% et 21,2% de la population était respectivement des déplacés[2] dans les provinces de Bubanza et Karuzi . La figure de la page suivante nous révèle l'importance des taux de cette décroissance.

Néanmoins en 1997, les provinces de l'Est (Cankuzo, Ruyigi, Rutana) ne faisaient pas partie de celles qui comptaient beaucoup de déplacés. Malheureusement, nous l'avons vu avec le tableau n°2, l'insécurité s'y est dans la suite aggravée, produisant par conséquent la baisse de la production vivrière. Nous allons le montrer par la situation en commune Butaganzwa.

---

[1] NGENDAKUMANA, V et HUYBENS, E., L'effet de la crise de sécurité et de l'embargo sur la situation de pauvreté, Bujumbura, 1998, p.6

[2] Les pourcentages : idem que le tableau n°13 cf. tableau n°8 à la même page que le tableau .

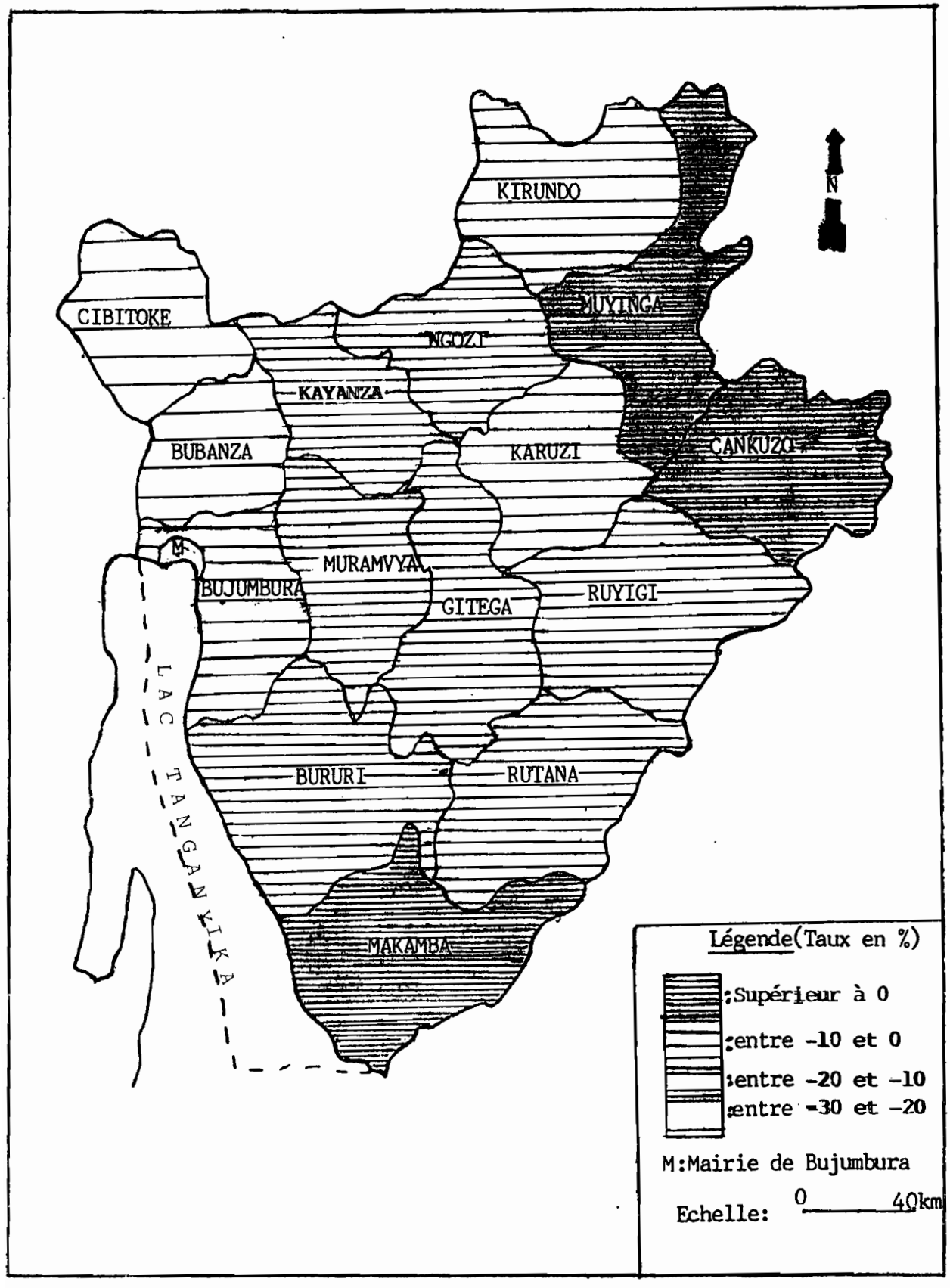


Figure 17:Chute de la production vivrière au Burundi en 1997 par rapport à 1990.
Source :Le tableau précédent.

1° Le groupe constitué par le haricot, le maïs, la colocase et la pomme de terre.

Afin de bien évaluer l'impact de la crise sur la production vivrière en commune BUTAGANZWA, nous allons comparer les rendements de ces cultures de l'année 1982 (environ 10 ans avant 1993) et des années allant de1996 à 2000.

Tableau n°15 : Les rendements de haricot, de maïs, de colocase et de pomme de terre de l'année 1982 (1) et des années (2) de 1996 à 2000 (tonnes /ha).

Culture	1982	1996	1997	1998	1999	2000
Haricot	1,03	1,33	0,50	0,64	1,07	0,57
Maïs	0.43	2,81	1,06	0,46	0,40	0,34
Colocase	0.95	2,60	13,14	7,62	10,40	2,31
Pomme de terre	-	14, 31	8,90	7,09	8,46	8,23

Source : (1) : G.T.Z., Plan Directeur Moso-Buyogoma, planification régionale des provinces Cankuzo, Rutana et Ruyigi du Burundi;Tome 1,Eschborne,1984,annexe 5, p.40

(2) : Notre compilation à partir des R.A. de 1996 à 2000, D.P.A.E./RUYIGI.

Normalement, avec l'accroissement de la population (cas de Butaganzwa à partir des années 1960), avec les efforts de modernisation de l'agriculture (usage des engrais chimiques, des semences sélectionnées, la lutte anti-érosive), les rendements agricoles devraient augmenter absolument, chose qui s'observait plus ou moins entre 1982 et 1996.

De 1983 à 1989, ces efforts étaient soutenus par le Projet de développement rural polyvalent de Butaganzwa, appelé aussi C.E.C.I (Centre canadien d'Etudes et de Coopération Internationale).

Après l'expiration de ce dernier, ce fut le Projet « Promotion d'Elevage Intégré), P.P.E.I, qui a pris le relève, c'était à partir du mois de juillet 1990. Celui-ci était connu en commune Ruyigi depuis mars 1987. A partir de 1996, le P.P.E.I a été remplacé par le P.G.R.R ou Projet « Gestion des Ressources Rurales ». Sous le patronage de la D.P.A.E/Ruyigi, ses activités s'étendent cette fois-ci sur toute la province Ruyigi.

L'action de ces projets ne se limitait pas seulement à l'encadrement de la population, mais ils essayaient et introduisaient de nouvelles cultures. Ainsi, la pomme de terre qui n'était pas encore connue en commune Butaganzwa en 1982 se cultivait déjà dès les années 1984 – 1985. Au fait, avec le projet CECI, cette culture était devenue une réalité dans les habitudes agricoles de la population de la commune de Butaganzwa.

Mais, comme on le voit sur le tableau, la production de la pomme de terre, comme celle du haricot et du maïs ne faisait que décroître à partir de 1996. En effet, le déclenchement de la crise en octobre 1993 n'avait pas beaucoup déstabilisé les familles rurales et la production vivrière augmentait tant bien que mal et les rendements, ipso facto. Par contre, les affrontements armés qui ont commencé dans le Buyogoma dès 1996 pour se poursuivre jusqu'en 2003 ont désorganisé ces dernières soit par la mort, soit par des déplacements intérieurs ou extérieurs.

Ainsi, d'une part, le nombre d'agriculteurs diminuait parfois et d'autre part, que ce soit pour les personnes déplacées, que ce soit pour celles qui sont restées sur les collines, le temps

nécessaire pour exploiter toute la propriété devenait de plus en plus court, en particulier si la sécurité se détériorait davantage. Mais, la guerre ne ravageait pas la commune d'une façon continue ; des fois, on observait des périodes d'accalmie et la population vaquait plus ou moins à leurs activités agricoles. En conséquence, il s'en suivait une augmentation relative des rendements, tel le cas de la période de 1998 à 1999 pour le haricot, la colocase et la pomme de terre.

Concernant la colocase, nous remarquons que son rendement a chuté pour la première fois de 1997 à 1998 et pour la seconde fois, de 1999 à 2000 et d'une façon dangereuse. D'une part cette chute tardive par rapport aux autres cultures s'explique par le fait que sa culture n'est pas trop exigeante et d'une autre part, par le fait que ses travaux d'entretien ne relèvent pas d'un caractère urgent comme pour les trois autres cultures. Aujourd'hui, la production de la colocase est médiocre car menacée par une maladie que les Agronomes doivent déterminer.

Mis à part le manque de temps des agriculteurs tout à fait inhérent à la crise, d'autres facteurs militent en faveur de la régression des rendements. Ce sont notamment le recul de la fertilisation dû à la rareté de l'engrais chimique et du fumier organique, le recul de l'encadrement aggravé par la suspension des encadreurs à la base en 1998 ; la disparition des centres de démonstration et les perturbations climatiques(prolongement de la sècheresse, inondations des cultures de marais, etc.).

2° Le riz, le blé et le soja

Depuis que le projet CECI s'était installé en commune Butaganzwa dans les années 1983, certaines localités ont connu pour la première fois des cultures de riz, de blé et de soja ; ce fut réellement une innovation. Le centre de démonstration près de la commune servait de modèle aux groupements et aux familles rurales.

Parmi les actions spécifiques que le projet menait en faveur des exploitations familiales, la riziculture retenait beaucoup plus d'attention et semblait être la plus prometteuse. Avec 1986, la production rizicole a été de 105 tonnes avec un rendement moyen de 15 quintaux/ha. En trois campagnes, c'est-à-dire à partir de 1984, la superficie rizicole avait en effet passé de 0,6 à 70 ha. Avec cette progression, il est clair que la riziculture était fortement appréciée par la population. Encouragé, le projet a aussi introduit dans la suite le riz de colline car seuls certains marais étaient exploités auparavant

Concernant le soja et le blé, ils faisaient partie aussi des essais que le projet faisait en milieu rural. Ainsi, avec la première année (1984), sur 100 familles prévues, 82 ont reçu des intrants.

L'exploitation des trois cultures d'innovation s'est poursuivie après l'expiration du CECI et pendant l'exercice du P.P.E.I ; les intrants y relatifs, vulgarisés et diffusés pendant l'année 1992 aux familles rurales par ce dernier le prouvent : 3236 kg de riz, 400,5 kg de blé et 428,5 kg de soja.

Après 1993, leur exploitation a continué avec régression au niveau des anciens centres de démonstration jusqu'en 1995, l'année où ils ont été cédés aux groupements et transformés en centres semenciers. Malheureusement, nous l'avons déjà dit, ceux-ci n'ont pas tenu et aujourd'hui, les trois cultures ont disparu des exploitations paysannes en commune Butaganzwa.

3° Les cultures maraîchères et fruitières

Dans le but toujours d'augmenter et de diversifier la production vivrière locale qui devrait s'accompagner de l'amélioration de la situation socio-sanitaire et nutritionnelle de la population, les projets d'encadrement agricole qu'avait connus la commune Butaganzwa avaient introduit dans les habitudes agricoles de la population, des cultures maraîchères et fruitières pour grossir la gamme de nouvelles cultures.

Tout comme pour les cultures anciennement connues (haricot, maïs, sorgho, etc.), ces cultures maraîchères et fruitières se rencontraient aussi bien dans les centres de démonstration que dans les exploitations familiales et dans les exploitations des groupements de production.

A titre d'exemple, en 1985, avec deux groupements qui pratiquaient des cultures maraîchères, l'on totalisait 10 ares de poireau, 25 ares de choux et 5 ares de carottes. Le projet CECI, au cours de la même année, avait produit et diffusé 2400 rejets d'ananas et une centaine d'avocatiers. Le P.P.E.I, poursuivant le même programme du CECI, avait diffusé au cours de 1992, 1395 sachets de semences maraîchères, toutes les espèces confondues : choux, oignons, poireaux, tomates, carottes,... Cette diffusion concernait les deux communes encadrées, Ruyigi et Butaganzwa et on peut estimer que chaque commune avait reçu en moyenne 697,5 sachets, un nombre qui démontre une large diffusion.

Au cours de la crise, en plus de la rareté d'intrants, ces cultures ont été reléguées au second plan par la population. Par ailleurs, le modèle des centres de démonstration régressait de plus en plus pour enfin disparaître des yeux de cette population, tout comme pour les autres cultures qu'on y exploitait. En somme, la crise d'octobre 1993 n'a fait qu'anéantir tous les efforts qu'on fournissait en vue d'augmenter et diversifier la production vivrière.

b)La caféiculture

En analysant l'avant et l'après 1993, il y a lieu de comprendre l'évolution de l'exploitation caféicole pendant la crise.

1° *Déjà des conditions défavorables avant 1993*

Longtemps avant 1993, des recherches agronomiques avaient déjà montré que la région du Buyogoma est marginale pour la culture du caféier. En 1985 par exemple, BERGEN,D précisa : « *Le café représente un problème sur l'ensemble du territoire du Buyogoma. Pourtant, les paysans s'y attachent et apprécient cette culture pour la facilité de la vente, les marchés garantis et les prix raisonnables. Cela traduit la volonté des paysans d'avoir une culture de rente. Faudra-t-il en trouver une qui soit adaptée que le café ?* »[1] La figure de la page suivante prouve cette marginalité du Buyogoma.

La commune de Butaganzwa n'est pas épargnée par cette marginalité. BAHIZI, J. et NIYONKURU, P. disaient dans leur mémoire de 1988 : « *Le café, seule culture de rente qu'on trouve dans la commune est plutôt une culture marginale. Il donne des rendements et des revenus faibles* »[2].

---

[1] BEGEN, D., Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi : région naturelle du Buyogoma, ISABU, Publication n° 84, Octobre 1985, p.117.

[2] BAHIZA, J., et NIYONKURU, P., Les stratégies de développement rural vues à travers la S.R.D Kirimiro et le Projet de développement rural de Butaganzwa, Mémoire, Bujumbura, U.B, F.S.E.A. 1998, p.134

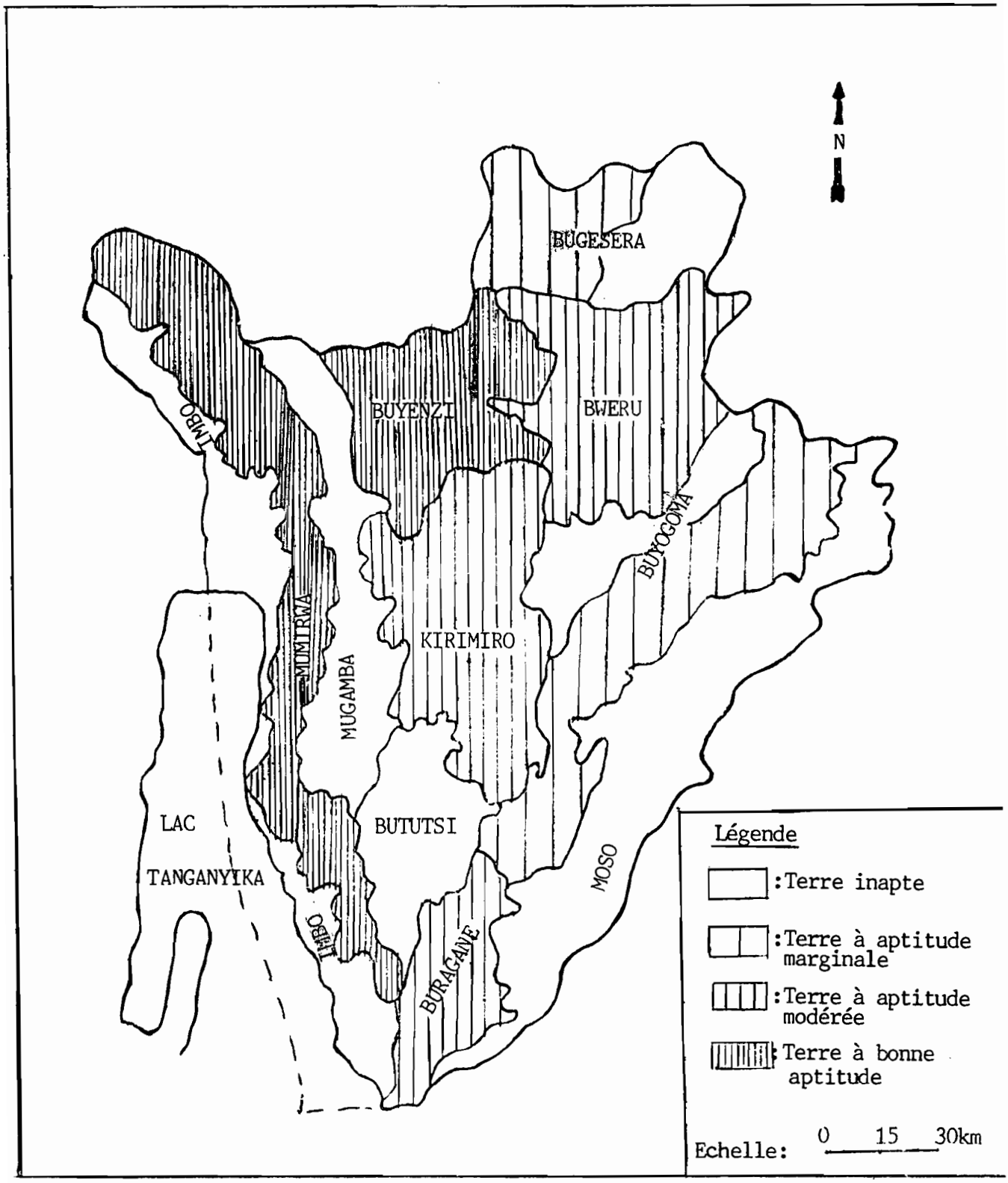


Figure 18: Aptitude du BUYOGOMA et des autres régions à la caféiculture.
Source : GAIE,W.et FLEMAL,J.,La culture du caféier d'Arabie au Burundi, ISABU, Bruxelles, 1988, P32

Ainsi en 1985[1] par exemple, avec 6583 planteurs de toute la commune, on a vendu 48,5 tonnes de café parche, ce qui aboutissait à une production moyenne très basse par planteur de 7,37 kg. En conséquence, le revenu par planteur devrait être également très bas.

Nous avons cherché à savoir en quoi consiste cette marginalité. Pour ce, nous avons procédé à la comparaison de certaines conditions écologiques exigées par le caféier arabica et celles rencontrées au Buyogoma. Le tableau suivant a été utilisé :

Tableau n°16 : Les conditions écologiques du caféier arabica face à celles du Buyogoma

Conditions écologiques	Eléments de comparaison	Exigence du caféier	Au Buyogoma
1. Climatiques	a) Température	- Optimum : entre 18 et 22°C - Extrêmes : 5°C et 30°C	- Entre 12°C et 28.6°C -Extrêmes 3,5°C et 37°C
	b) Précipitations	- Optimum : entre 1500 et 1600 mm - Bonne répartition des pluies au cours de l'année - Pas de grêles	- Entre 1100 et 1300mm -Observation d'irrégularités - Parfois des précipitations sous forme de grêle
	c) Moins secs (< 50mm)	- 2 à 3	- 3 à 5
	d) Vents	- Légers et humides : pas de bris de troncs et de branches, pas d'accentuation de l'évapotranspiration.	- Vents violents et desséchants du Sud-Est : tous les matins de la saison sèche.
2. Pédologiques	a) Caractéristiques physiques	- Sol à grand pouvoir de rétention en eau : texture fine et une bonne structure - Sol profond : grand volume de terre	- Sols à faible pouvoir de rétention : sols gravillonnaires de nature latéritique et schisteuse ; les kaolisols (absence de revêtements et faible teneur en limon fin) - Sols peu profonds : crêtes quartzitique, affleurements latéritiques et schisteux
	b) Caractéristiques chimiques	- Terre pourvue d'éléments nutritifs - pH = entre 5 et 6 ; autour de la neutralité.	- Sols pauvres en éléments nutritifs : lessivés, nus - Sols très acides : pH< 5

Source : (1) MVUYEKURE, E et TESSEN, E., Etude pédologique de la région naturelle du Buyogoma, ISABU, 1992, p.p.4 -49.
(2) GAIE, W. et FLEMAL, J., op. cit. p.p 21-32

Avec le tableau, nous constatons que les conditions écologiques enregistrées dans le Buyogoma ne correspondent pas aux exigences du caféier ; elles ne sont pas favorables et accusent pour la plupart, un déficit, d'où la marginalité du Buyogoma pour la caféiculture de l'arabica.

Toutefois, notons que ces conditions du Buyogoma sont générales. Ainsi pour certaines années et par endroit des productions sont relativement satisfaisantes et c'est pourquoi pas mal de gens de la région s'attachent depuis longtemps à l'entretien des caféières malgré certaines campagnes décevantes.

Bref, la crise qui n'a pas manqué des effets néfastes sur la caféiculture au niveau national n'a fait qu'aggraver une situation déjà précaire au Buyogoma.

[1] Les chiffres y relatifs, voir G.T.Z., op.cit, p.22

2° Après 1993

Dans les années 1996, sur un total de 1942841[1] caféiers détruits par la crise recensés dans tout le pays, 499740 se comptaient dans les provinces de Cankuzo, Ruyigi et Rutana et 200000 revenaient à Ruyigi uniquement. Généralement la destruction consistait en des incendies de caféiers. Par ailleurs, la guerre ayant pris une ampleur particulière dans l'Est du pays à partir de 1996, il est clair que les destructions des caféiers s'y sont poursuivies se conjuguant aux abandons et au mauvais entretien des caféières dont les nouvelles se raréfiaient de plus en plus. Dans le premier temps en effet, les pépinières ont été abandonnées et dans le second, celles-ci pouvaient être brûlées, abandonnées ou perturbées en cours d'entretien. La diminution du nombre des caféiers, consécutive à cette situation se voit bel et bien avec le tableau qui suit.

Tableau n°17 : Recul du nombre de caféiers de Butaganzwa au cours de la crise.

Années	Nbre de caféiers
1985(1)	730.605
1991 (2)	1.475.891
1998 (3)	1.394.522
2002 (3)	1.123.876

Source : (1)GTZ., op.cit.p.22
(2)REPUBLIQUE DU BURUNDI, MINAGRIE,OCIBU ; Recensement-café 1991, Bujumbura, déc. 1992, p.p 245-246
(3)D.P.A.E/Ruyigi in les R.A 1998 et 2002

La crise n'a pas seulement touché l'augmentation des caféiers, mais elle a affecté aussi les campagnes annuelles des activités pour les caféières (les campagnes-café) qui sont mal ou insuffisamment faites. De cette façon, le paillage, la taille et le poudrage ne se déroulaient plus convenablement. En premier lieu, ce sont les travaux quotidiens d'entretien qui ont été perturbés.

Pour ces grandes activités annuelles[2], deux années de crise peuvent servir d'exemple. Ainsi en 1996, 20% des caféiers ont été bien paillés, 40% moyennement paillés, 30% mal paillés et 10% ne l'ont pas été. Selon l'agronome communal, la proportion des caféiers bien paillés dépassait 90% avant 1993 tandis que les autres cas se partageaient 10%. Quant à l'année 1998, sur 1.394.522 caféiers que comptait la commune de Butaganzwa, seuls 594000 ont été taillés, soit environ 46%.

Les causes du grand recul dans les travaux destinés aux caféiers sont simples ; elles trouvent leur explication dans la déstabilisation des familles rurales, à laquelle il faut ajouter un encadrement insuffisant.

En conséquence, en abandonnant l'entretien permanent d'une caféière (travaux quotidiens et le paillage particulièrement), la couverture du sol se modifie rapidement, les mauvaises herbes font leur apparition, se multiplient et envahissent les caféières. Parmi ces herbes, le chiendent est le plus dangereux pour le caféier. Dès lors, la caféière est irrémédiablement condamnée si rien n'est fait pour détruire ces herbes adventices.

---

(1) PNUD., op.cit. p.89

(2) Les R.A. 1996 et 1988 de la D.P.A.E/Ruyigi

Or, bon nombre de caféières en commune Butaganzwa ayant connu un entretien défaillant surtout en matière de paillage durant la crise, étaient privées des effets et des avantages d'un bon paillis qui se résument en l'amélioration des caractéristiques chimiques, physiques et biologiques du sol de la caféière. Ces caractéristiques améliorées, elles ont une répercussion favorable sur l'état végétal du caféier et sur le volume des fruits et finalement sur la productivité. Ainsi donc, un paillis convenable est plus que nécessaire dans les conditions pédo-climatiques de la commune Butaganzwa et du Buyogoma tout entier. Ce paillis ayant manqué alors, la chute de la production caféicole ne faisait aucun doute pendant la crise. On a illustré cette chute avec une partie de la crise allant de 1999 à 2003.

Tableau n°18 : Le café parche commercialisé de 1999 à 2003 à Butaganzwa.

Années	1999	2000	2001	2002	2003
Production(entonnes)	48,9	41,9	25	19,3	5

Source : Les R.A de l'Agronome communal .

B. La crise de l'élevage .

Avant de parler de l'impact proprement dit, il convient mieux de jeter un coup d'œil sur la situation de l'élevage dans le Buyogoma et dans Butaganzwa, sur laquelle s'est abattue la crise.

1. Avant 1993.

Dans son mémoire en 1997, NDUWAYEZU, P disait :« *Observant rapidement la région de Buyogoma, on pourrait croire qu'elle se prête bien à l'élevage. Néanmoins, malgré la disponibilité de vastes étendues libres pouvant servir de pâturages naturels, la région a été pendant longtemps infestée par la mouche tsé-tsé qui a été un frein au développement de l'élevage.* »[1]

Une étude préliminaire à l'installation du P.P.E.I par le GTZ avait recommandé l'introduction et le développement de l'élevage du petit bétail, surtout les caprins.

Quant au Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique Social ou CURDES qui a entrepris une étude en 1988 dans les communes de Ruyigi et de Bweru, avait abouti à une dotation de 0,2 bovins par exploitation familiale dans la seule commune de Ruyigi alors qu'on y inventoriait 2,8 caprins par ménage.

S'agissant de la commune Butaganzwa, sur 7050 exploitations qu'on y comptait dans les années 1982, 63% ne possédaient pas de bovins, 37% en avait entre 1 et 4 et aucune n'élevait plus de 4 têtes ; du coté des chèvres et des moutons, 56% en possédaient tandis que 44% n'avaient rien. Notons que le nombre total des bovins à cette époque s'évaluaient à 3000 et toutes les vaches étaient de race « ANKOLE ». Dans certaines exploitations, on y rencontrait aussi des poules, des canards et de quelques porcs.

[1] NDUWAYEZU, P., La caféiculture face à d'autres opportunités de spéculation agricole dans le Buyogoma : Cas de la commune Ruyigi, Mémoire, Bujumbura, U.B, F.S.E.A, 1997, p.58

D'une façon générale, à travers les lignes précédentes, nous lisons encore une fois une marginalité de la région de Buyogoma et, partant de la commune Butaganzwa pour l'élevage. Cependant, peu après, des efforts de modernisation ont été entrepris et une augmentation des effectifs a été observée.

a)Introduction de nouvelles pratiques dans le domaine de l'élevage

Tenant compte de la marginalité, les projets CECI et P.P.E.I avaient favorisé et diffusé les méthodes modernes d'élevage parmi la population qui s'était habituée à un élevage extensif (pâturage naturel, élevage de prestige, ...). Ainsi, la promotion des cultures fourragères, de la stabilation, de la santé animale, de l'amélioration de la race locale par le croisement, de l'introduction de nouvelles races plus productives,... avait été entamée avant 1993. Un accent particulier était mis sur l'association agriculture – élevage, pratique qui fait progresser les deux secteurs économiques à la fois.

A titre d'exemple, sur 35 saillis de l'exercice 91 – 92, Butaganzwa en comptait 17. Concernant le gros bétail et selon encore le rapport de 1992 du projet P.P.E.I, 35% des encadrés possédaient des étables améliorées.

S'agissant du petit bétail, un programme de l'améliorer était sur place avant 1993. En effet par exemple, le rapport évoqué ci-haut nous révèle que 51,3% des paysans encadrés dans les deux communes concernées possédaient des chevreries. En plus de ces chevreries, il y avait un programme qui consistait à apprendre aux paysans de faire la sélection dans leurs propres troupeaux et de ne garder pour la reproduction que de bons boucs, qui seraient échangés dans différents groupements agro–pastoraux.

Trimestriellement, on organisait un concours d'approbation des boucs produits chez certains éleveurs sélectionneurs. Pendant l'année 1992, 21 boucs avaient été approuvés dans les deux communes. De même, on dressait une liste de boucs castrés et à castrer. Ainsi, sur 52 boucs castrés au cour de l'année 1992, Butaganzwa s'en appropriait 31.

b)Les stations d'élevage

Avant 1993, Kigarika à environ 6 km du chef-lieu de la province Ruyigi, évoluait comme une station régionale pour tout le Buyogoma. Nous référant justement sur les activités d'élevage et d'agriculture qui s'y faisaient, l'on ne peut pas hésiter de dire, qu'elle avait atteint un niveau très satisfaisant. En ce qui concerne l'élevage à la veille du déclenchement de la crise, on y comptait 62 bovins dont des Ankolé, des croisés Ankolé –Brune Suisse et 4 taurillons de race Frisonne qu'on venait d'acheter à la station de l'ISABU, à Mahwa. L'élevage de 48 caprins et 95 poules s'y pratiquait également.

Comme pour l'agriculture, la commune de Butaganzwa avait été très favorable pour les pratiques améliorées d'élevage au niveau des centres de démonstration. A elle seule, la commune disposait de 3 stations à savoir Biyorwa, Muriza et Gahondo Pour Biyorwa et Gahondo, les vaches appartenaient à certaines gens parmi les populations qui étaient intéressées par le programme « amélioration du bétail » et le Projet qui devrait disponibiliser parmi ces vaches un taureau géniteur de race importée ou un croisé, en bénéficiait du fumier pour ses champs. Un peu avant le mois d'octobre 1993, il y avait 21 bovins à la station de Biyorwa, 14 à celle de Gahondo et 5 à celle de Muriza.

c)Les effectifs

Comme partout ailleurs en région traditionnelle de Buyogoma, le cheptel bovin n'était pas du tout important en commune Butaganzwa avant 1993 : 3058 fin 1992. Cela étant, beaucoup de familles rurales pratiquaient l'élevage de petit bétail.

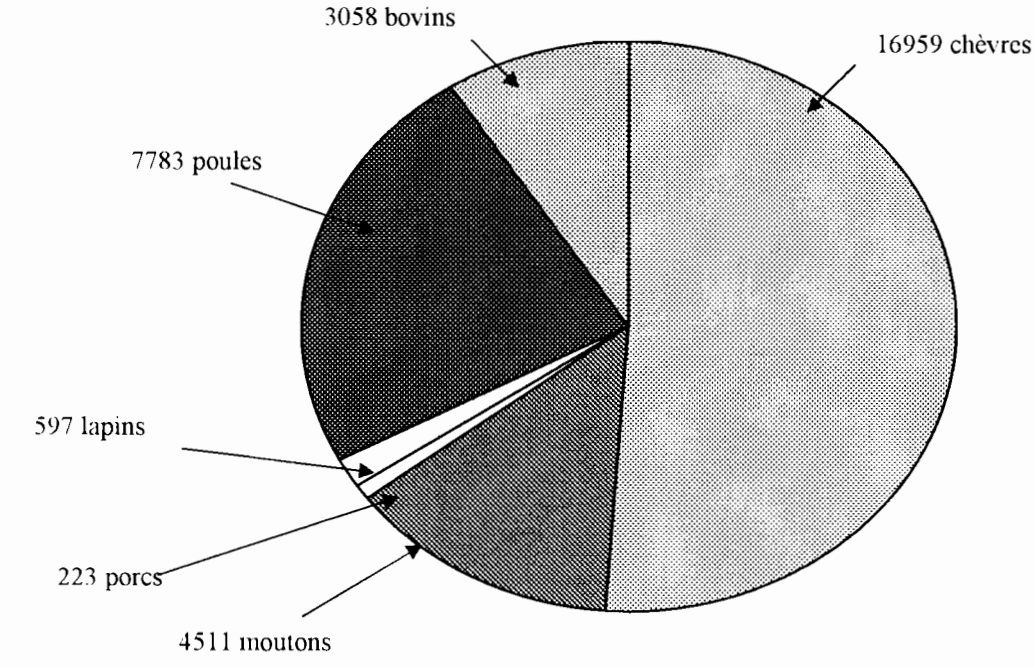


Figure 19 : Le gros et le petit bétail de Butaganzwa, fin 1992
Source : P.P.E.I., RA 92

Néanmoins, le régime alimentaire de la population de Butaganzwa restait déficient en protéines animales. Partant, le projet CECI introduisit la pisciculture. L'aménagement de deux étangs piscicoles ensemencés d'alevins, près du centre de démonstration de Muriza avait permis une première récolte de poissons fin mars 1987. Les résultats de l'expérience étaient satisfaisants; il ne restait qu'envisager la vulgarisation de cette heureuse innovation en milieu rural.

2. L'élevage après 1993

a) Dans le pays en général

Au niveau de tout le pays, la destruction de troupeaux d'animaux domestiques n'a pas tardé après le déclenchement de la crise. Le tableau suivant ne nous montre que les pertes du gros bétail, subies en octobre 1993, par rapport aux effectifs de 1992.

Tableau n°19 : Le gros bétail au Burundi en 1992 et les pertes subies en octobre 1993.

Province	Recensement bovin : 1992	Pertes subies	Taux de perte
Bubanza	38654	2400	6,2
Buja-Rural	37250	1250	3,4
Bururi	78509	3000	3,8
Cankuzo	32123	3200	10,0
Cibitoke	26032	2500	9,6
Gitega	27286	4610	16,9
Karuzi	11085	4108	37,0
Kayanza	17573	3050	17,4
Kirundo	17554	6144	35,0
Makamba	18112	900	5,0
Muramvya	72683	3000	4.1
Muyinga	12248	2640	21,6
Ngozi	15154	2500	16,5
Rutana	28962	2000	6,9
Ruyigi	15502	2073	13,1
Total	**448726**	**43339**	**9,7**

Source : P.N.U.D, op.cit.p. 162

Après cette première phase de la crise qui fut l'œuvre des masses populaires, on a assisté à des combats parfois acharnés entre forces légales et rebelles. Cette deuxième phase, tout le monde le sait, a été caractérisée par des razzias d'animaux domestiques et des pillages de tout ce qui pouvait être trouvé dans les « rugos » touchés.

Plus particulièrement le Buyogoma et le Kumoso, régions traditionnelles se partageant l'Est du Burundi où la guerre a été presque permanente depuis 1996, on devrait compter des pertes plus élevées que dans pas mal d'autres régions. La commune Butaganzwa va servir d'exemple.

b)La situation en commune Butaganzwa

La commune Butaganzwa constitue un triste et un bel exemple pour ce qui est des pertes relatives aux animaux domestiques dans le Buyogoma et dans l'Est burundais en général, durant la crise

En effet, la figure suivante comparée à la précédente montre que des efforts particuliers sont à fournir pour repeupler la commune en animaux domestiques.

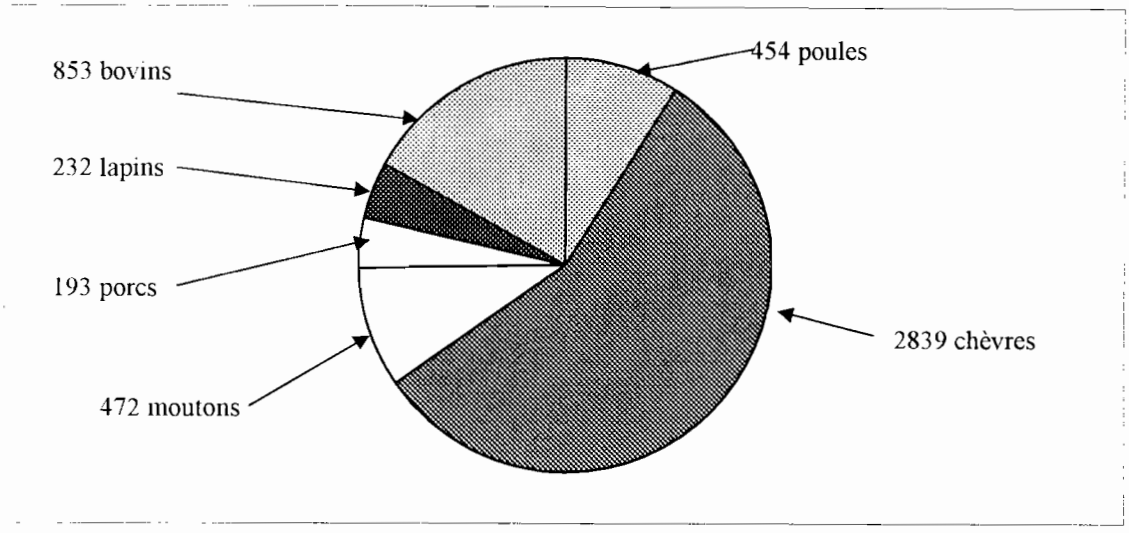


Figure 20 : Le gros et le petit bétail de Butaganzwa en juillet 2003
Source: Recensement de bétail de l'administration communale, juillet 2003

Plusieurs facteurs entrent en jeu pour expliquer le recul des cheptels en commune Butaganzwa. Mais, comme nous l'avons déjà dit, le plus important de ces derniers a été constitué par les pillages répétés ayant été perpétrés par différents groupes de combattants. Ceux-ci ont atteint leur paroxysme à la fin de l'année 2002 et au début de l'année 2003. Entre autres facteurs inhérents à la crise qui participaient à cette extinction d'animaux domestiques sont : le découragement général de la population, le recul de l'encadrement et la disparition des centres de démonstration.

Cette situation est lourde de conséquences sur la population : rareté et cherté des produits d'élevage, pauvreté et déséquilibre alimentaire.

C. Les infrastructures sociales

La crise n'a pas seulement déstabilisé la population, détruit les cultures et l'élevage mais aussi elle a été à l'origine des destructions ou de la détérioration des équipements et infrastructures privés ou publics. Bien qu'il n'existe pas actuellement de bilan au niveau national de ces dommages, nul ne peut réfuter qu'ils sont importants, en témoigne la création par le Gouvernement depuis un bon moment, d'un Ministère qui a parmi ses attributions la reconstruction.

Dans le Buyogoma, ces dégâts ont été observés en deux temps : d'abord aux premières heures de la crise, ce sont les maisons des premières victimes de la crise qui ont été brûlées et pillées, tandis que d'autres dégâts qui touchaient à la fois les habitations et les infrastructures publiques ont été commises depuis 1996. Bien que ces infrastructures n'aient pas encore atteint un niveau satisfaisant en commune Butaganzwa en 1993, nous pouvons nous en servir, en plus des démolitions des habitations pour parler des impacts ou des effets de la crise sur les équipements. La figure 22 de la page 60 montre les infrastructures publiques ayant été directement endommagées par la crise.

1. Impacts sur les logements

Comme un peu partout dans le milieu rural burundais, l'habitat dans Butaganzwa est dispersé. Les habitations se trouvent ici et là dispersées sur les collines de faible altitude et sur les glacis ; elles ressemblent à des taches humanisées dans la nature. Dans certains endroits, il est possible de mettre plus d'une heure de marche pour joindre deux collines de recensement, surtout quand il s'agit de traverser les reliefs élevés comme les pseudo-crêtes de la commune. Si on le regarde de près, la plupart des rapprochements entre les gens furent dictés par des liens de parenté, qu'ils soient proches ou lointains.

Partant, cette dispersion a fait qu'aucune colline de recensement dans la commune n'a pas été épargnée en ce qui concerne les destructions des maisons d'habitation. Dans le premier temps, ce sont certains éléments parmi les voisins des victimes (proches du regroupement) qui les détruisaient en y mettant du feu, tandis que dans le deuxième, les maisons étaient incendiées selon que l'endroit devenait un terrain d'affrontements.

Quant au nombre exact des maisons détruites, celui-ci est difficile à préciser car, pas mal d'entre elles l'ont été, après être laissées seules sans aucun entretien, après le départ pour l'exil en Tanzanie. L'ampleur de ces dégâts peut un peu être révélée par les maisons déjà reconstruites ou réhabilitées depuis 1996, par certaines O.N.G. comme l'Action Aid Burundi et le BDD/Ruyigi, dont le total s'évaluait à environ 1400 en juillet 2003, et se répartissant sur presque toutes les collines de recensement.

2. Impacts sur les équipements éducatifs

a)Les équipements éducatifs touchés par la crise

Depuis bien longtemps avant la crise, les équipements éducatifs étaient caractérisés par une inégale répartition à travers le territoire national. D'une façon général, l'Est du Burundi faisait partie des régions les moins nanties en infrastructures scolaires et l'éducation des enfants en souffrait gravement. A titre d'exemple, la commune de Butaganzwa comptait huit Ecole Primaires pour l'année scolaire 1982 – 83 dont trois n'avaient pas encore atteint la sixième année. C'est clair, pour 39 collines de recensement, ces écoles étaient pratiquement insuffisantes.

Cependant, le taux de scolarisation augmentait au niveau national : entre 1986 – 87 et 1992 – 93, le taux brut de scolarisation avait crû de 58% à 70% ; celui des jeunes filles uniquement, de 41% à 45% entre 1984 – 85 et 1989 – 90. Mais, quel était le sort des jeunes non scolarisés ?

Plus particulièrement pour les régions défavorisées comme Butaganzwa, ces jeunes gonflaient les « Yagamukama »où ils se faisaient alphabétiser. Ces écoles n'étant pas nombreuses, une partie non négligeable, parmi les jeunes, restait à la maison en attendant la majorité. Cette situation ne pouvait pas laisser insensibles les âmes philanthropes et favorables aux droits de l'espèce humaine en général et des enfants en particulier.

Ainsi, grâce essentiellement à l'O.N.G. Action Aid Burundi, la commune Butaganzwa disposait alors de 12 E.P, bien construites et bien équipées, à la veille du déclenchement de la crise(la répartition de ces E.P. se lit bien sur la figure 3 de la page 4). Conséquemment, avec

le goût de plus en plus grand chez les parents, pour l'école, les effectifs des écoliers augmentaient d'année en année.

S'agissant du personnel enseignant, il est heureux de constater que chaque classe avait un titulaire. Sur un total de 62 enseignants que comptait la commune pour l'année scolaire 1992 – 93, 14 étaient Rwandais.

Quant à l'enseignement secondaire, c'est pendant l'année scolaire 1992 – 93 que Butaganzwa a vu naître sur son sol sa première école secondaire, le collège communal de Butaganzwa.

Résumant cette période d'avant 1993, l'on doit seulement savoir que la décennie 1980 – 1990 avait marqué des pas importants en matière de l'éducation en commune Butaganzwa. En effet, longtemps avant avec quatre E.P seulement, huit de plus avaient vu le jour pendant cette décennie. Le collège communal s'y ajouta un peu après, les gens de Butaganzwa commençaient à nourrir l'espoir de voir leurs filles et fils poursuivre des études comme les autres enfants du pays, notamment comme ceux des régions longtemps pourvues d'écoles. Mais, ce nouvel élan, allait-il résister à la crise d'octobre 1993 ?

b)Les manifestations des effets de la crise

Les destructions des infrastructures scolaires se sont intensifiées dans tout le pays avec la deuxième phase de la crise qui s'est caractérisée par des combats entre les forces gouvernementales et les groupes rebelles.

Ainsi, en commune Butaganzwa, alors que seules les E.P de Gikwiye et de Musenga respectivement des directions scolaires de Muriza et de Kigarama avaient été détruites juste après le déclenchement de la crise, d'autres l'ont été après 1996. Jusqu'un peu après 2000, on pouvait alors compter 7 nouvelles E.P endommagées à savoir Kigarama, Bartye, Kivumu, Caragata, Titi, Mugege et Kiyabu. Dans l'ensemble l'état des infrastructures en commune Butaganzwa au début de l'année 2001 est montré par la figure de la page suivante.

Par ailleurs, la plupart de ces écoles venaient à peine d'être réouvertes car après octobre 1993, seules 3 E.P étaient restées fonctionnelles : Masake (zone Rugongo), Kigarama (zone Biyorwa) et Muriza (zone Muriza). De cette façon, dépourvues de tout entretien et laissées à elles seules, ces écoles qui avaient fermé consécutivement à la crise s'étaient détériorées au fil des années en plus du pillage de son matériel scolaire par tout passant de mauvaise foi.

En grande partie, la fermeture n'était pas motivée par l'endommagement mais plutôt par le manque d'enseignants dont le nombre avait été réduit par la crise. En effet, certains ont été tués tandis que d'autres étaient devenus des réfugiés en Tanzanie. Il y en a aussi ceux qui quittèrent la commune en quête d'endroits plus sécurisants. Ajoutons à tout ce monde déstabilisé le départ des enseignants Rwandais après les changements politiques intervenus dans leur pays en 1994.

Le tableau suivant résume les problèmes d'éducation au sein de l'inspection communale de Butaganzwa au premier trimestre de l'année scolaire 1999 – 2000.

Tableau n°20 : Situation éducative de Butaganzwa au 1er trimestre, année scolaire 1999-2000.

Direction	Ecole	Classes fonctionnelles	Enseignants en place	Besoin en Enseignants	Salles de classe dédoublées
Masake	Masake	6	4	2	2
	Nyagashubi	3	2	1	0
Bartye	Bartye	5	2	3	0
	Kivumu	3	1	2	0
Kigarama	Kigarama	6	3	3	0
	Musenga	5	2	3	2
Muriza	Muriza	10	7	3	2
	Kiyabu	6	3	3	0
	Gikwiye	2	1	1	0
Mugege	Mugege	3	1	2	0
	Caragata	6	4	2	0
	Titi	3	2	1	2
Total/ inspection	**12**	**56**	**32**	**26**	**8**

Source : Nos recherches auprès de l'inspection communale.

Brièvement, le tableau nous montre que 7 sur 9 écoles qui avaient fermé leurs portes suite à la crise n'avaient pas encore atteint la sixième année avec l'année scolaire 1999 – 2000. Nous le lisons à travers la troisième colonne : les écoles fonctionnelles dont le nombre de classes est inférieur à six. En outre, nous constatons avec amertume que le canton accusait un manque de 45% pour couvrir ses besoins en enseignants. C'est clair, avec seulement 32 enseignants soit 55%, la formation des enfants dans l'ensemble était loin d'être performante.

A l'échelle nationale, les effets de la déstabilisation du système éducatif (destruction des écoles : surtout primaires, la réduction du personnel enseignant,...) se sont manifestés par la chute du taux de scolarisation.

En effet, après seulement une année scolaire, le taux brut de scolarisation a chuté de 70% (1992 – 93) à 47% (1994 – 95). S'agissant de l'éducation des filles, leur pourcentage qui avait augmenté de 41% à 45% entre 1984 – 85 et 1989 – 90 est resté stationnaire pendant un bon moment : 45% des effectifs dans l'enseignement primaire pour l'année scolaire 1996-1997. Toujours, notons que ce sont les zones les plus menacées par la guerre qui enregistraient une dégradation particulièrement prononcée. Pour le cas d'espèce, prenons la commune de Butaganzwa.

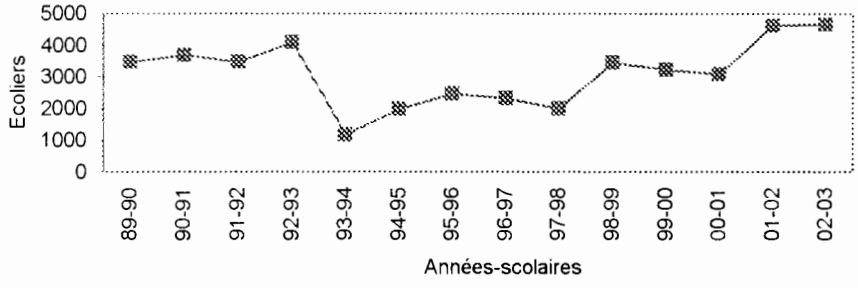


Figure21 : Les effectifs des écoliers de Butaganzwa entre 1989 et 2003.
Source : Construites à base des données de l'I.P.E.P

Observant cette figure, on remarque que la commune de Butaganzwa a connu une grave chute des effectifs pour l'année scolaire 1993 – 94. La période 1994 – 2001 quant à elle s'est caractérisée par des années scolaires avec beaucoup d'écoliers et d'autres avec des nombres réduits, mais supérieurs à celui de 1993 – 1994 et toujours inférieurs aux effectifs des années scolaires antérieures à cette dernière. L'augmentation de la population scolaire entre les années scolaires 2000 – 2001 et 2001 –2002 qui, dans la suite a été suivie par un ralentissement, suscite une attention particulière.

En effet, l'année scolaire 1993 – 94 est celle du déclenchement de la crise, laquelle a vu les écoliers les uns mourir, les autres fuir et d'autres abandonner massivement l'école. Quant aux irrégularités d'entre 1994 et 2001, elles s'expliquent par l'alternance des périodes d'accalmie et celles d'insécurité aiguë. L'accroissement général qu'on y observe trouve son explication dans la diminution progressive du nombre de candidats à l'exil. Concernant l'augmentation galopante des effectifs de l'année scolaires 2000 – 2001 à 2001 – 2002, elle s'explique par l'espoir en l'avenir meilleur qu'apportait l'avancement des négociations interburundaises. Ainsi, les enfants qui étaient nés au début de la crise venaient d'atteindre six – sept ans, l'âge scolaire. Se trouvant au pays, ceux-ci s'étaient présentés massivement au début de l'année scolaire 2001 – 2002 pour commencer la première année du primaire. S'agissant enfin du ralentissement observé avec l'année scolaire 2002 – 03, il a été dû aux intenses combats du 4ème trimestre de l'année 2002 qui s'étaient prolongés jusqu'en mars 2003 (Rappelons-nous du paroxysme du vol des animaux domestiques).

Parlant de l'enseignement secondaire, il serait illusoire de croire qu'on aurait fait des progrès dans une situation de crise de sécurité. Par ailleurs, le collège communal était fragilisé par son jeune âge, l'insécurité et la précarité de sa construction. Comme effets de la guerre civile, ils se présentent sous trois aspects. D'abord, ses locaux sont jusqu'à présent inachevés suite à la pauvreté de la commune et à l'indisponibilité de la population ; et pour avoir mal posé les tuiles, ils sont ensuite menacés de destruction devant le regard impuissant des administratifs et de la population. Puis, comme dans l'ensemble du Buyogoma, le collège a toujours souffert du manque criant de professeurs suffisants et qualifiés et la formation des élèves ne faisait qu'en pâtir.

Le manque est causé par l'insécurité qui a toujours fait que des professeurs ne pouvaient pas accepter d'être affectés dans l'Est du pays.

Le troisième effet est le problème des effectifs qui ne pouvaient pas évoluer. La réussite dans les classes de 6ème étant des médiocres (aggravation par la crise) du pays, le collège n'a jamais connu en son sein, depuis sa fondation un nombre important d'élèves. Non plus, vu son environnement sécuritaire défavorable, les régions proches de la commune, sans parler des éloignés n'osaient pas y envoyer des élèves.

En somme, la crise qui secoue le Burundi n'a pas seulement touché les équipements scolaires mais il a aussi frappé de plein fouet tout le système éducatif en commune Butaganzwa. Aujourd'hui, cette dernière supporte un grand recul dans le domaine d'éducation, lequel constitue l'un des grands défis à relever, une fois la paix rétablie.

3. Impacts sur les équipements sanitaires

a) Les équipements sanitaires touchés par la crise

Ici aussi comme pour le cas des équipements scolaires, certaines régions du Burundi ne disposaient pas d'un nombre suffisant d'infrastructures sanitaires avant la crise. Ainsi, il existait avant octobre 1993, des zones où la population parcourait pas mal de kilomètres pour se faire soigner ne fût-ce qu'au dispensaire ou centre de santé. Dans le Buyogoma, la commune Butaganzwa faisait partie de ces zones.

En effet, depuis plusieurs années, la commune disposait d'un seul et unique dispensaire, celui de Muriza. C'est avec l'année 1982, qu'un autre a vu le jour dans la commune, précisément, près du chef lieu de la zone Biyorwa. Un peu après, grâce à l'Action Aid Burundi, ce nouveau dispensaire deviendra un centre de santé pouvant aliter cinq malades, avec la mise en place de nouveaux blocs. Jusqu'à la veille du début de la crise, ce sont ces deux centres sanitaires qui étaient à la disposition des gens de la commune Butaganzwa(voir l'emplacement de ces deux centres de santé sur la figure 3 de la page 4).

Remarquablement, pour une population de plus de 40000, le secteur sanitaire dans la commune était largement déficitaire.

b) Les impacts de la crise

Pendant la crise, nous avons assisté à des époques différentes et dans des endroits différents, dans le pays, à des centres de santé voire des hôpitaux qui cessaient de fonctionner. Ainsi par exemple, en 1997, 19% des centres de santé étaient fermés (60 sur 308 centres de santé), ce qui ramenait le nombre de personnes par centre de santé à 24.977. A la même époque, cette moyenne nationale variait d'une province à l'autre selon les conditions de sécurité. Cibitoke, qui était la plus affectée par les problèmes de sécurité, où à peine un quart de centre de santé était fonctionnel, on estimait à 65.249, le nombre de personnes par centre de santé.

Les causes de la fermeture étaient la destruction ou le manque de personnel médical ; tous deux dus à la crise. Ajoutons aussi qu'on a souvent assisté à de fréquentes suspensions de fonctionnalité, causées par des pillages de médicaments par les groupes armés. Des fois, le pillage était suivi d'un incendie du centre de santé.

Concernant le manque du personnel soignant, on doit savoir que beaucoup de gens du secteur sanitaire ont fui leur poste pour s'établir dans des endroits supposés plus sécurisants, notamment des centres urbains. Le mouvement a été observé en particulier au début de la crise. Notons que ce manque s'est accentué avec le départ des Rwandais pour leur pays. Cette situation inconvenable devrait avoir des répercutions sur la santé publique.

L'évolution[1] de séroprévalence du fléau du Sida en dit beaucoup : en milieu urbain, celle-ci pour le groupe d'âges de 15 à 44 ans a passé de 1% en 1983 à 15,1% en 1989 pour atteindre 21% en 1997 et en zone rurale, alors qu'elle était estimée à 0,73% en 1989, elle était autour de 5,9% en 1997. Etant donné qu'un corps infecté par le Sida devient moins résistant et par conséquent très réceptif de beaucoup de maladies, l'augmentation des cas de maladies devient une évidence. D'un autre coté, des cas de malnutrition ont été à l'origine de cette augmentation. L'existence de ces derniers est témoignée par la création à travers le pays des centres nutritionnels comme celui qui a été érigé près de l'hôpital de Ruyigi.

En un mot, la déstabilisation et la détérioration du système sanitaire au cours de la crise ont eu des conséquences néfastes sur la santé de la population burundaise, aujourd'hui confrontée à plus d'un problème. La population de la commune Butaganzwa faisant partie des plus meurtries, sa santé doit être également des plus détériorées.

En effet, le peu d'infrastructures dont dispose la commune a été touché entièrement par l'endommagement. Particulièrement, le centre de santé de Biyorwa a été incendié après pillage de médicaments, au moins deux fois. Déçus par la première réhabilitation qui n'a pas tenu suite à la persistance de la guerre, les bienfaiteurs ou les pouvoirs publics semblent avoir délaissé ce centre de santé. Parfois, le personnel du centre pouvait passait à Ruyigi pour réquisitionner des médicaments et un peu de la population de la zone parvient à s'y faire soigner malgré les décombres.

L'autre impact sur les équipements sanitaires de la commune qui mérite d'être signalé est le grand retard qu'on a enregistré pour terminer les travaux du centre de santé Muriza dont le renouvellement avait commencé un peu avant la crise. Les travaux de finissage ont été en effet exécutés grâce aux fonds qui ont été versés par l'UNICEF, en 2001. Malheureusement le centre de santé mérite lui aussi d'être réhabilité aujourd'hui car tous ses blocs (murs et toitures)présentent des impacts de balles.

Grosso modo, il est clair que la population de Butaganzwa devait être au bord du gouffre à certaines périodes de la crise. Ici, on doit savoir que la catastrophe a été évitée grâce à la proximité des autres centres sanitaires qui accueillaient une bonne partie de la population de Butaganzwa : les centres de santé de Buhoro et de Kirambi en commune Itaba, le centre de santé de Bisinde en commune Ruyigi et l'hôpital de Butezi (malgré aussi leur déstabilisation).

[1] Les chiffres sont donnés in NGENDAKUMANA,V.et HUYBENS.E., op.cit.p.26

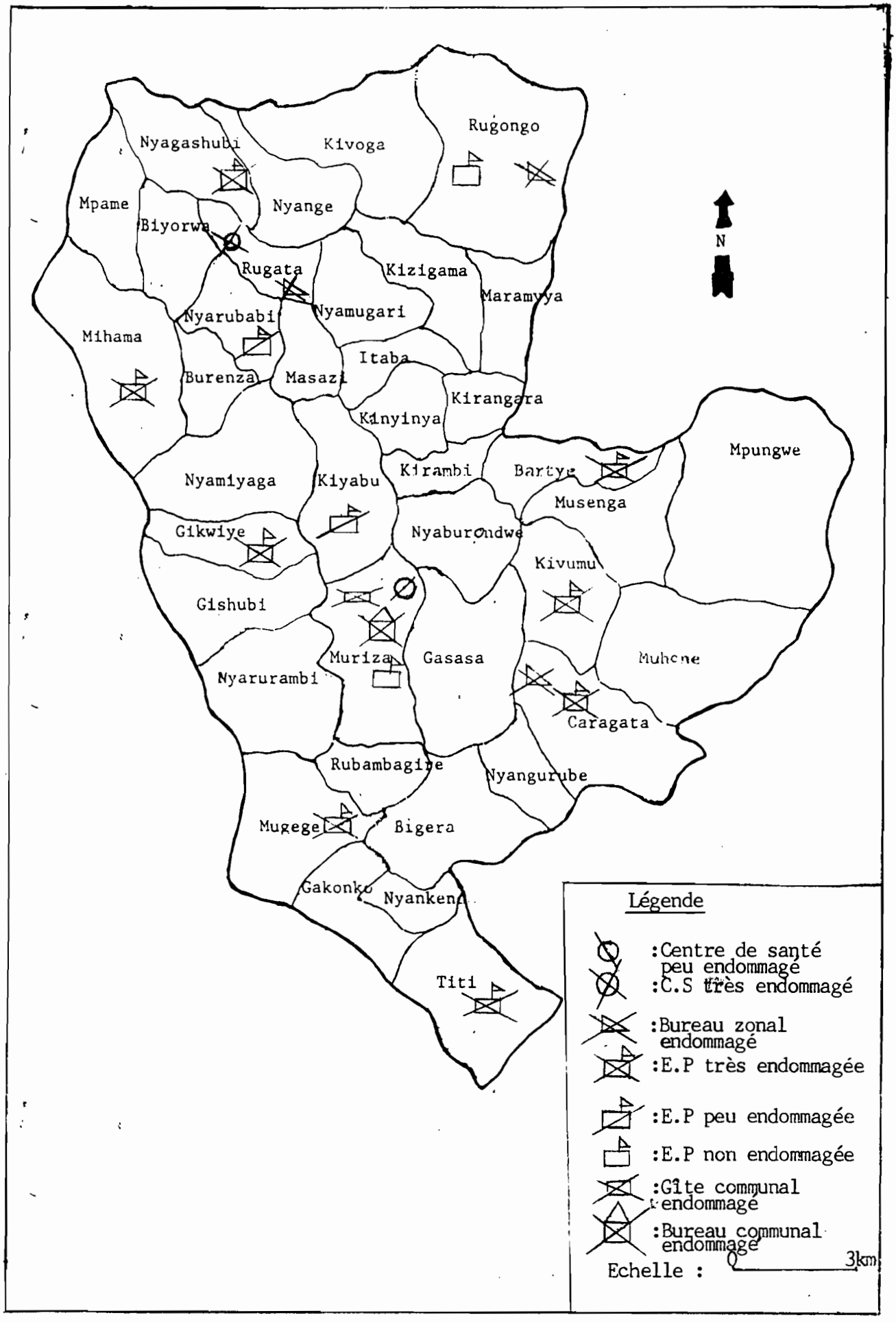


Figure 22: Les équipements publics directement endommagés par la crise.
Source : Informations de l'autorité communale et nos observations sur terrain.

CONCLUSION SUR LA CRISE ET SES IMPACTS.

Vouloir parler en détail des impacts de la crise d'octobre 1993 sur la commune de Butaganzwa revient à faire le bilan de cette dernière dont les séquelles sont toujours présentes. De plus, ces impacts étant suffisamment importants, on ne peut pas prétendre les épuiser avec les quelques feuilles d'une partie d'un travail de mémoire. Dans ces conditions, on aura de toute façon un bilan tronqué.

Succinctement, ces impacts ne sont que de graves retombées d'ordre socio-économique qui ont été empirées par la longue durée de la guerre.

De prime abord, la crise a meurtri le principal facteur du développement qu'est la population par la mort, l'exil et diverses et incessantes déstabilisations qui l'obligeaient de quitter parfois les maisons et les champs. Ceux-ci étaient alors abandonnés à tout malfaiteur. En même temps, ce sont les activités économiques, plus particulièrement l'agriculture et l'élevage dont vivent plus de 98% de la population de Butaganzwa qui ont été plus que jamais perturbées, causant ainsi un recul sans précédent de la production. Spécialement, le pillage de bétail laissera une trace plus remarquable que celle des autres secteurs.

Pire, tous les efforts des différents intervenants dans tous les secteurs ont été toujours entravés par l'insécurité et pour le secteur agricole, son improductivité a été aggravée par la grande dégradation des sols due aux feux de brousse répétitifs qui ont caractérisé le Buyogoma durant la longue crise.

En conséquence, la population de la commune Butaganzwa vit aujourd'hui sous le poids d'une pauvreté inouïe. Ce poids est d'autant plus lourd qu'aucun secteur de production n'a été épargné. Ainsi, les activités artisanales (comme la menuiserie, la fabrication des briques cuites et des tuiles,...) et les activités commerciales ont été anéanties, et le recul est inestimable. La rareté de la monnaie se combinant à la flambée des prix due justement à la dépréciation de cette même monnaie, les gens de Butaganzwa ont actuellement du mal à pouvoir couvrir leurs besoins, qu'ils soient fondamentaux ou autres. Concernant la montée des prix, l'évolution de celui du kilogramme de haricot, principal aliment dans la région traditionnelle de Buyogoma, entre 1995 et 2001 est plus significatif : il est passé de 78,3 Fbu à 290,7 Fbu, soit une augmentation de 245%.

La dégradation du secteur économique n'a pas eu seulement des retombées sur la population mais également sur la vie financière de la commune. Les entrées dans les caisses communales se retrouvent en effet actuellement trop réduites car les ressources demeurent la population et ses activités que la guerre a fortement touchées.

En dépit de la mise en place ou de l'amélioration de nouveaux équipements, ni la population, ni la commune n'en a bénéficié grand chose car l'insécurité permanente n'a jamais permis d'en mettre au profit. Les plus remarquables de ces équipements sont les marchés de Muriza et celui de Biyorwa(non achevé), la Route Nationale n° 13 présentant déjà des endroits difficilement praticables et le réseau électrique dont ses bienfaits ne sont connus que par sept individus au chef-lieu de la commune. Par ailleurs, les autres équipements préexistants, tels les écoles et les centres de santé subissaient sans cesse des endommagements.

Découragés par cette situation qui s'oppose à tout acte allant dans le sens du développement, les bienfaiteurs ne pouvaient plus diriger des actions importantes vers la commune de Butaganzwa. De cette façon, le centre de santé de Rugongo ainsi que pas mal d'autres équipements sont restés en projet quand ceux qui existaient déjà se détérioraient au fil du temps, faute d'entretien telles sont les pistes et les adductions d'eau dont l'entretien se fait normalement dans le cadre des Travaux de Développement Communautaire, souvent infaisables avec l'instabilité de la population.

En somme, entièrement la vie socio-économique de la commune Butaganzwa a été remise en cause. Ce n'est que la fin de la guerre dans tout le pays qui permettra le redémarrage des activités de développement, et réparer convenablement comme ça, les graves ruptures socio-économico-spatiales introduites par la guerre.

DEUXIEME PARTIE : LES ACTEURS DE RECOMPOSITION

Tout au long de la première partie de notre travail, il a été question de parler des diverses ruptures socio-spatiales occasionnées par la crise d'octobre 1993 au Burundi en général et dans le Buyogoma en particulier en insistant sur ce qui s'est passé en commune de Butaganzwa.

Avec cette deuxième partie, nous allons montrer que, malgré les conditions de sécurité moins favorables qui prévalaient dans cette commune, des actions ont été toujours menées en vue de réparer lesdites ruptures. Toutefois, nul ne peut en douter, ces actions étaient souvent handicapées ou remises en cause par la même crise.

Dans cette œuvre humanitaire, bon nombre d'intervenants se sont fait voir et on peut seulement les classer en deux groupes : les pouvoirs publics et les organisations diverses. D'une part, l'action de ces intervenants consistait à venir en aide des populations sinistrées et d'autre part à encadrer et à soutenir dans des activités économiques la population et les groupements d'auto-développement. Comme le montre le tableau n° 22 de la page suivante, aucune colline de Butaganzwa n'a été oubliée.

CHAPITRE 1 : LES POUVOIRS PUBLICS

Concernant les pouvoirs publics, il s'agira de jeter un regard sur la part du Gouvernement du Burundi ou de l'administration à la base dans la réhabilitation des sinistrés ou dans la réparation des divers dommages.

A. La réhabilitation des sinistrés

Dès le déclenchement de la crise, les autorités à la base ont récupéré les premières victimes de la crise qu'elles ont dans la suite regroupées dans des camps, devenus peu à peu, de déplacés intérieurs. Comme partout dans le pays, ces camps en commune Butaganzwa devraient être sécurisés par des positions des militaires gouvernementaux. Encadrées au sein des TDC par l'administration à la base, ce sont les populations restées sur les collines, en collaboration avec les déplacés eux-mêmes, qui construisaient les cabanes pour ces derniers. C'est par le biais de ces mêmes autorités à la base que passait l'aide alimentaire. Un peu plus tard, le Gouvernement burundais via le M.R.R.D.R. a procédé à la distribution des tôles pour améliorer les demeures de ce genre de sinistrés. Les deux sites de la commune Butaganzwa ont tous bénéficié de cette dernière.

Tableau n° 21: Distribution des tôles dans les sites de Butaganzwa en 2001 par le M.R.R.D.R.

Site	Nbre de tôles	Maisonnettes recouvertes
Muriza	1170	40
Nyange	350	10

Source : Nos recherches auprès de l'administration communale.

De cette distribution, les sinistrés se trouvant sur les collines n'ont pas été vraiment concernés , on ne peut signaler que les 150 tôles qui ont été données, à raison de 25 tôles par maison aux familles de trois « jeunes gardiens de la paix » abattus sur-le-champ de bataille, à une vieille de Kiyabu et à deux veuves : l'une de Muhene et l'autre de la colline Nyaburondwe.

Tableau n°22 : Les principaux intervenants dans la réhabilitation de Butaganzwa

N°	Colline de recensement	Intervenant(s)
1	Bartye	AAB
2	Bigera	AAB , DPAE, BDDR
3	Biyorwa	ACF, DPAE, CDF
4	Burenza	AAB , ACF, CDF
5	Caragata	MRRDR, DPAE, CDF, ACF
6	Gakonko	AAB
7	Gasasa	BDDR, AAB
8	Gikwiye	AAB
9	Gishubi	BDDR
10	Itaba	AAB
11	Kanyinya	AAB
12	Kirambi	ACF
13	Kirangara	AAB
14	Kivoga	AAB
15	Kivumu	AAB
16	Kiyabu	AAB
17	Kizigama	AAB , ACF, CDF, DPAE
18	Maramvya	AAB , BDDR
19	Masazi	AAB , ACF
20	Mihama	AAB , ACF
21	Mpame	ACF
22	Mpungwe	AAB
23	Mugege	AAB , BDDR
24	Muhene	ACF, DPAE, BDDR
25	Muriza	MRRDR, BDDR, DPAE, AAB ,CDF
26	Musenga	AAB
27	Nyaburondwe	BDDR, AAB , CDF
28	Nyagashubi	BDDR
29	Nyamiyaga	AAB
30	Nyamugari	AAB
31	Nyange	ACF, DPAE, MRRDR, CDF
32	Nyangurube	CDF, DPAE
33	Nyankende	AAB
34	Nyarubabi	DPAE, CDF, AAB
35	Nyarurambi	AAB ,ACF, DPAE, BDDR
36	Rubambagire	BDDR, AAB
37	Rugata	AAB
38	Rugongo	ACF, AAB , CDF, MRRDR
39	Titi	AAB

Source : Informations des différents responsables des organisations d'intervention.

Avec l'intensification de la guerre dans le Buyogoma à partir de 1996, les autorités communales étaient invitées des fois à gérer et à organiser les autres genres de sinistrés, notamment les gens qui fuyaient les affrontements. Pour ces derniers en effet, l'on devrait chercher un endroit sécurisant pour les regrouper. Dans la suite, on était invité à mener d'autres actions de subvenir à leurs besoins alimentaires.

Comme ces groupements ne duraient pas longtemps parce qu'on devrait retourner sur les collines dès qu'une accalmie se faisait sentir, les détails y relatifs ne sont pas abondants. Quelques uns disponibles se verront avec l'œuvre du B.D.D.R.

A part l'accueil, on n'a pas encore observé en commune de Butaganzwa des actes de secours en faveur des rapatriés, de la part de l'administration à la base ou du Gouvernement.

B. L'encadrement de la population par la D.P.A.E/Ruyigi.

Durant la crise et plus particulièrement à partir de 1996, la D.P.A.E/RUYIGI opérait dans le cadre de l'encadrement de la population dans ses activités économiques surtout agro-pastorales, à travers l'important projet « Gestion des Ressources Rurales de Ruyigi », P.G.R.R/Ruyigi en sigle.

Plus vaste que l'ancien P.P.E.I, le projet G.R.R étendait ses actions sur toute l'étendue de la province. Identifié en 1990, préparé en 1992 et pré-évalué en 1993, le P.G.R.R est entré en vigueur le 11 juillet 1995. Le démarrage effectif des travaux a eu lieu en 1996.

Tenant compte de son envergure, le nouveau projet était porteur d'espoir pour ce qui est du développement de la province. Malheureusement, la situation de guerre dans laquelle il opérait n'a pas permis un bon encadrement de la population, l'application de son programme et le bon déroulement de ses activités. Les effets de la crise sur les activités du projet se manifestent par le fait qu' « *après sept ans de fonctionnalité, on est loin d'atteindre les indicateurs économiques qui avaient été atteints en 1992 au sein de la province* »[1]

Comme nous le trouvons dans le rapport annuel de la D.P.A.E/Ruyigi de l'année 2001, à la première page, dans sa conception initiale, le projet GRR avait pour but de répondre aux besoins des communautés rurales qui n'étaient pas couverts par les interventions en cours dans la province. L'autre but était d'assurer une coordination efficace des actions de développement menées par les différents projets oeuvrant en province Ruyigi comme le P S.T.P/HIMO.

La crise socio-politique survenue en octobre 1993 a introduit de nouvelles variables et contraintes au sein de l'environnement dans lequel devrait s'intégrer le projet. Depuis lors, certains intervenants jusque là actifs dans la zone du projet et qui devraient constituer des partenaires complémentaires dans l'exécution et l'atteinte des objectifs du P.G.R.R. se sont retirés totalement ou partiellement en fonction de leurs activités prioritaires.

Ainsi, dans un tel contexte, le P.G.R.R. a dû élargir son intervention afin de compenser les manquements nés du départ des autres opérateurs. Compte tenu des caractéristiques de la population de la zone cible du projet, les bénéficiaires pouvaient être subdivisés en deux catégories, l'une des ménages sans ressources et par conséquent vulnérables et l'autre composée de groupements ou associations.

Ces ménages sont ceux se trouvant sous la direction des jeunes, des femmes ou encore pauvres sans terre cultivable suffisante ni tête de bétail. Parmi ces ménages très appauvris, il faut y insérer ceux des anciens déplacés ou rapatriés déjà installés, ne disposant d'aucun moyen de production pour redémarrer les activités agricoles avant de subvenir à leurs besoins élémentaires.

---

[1] La phrase est reprise du Directeur Provincial de l'Agriculture et de l'Elevage en province Ruyigi. Elle a été prononcée quand nous nous entretenions sur l'évolution des activités de la D.P.A.E en juillet 2003, lors de nos travaux de terrain.

Quant à la deuxième catégorie, le P.G.R.R était beaucoup intéressé par les groupements de femmes voulant entreprendre des activités agricoles collectives et les associations structurées et fonctionnelles de personne motivées, désireuses de travailler ensemble dans le domaine notamment de l'agriculture et de l'élevage, de l'agro-foresterie, du commerce ou de l'artisanat.

Tandis que les objectifs globaux du projet sont l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et l'augmentation des revenus de la population rurale, les objectifs spécifiques se résument en la promotion des exploitations modèles associant l'élevage et l'agriculture, l'intensification de la production semencière, l'introduction des activités génératrices de revenus, l'encouragement pour l'agroforesterie et l'intégration des femmes dans le processus de développement.

1. La part de la D.P.A.E dans les activités agro – pastorales

Après l'expiration du P.P.E.I, la sensibilisation de la population pour la promotion de l'intégration agriculture – élevage a été poursuivie par la D.P.A.E/Ruyigi ; elle devrait se renforcer avec le début effectif des activités du P.G.R.R. si la guerre n'était pas là. En outre, des enseignements pour les bienfaits de l'agro-foresterie étaient prodigués et des plants étaient produits dans les pépinières. Ainsi par exemple pour la campagne sylvicole 2000 – 2001, 35280 plants agro-forestiers et 8600 plants fruitiers ont été produits en commune Butaganzwa.

Comme les centres semenciers avaient déjà pris fin dans les années 1995 après l'arrêt de leur financement par le Direction Générale du MINAGRI via son Département chargé de la promotion de semences et plants, le P.G.R.R. a dès lors soutenu et favorisé les initiatives privées. Ainsi, il opta pour le crédit – bétail pour promouvoir l'agriculture et l'élevage en même temps, sans oublier que l'idée de repeupler le cheptel bovin n'était pas absente. Pour les différents exploitants, l'installation des bandes anti-érosives constituait une condition sine quoi non pour acquérir le crédit – bétail. Le programme dit « pilote bovin » commença dans trois communes du Buyogoma juste en 1996, à savoir Butaganzwa, Ruyigi et Bweru.

Toujours dans le sens du privé, le projet GRR encourageait la création des groupements ou des associations d'auto-développement. Comme pour la plupart de projets, on croit que ces groupements pourront prendre le relève après l'expiration du projet. Prioritairement, le projet visait la viabilité des groupements qui n'étaient pas nés grâce à des aides, mais plutôt grâce à la participation effective des membres dans la définition des programmes, dans la recherche des moyens d'exécution et dans la gestion jusqu'à l'évaluation.

La majorité des groupements encadrés par la D.P.A.E/Ruyigi étaient de nature agro-pastorale pour la plupart car la production alimentaire satisfaisante est une source de revenu majeur pour les familles rurales. En 1997, 94 groupements étaient encadrés dans toute la province et sept revenait à la commune Butaganzwa.

Tableau n° 23 : Les sept groupements de nature agro-pastorale encadrés par la P.A.E/Ruyigi en 1997.

Zone	Colline	Non du groupement
Mugege	Caragata	Terimbere
	Caragata	Abahuzamigambi
	Nyangurube	Dushirehamwe
	Bigera	Tuduzikivi
Biyorwa	Biyorwa	Sagarara
	Burenza	Turimekijambere
Rugongo	Nyange	Komezibikorwa

Source: Le R.A 1997 de la D.P.A.E/Ruyigi

Avec la responsabilisation de la population rurale regroupée, le projet aimerait aboutir d'une part au transfert des techniques et de responsabilité et d'autre part, à la production et la consolidation des organisations paysannes. Ainsi, on devrait envisager le renforcement de l'autonomie, la maîtrise des techniques de gestion et l'émergence à long terme des opérateurs économiques privés.

Pour plus de précisions, nous pouvons présenter certaines réalisations du projet dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage.

En vue de lutter contre l'érosion et de procurer aux agri-éleveurs un supplément aux pâturages naturels, le projet procédait à la distribution des souches d'herbes fixatrices et des essences agro-forestières. Le tripsacum et le grevillea étaient les deux essences les plus distribuées en commune Butaganzwa. .La figure suivante constitue un exemple.

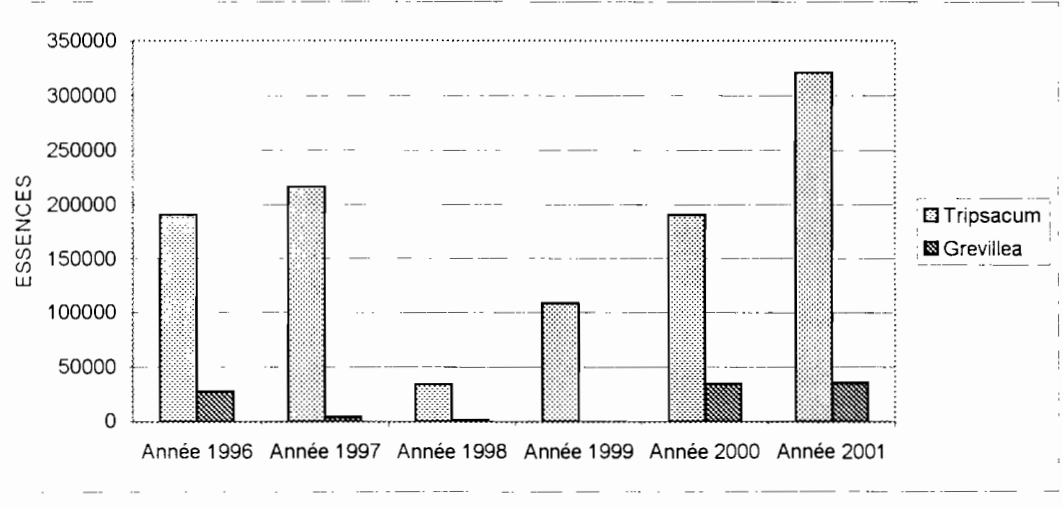


Figure 23 : Souches et plants agro-forestiers distribués à Butaganzwa par le P.G.R.R de 1996 à 2001

Source: Compilation à partir des R.A. de la D.P.A.E/Ruyigi de 1996 à 2001.

Pour ce volet de la conservation des eaux et des sols, la D.P.A.E vulgarisait pas mal d'autres techniques. On peut parler ici de la plantation des bananiers dans les fossés anti-érosifs, la plantation en billon ou en butte et le paillage.

Dans le cadre de l'amélioration de la fertilité, les produits fertilisants suivants ont été utilisés : l'urée, le KCl, le chaux et le P205. Constatant la chute des effectifs des cheptels d'animaux domestiques dans le Buyogoma suite aux pillages impliquant la diminution des quantités de fumier, le projet a mis tout son paquet pour sensibiliser à l'usage du compost ; c'est ainsi que par exemple le nombre d'exploitants l'utilisant est passé de 3980 en 1996 à 4674 en 1998, en commune Butaganzwa.

Dans le sens d'améliorer le rendement par hectare, des semences sélectionnées ont été aussi distribuées le plus souvent dans la zone d'intervention du même projet. Ainsi à titre d'exemple, trois groupements de la commune Butaganzwa ont reçu en 1998, 140 kg de haricots et 200 kg de pommes de terre. D'autres groupements et familles rurales se sont partagé au même moment 1,5 bennes de cordes de patate douce.

Pour être plus pragmatique, le projet GRR a mis sur pied depuis février 1997, un centre de recherche dit Atelier régional de Recherche du Buyogoma (A.R.B). Avec cet atelier, on envisageait désormais diagnostiquer des problèmes et des contraintes liés aux systèmes de production agricole dans la région, favoriser le transfert des techniques et des résultats de la recherche ainsi que le développement d'un partenaire-relais entre divers intervenant dans le domaine agro-pastoral. Cet organe de recherche allait travailler en collaboration avec l'ISABU. Ainsi, déjà fin 1998, on envoya au laboratoire de chimie de l'ISABU 300 échantillons de sol du Buyogoma.

Tout au départ, l'A.R.B menait ses activités de recherche dans trois communes du Buyogoma central.: Bweru, Butaganzwa et Ruyigi. Dans chacune d'elle, deux collines étaient choisies et on remarque que les essais se faisaient donc sur six collines pour tout le Buyogoma. Les critères de choix étaient la densité de la population et l'accessibilité si on met en avant les raisons logistiques et sécuritaires. Ces collines sont Kirambi et Gasenyi de Bweru, Kirambi et Karambi de Ruyigi ainsi que Gasasa et Nyarurambi de la commune Butaganzwa.

Ainsi dans ces communes, l'Atelier travaillait avec 90 exploitants, à raison de 15 par colline. Leur choix portait sur la diversité qui menait sur des paysans pauvres, « moyennement riches » et « riches », sur l'adhésion volontaire, sur la possibilité d'accueillir le bétail, sur la répartition spatiale : suivant les sous-collines en vue d'étendre la recherche et sur la qualité et la disponibilité des terres.

Jusque fin 1998, les recherches portaient sur la dose optimale des fertilisants et sur le transfert de certaines cultures vivrières comme le sorgho, le blé, la pomme de terre, la patate douce notamment les nouvelles variétés « Nzovuyumugamba » et « Mugande » et l'intégration agriculture–élevage. Tandis que les tableaux suivants montrent des essais ayant été faits par colline, la figure 26 révèle, d'une façon générale, les recherches menées dans chacune des trois communes en 1998.

Tableau n° 24 : Nombre d'essais de l'ARB en milieu rural, saison A, 1998.

Type d'essai	Karambi	Kirambi (Ruyigi)	Gasasa	Nyarurambi	Kirambi (Bweru)	Gasenyi	Total
1. Dose optimale de phosphore sur les cultures vivrières	14	15	8	10	15	15	77
2. Chaulage léger	12	8	9	10	13	10	**62**
3. Transfert de sorgho	0	0	0	4	6	6	**16**
4. Transfert du blé	0	6	6	6	6	6	**30**
5. Transfert de pomme de terre	6	6	6	6	6	6	**36**
6. Intégration agricole	6	2	3	2	6	1	**20**

Source : D.P.A.E/Ruyigi., R.A 1998.

Notons qu'afin de conclure sur toute la région traditionnelle de Buyogoma, une même recherche est effectuée pendant une même saison culturale sur toutes les six collines retenues dans les trois communes. Les essais faits sur les deux variétés de patate traduisent cette volonté scientifique :

Tableau n° 25 : Recherche sur la productivité de la patate douce(moyenne en kg/ha) saison B, en 1998

Collines	Variétés		Moyenne des variétés
	NZOVUYUMUGAMBA	MUGANDE	
Kirambi (Bweru)	2312,50	2479,20	2395,85
Gasenyi	1312,50	1200,00	1256,25
Gasasa	4583,30	3166,70	3875,00
Nyarurambi	5187,50	6937,50	6062,50
Kirambi (Ruyigi)	3975,00	6305,00	5140,00
Karambi	5965,60	8043,75	7004,70
Moyenne des collines	**3889,40**	**4688,69**	**4289,05**

Source : Idem que pour le tableau précédent.

Avec les résultats du tableau, l'A.R.B pouvait conclure que d'une façon générale, la variété Mugande est plus productive que la variété Nzovuyumugamba dans le Buyogoma.

Concernant le volet « élevage », l'Atelier visait en grande partie l'amélioration génétique. De cette façon, on introduisait la race SAHIWAL ou les croisés SAHIWAL – AIRSHIRE à crédit chez les exploitants agricoles qui avaient déjà des cultures fourragères et le mode d'élevage était la stabilation permanente. Pour améliorer le potentiel laitier, les vaches locales étaient inséminées à l'aide du sperme AIRSHIRE ou saillis des taureaux de race frisonne.

Jusque fin 1998, cinq vaches croisées étaient suivies par l'ARB en commune Butaganzwa : sur Gasasa, trois vaches dont les numéros respectifs étaient 5849, 60001 et 6023 et sur Nyarurambi, deux avec les numéros 6023 et 5938. Signalons qu'il y avait une bête par exploitant. Pour un bon suivi, la quantité de lait était mesurée par l'éleveur lui-même à l'aide d'un récipient gradué et elle était marquée sur une fiche de lactation aussi conservée par l'exploitant.

Notons cependant que le système de crédit – bétail avait commencé bien avant l'ARB au sein de la D.P.A.E/Ruyigi. L'Atelier menait ses recherches en vue d'éventuelles améliorations dans le système d'élevage dans la région de Buyogoma. Pour les exploitants qui, potentiellement ne pouvaient pas élever une vache, il était prévu au sein de la D.P.A.E de leur donner des caprins, à raison de trois chèvres par exploitant.

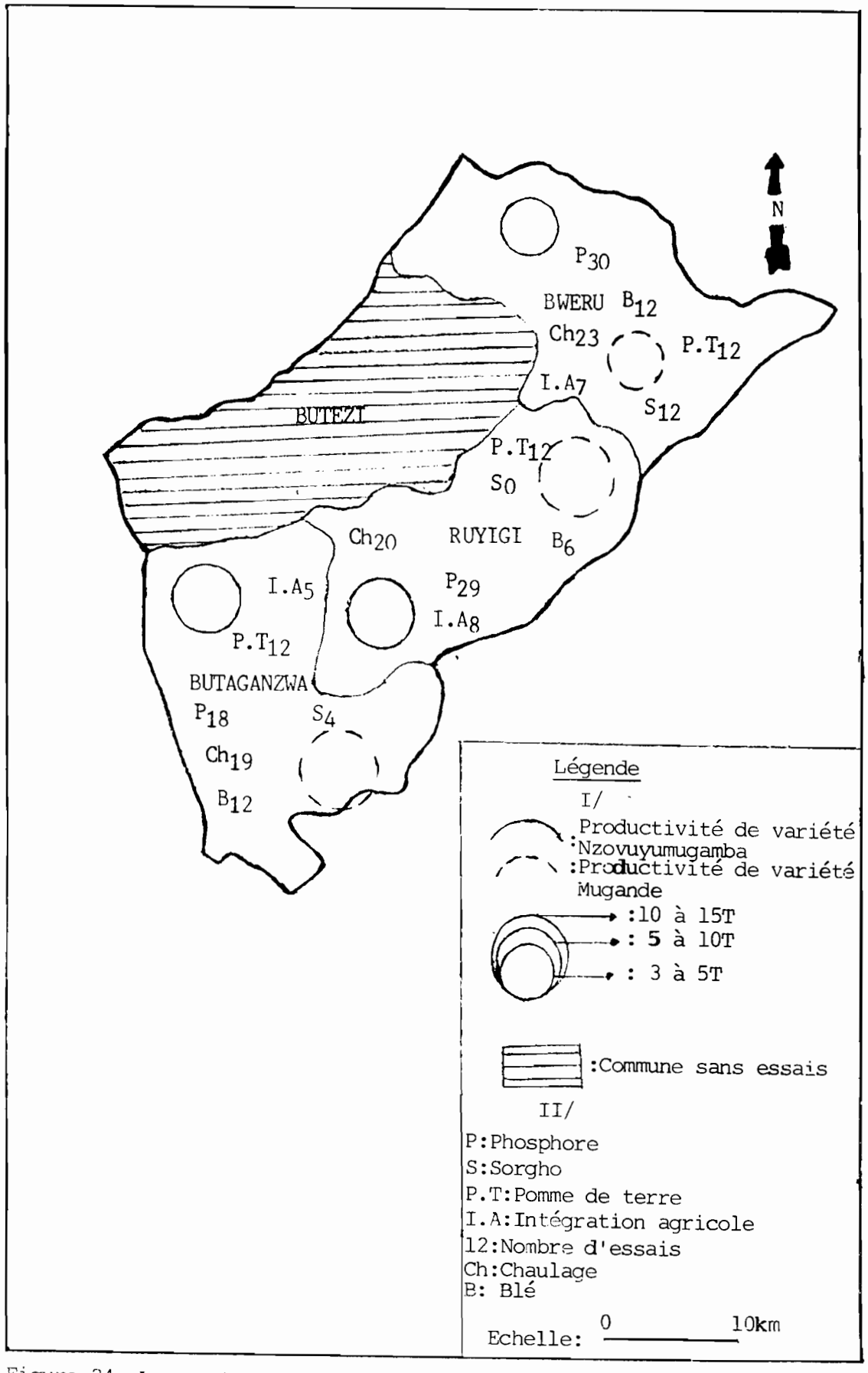


Figure 24: Les recherches de l'ARB au BUYOGOMA(central) en 1988.
Source : Les données du tableau n°22 et du tableau n°23.

Dans ce domaine de l'élevage, d'autres actions devraient être menées. Ce sont comme l'enseignement aux agris-éleveurs des méthodes de gestion et de conservation du fourrage, de la gestion et de l'utilisation du fumier des étables. De plus, on leur apprenait comment faire le suivi de la gestation et des veaux, de l'entretien des étables et d'autres habitations des bêtes comme les porcheries ou les chevreries. D'autre part, la santé animale était aussi enseignée et il en était de même pour l'amélioration de l'alimentation animale.

Les effets positifs du crédit – bétail et de l'encadrement du projet GRR dans le domaine pastoral se lit à travers l'augmentation des effectifs du bétail (malgré les variations) après les pertes immédiates de la crise d'octobre 1993 et avant la grave chute de 2002. A cet effet, prenons le cas de la commune Butaganzwa.

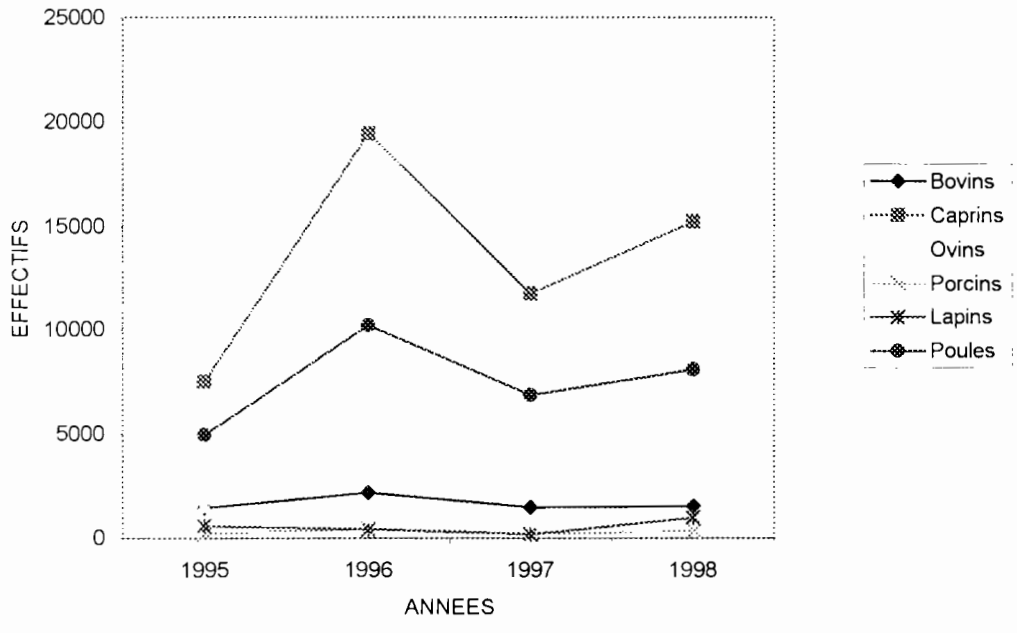


Figure 25 : Des évolutions positives de bétail de Butaganzwa entre 1995 et 1998
Source : Construite à base des données sur le bétail, des RA de la D.P.E.A de 1995 à 1998.

Avec cette figure, nous constatons que l'évolution positive des effectifs du bétail qui avait été rompue entre 1996 et 1997 a pu être réobservée entre 1997 et 1998. L'on doit tout simplement rappeler que la chute après I996 bien observable sur la figure, s'explique par le début des affrontements entre les forces rebelles et les forces gouvernementales dans l'Est burundais.

Concernant la caféiculture, la D.P.A.E, dans le but de faire naître de nouvelles caféières, faisait entretenir des pépinières. En plus, tout en collaborant avec l'administration à la base, il était le principal encadreur des grandes activités de la saison sèche communément appelées « campagnes – café. » Il s'agit en fait du paillage, de la taille et de la désinsectisation ou poudrage.

Vu que la vulgarisation de toutes ses initiatives (nous venons d'en évoquer pas mal) n'était pas bien assurée suite à la crise de sécurité, que l'accessibilité du monde rural était sujette à beaucoup d'aléas, la D.P.A.E/Ruyigi a, à partir de l'année 1997 voulu réajuster ses approches de travail sur terrain. Désormais, elle jugea bon de mettre au service de la vulgarisation la communication afin d'atteindre le maximum de la population.

Ainsi, afin d'atteindre ses objectifs, des outils de communication devraient être mis au profit. Ce sont surtout les affiches et posters, les dépliants et fiches techniques, les journaux ((production des articles grâce à la collaboration avec l'Action Aid Burundi ayant déjà un journal « EJO »),le vidéo, la radiophonie (diffusion des émissions agricoles, des slogans agricoles, etc.) et les photographies.

Cependant, nous devons rappeler que le projet GRR avait dès le départ sur son agenda un vaste programme de développement de la province Ruyigi. En effet, cette nouvelle donne ne concernait pas uniquement l'aspect agricole bien qu'il constitue le volet le plus important, mais aussi d'autres domaines dans lesquels la D.P.A.E intervenait étaient des fois évoqués. Ce sont comme la foresterie, l'éducation nutritionnelle et les activités génératrices de revenu que nous allons développer dans les lignes qui vont suivre.

2. La D.P.A.E et la foresterie

Nous l'avons déjà vu avec la première partie de notre travail, le PNUD inventoriait dans les années 1996 plus de 30000hectares de boisement détruits par la crise. Pour ce, le Gouvernement du Burundi était invité de prendre l'initiative de susciter et d'encourager la réhabilitation du couvert végétal. Ainsi, pour la province de Ruyigi, la D.P.A.E via le projet GRR en étroite collaboration avec le PSTP/Himo dont le reboisement fait partie de ses grandes attributions devrait doubler d'efforts fournis depuis 1996.

Ceci étant, on prévoyait par exemple une production et une mise en place de 5.000.000 de plants pour couvrir 5000 ha, pour l'année 1999. Mais, compte tenu des contraintes budgétaires, ce programme a été réduit à 2.500.000 plants correspondant en conséquence à 2500 ha. Retenons qu'on en distinguait 1.681.000 plants forestiers pour les aménagements publics et 819.000 plants agro-forestiers pour les aménagements privés. Pour ces aménagements publics, l'Eucalyptus et le Callitris comme types d'essences étaient entretenus dans les pépinières, sous l'encadrement toujours du P.G.R.R. ; l'agroforesterie elle, était dominée par le Grevillea. Le tableau suivant le révèle.

Tableau n° 26 : Plans forestiers et agro-forestiers des pépinières du Buyogoma central en 1998.

Communes	Eucalyptus	Callitris	Grévillea
Butaganzwa	113.256	84.280	25.140
Butezi	262.230	-	3.000
Bweru	40.440	1.965	24.886
Ruyigi	61.814	20.150	3.486

Source : D.P.A.E/Ruyigi, R.A 1998.

La nécessité de réhabiliter la couverture forestière demeurant, la production des plants a continué jusqu'en 2002. Ainsi à titre d'exemple, la prévision de la production des plants forestiers dans les pépinières en commune Butaganzwa pour la campagne 2000-2001 était de 306.000 et on en a produit 294.000.

Bref, jusqu'en 2003, par le biais du P.G.R.R, la D.P.A.E Ruyigi fournissait toujours des efforts énormes en vue de doter encore la province d'une couverture végétale.

Consciente des feux criminels qu'on ne cessait d'observer dans le Buyogoma pendant la crise, la D.P.A.E a toujours déployé ses efforts pour faire protéger et entretenir des boisements menacés de disparition. A titre d'exemple, sous les auspices du P.G.R.R., 99 km de pare – feu ont été réalisés et 22 ha de boisement ont été dégagés dans sa zone d'intervention en 2000.

En outre, des séances de sensibilisation pour la lutte contre les feux de brousse, s'organisaient à l'intention de la population. Ce sont les services forestiers de la D.P.A.E, en collaboration avec l'administration locale qui les animaient.

Cependant, nous ne pouvons que le rappeler, ces efforts du P.G.R.R. de reboiser la province de Ruyigi ont été presque vains car les feux répétitifs, surtout de 1996 à fin 2002 balayaient chaque fois les arbres plantés, étant encore jeunes.

Conséquemment, le projet GRR a dû suspendre la mise en place de nouveaux boisements, surtout publics. Dès lors, il s'est penché beaucoup plus sur le soutien et l'encadrement techniques des initiatives privées, qu'elles soient individuelles ou collectives comme les groupements des pépiniéristes. A ces derniers, il fournissait alors des sachets, des arrosoirs, des semences, des produits phytosanitaires et des fertilisants. Mais ici aussi, l'encadrement se heurtait plus ou moins à la méfiance de la population en place. A cette méfiance, il faut ajouter l'ignorance des bienfaits du boisement, qui a encore sa place parmi la population. Des réalisations pouvaient cependant avoir lieu tant bien que mal. C'est pourquoi aujourd'hui, « *le reste des plants installés depuis 1996 en province Ruyigi, estimé à 30%, est dominé par le boisement privé* »[1].

Jusqu'en juin 2003, le P.G.R.R. apportait également son appui à l'apiculture et aux autres types d'exploitation forestière. Ce sont les cas des apiculteurs de Nyakiga (Muriza) et des scieurs – charbonniers de Kizigama en commune Butaganzwa à qui le projet fournissait du matériel et des méthodes plus ou moins modernes afin que leurs activités soient plus rentables. Entre autres matériels, le projet octroyait des ruches modernes et shirting aux apiculteurs et des scies au groupement de Kizigama. Retenons que les méthodes d'exploitation enseignées devraient être rationnelles afin d'éviter une exploitation forestière anarchique.

Au total, jusqu'en juillet 2003, six groupements relevant du domaine forestier bénéficiaient beaucoup des actions du P.G.R.R.. On notera la prédominance des groupements de pépiniéristes privés.

---

[1] Selon le Directeur du PSTP/Himo à Ruyigi, 70% des plants installés depuis l'arrivée du P.G.R.R. ont été emportés par la crise . Les 30% restant appartiendraient en grande partie aux aménagements privés.

Tableau n°27 : Six groupements forestiers de Butaganzwa, en juillet 2003.

Types de groupement	Nom du groupement	Nbre de membres	Colline
1. Apicole	TUBUNGABUNGE IBIDUKIKIJE	5	Muriza (Nyakiga)
2. Des pépiniéristes privés	KOMEZA ITERAMBERE RY'IBIDUKIKIJE	3	Nyarurambi
3. Des pépiniéristes privés	TUGARUKIRE AMASHAMBA	2	Muhene
4. Des pépiniéristes privés	KOMEZA ITERAMBERE RY'IBIDUKIKIJE	2	Nyarubabi
5. Des scieurs-charbonniers	GARUKIRE IBIDUKIKIJE	32	Kizigama
6. Des pépiniéristes	TUGWIZE AMASHAMBA	3	Kizigama

Source : D.P.A.E. / Ruyigi, composante « développement forestière »

Malheureusement, force est de constater que ces groupements étaient de nom lors de notre travail de terrain de juillet 2003. Des feux de brousse avaient déjà détruit les ruches et pas mal de pépinières, et les détournements d'argent ruinaient de plus en plus le groupement des scieurs–charbonniers.

3. L'éducation nutritionnelle et sanitaire

Compte tenu des problèmes complexes liés à la nutrition, observés dans les centres des déplacés, dans les écoles primaires comme dans les centres de santé et en milieu rural en général, le projet GRR à travers son service Formation/Vulgarisation voulait interpeller les responsabilités parentales en ce qui concerne l'alimentation des nourrissons, des enfants en âge scolaire, des femmes enceintes, ...par la sensibilisation et des séances d'éducation nutritionnelle.

Etant donné que certaines cultures étaient nouvellement introduites dans la région (soja, blé, légumes, arbres fruitiers), leur utilisation n'était pas connue et nécessitait une certaine vulgarisation. Ainsi l'éducation nutritionnelle et sanitaire était une forme d'appui à la vulgarisation agricole et pastorale . En outre elle participait sous une certaine mesure à la promotion de l'hygiène corporelle et vestimentaire. Par ailleurs, le programme tel que mené par la D.P.A.E ne rentrait aucunement en concurrence avec les activités habituelles des services de santé. La préoccupation majeure était le préventif et non le curatif.

Pour ce faire, des conseils basés sur les démonstrations culinaires étaient adressés à la population de sa zone d'intervention dont fait partie la commune Butaganzwa et visaient globalement une alimentation équilibrée à partir des produits vivriers, disponibles localement. Les huit centres pilotes, tous du Buyogoma retenus pour l'année 1997 sont mentionnés dans le tableau suivant :

Tableau n° 28 : Centres d'éducation nutritionnelle et sanitaire du P.G.R.R. en 1997.

Commune	Site	Nbre de bénéficiaires
Butaganzwa	Miriza	40
	Rugongo	30
Ruyigi	Rusengo	130
	Ruyigi	40
	Bisinde	40
Butezi	Nyakayi	20
	Nyankanda	15
	Bwagiriza	-

Source :D.P.A.E/Ruyigi, R.A 1997

Dans ces centres, comme l'objectif le voulait, on donnait d'un côté aux bénéficiaires des informations sur l'alimentation convenable de l'enfant et de la femme enceinte ou allaitante, sur l'alimentation équilibrée et sur l'utilisation des cultures d'introduction récente. D'un autre côté, les bénéficiaires étaient sensibilisés sur les cas suivants : l'hygiène, le traitement des verminoses à partir des médicaments traditionnels, le planning familial et la vaccination des enfants.

Selon le rapport de l'exercice 1997, les problèmes que rencontrait la D.P.A.E étaient constitués de l'insuffisance des semences des cultures d'introduction récente, de la faiblesse des productions dans les exploitations rurales ainsi que de l'insécurité.

4. Activités génératrices de revenus

Nous l'avons déjà vu, ces activités passaient par l'organisation de la population dans des groupements. La constitution de ces derniers permettait au programme de développement de la D.P.A.E d'atteindre beaucoup de bénéficiaires en même temps, tout en favorisant la répercussion des acquis de l'encadrement collectif dans leurs exploitations familiales.

Le projet intervenait auprès de ces groupements d'une façon décisive. Les paysans étaient incités à réfléchir et à discuter entre eux des problèmes dont ils souffrent, à s'informer, à se former et à s'organiser pour l'action et ils étaient appuyés dans l'élaboration des statuts et du règlement d'ordre intérieur ainsi que dans la conception des projets viables et bancables gérés par les mêmes paysans.

Par ailleurs les associés bénéficiaient du projet une formation sur les thèmes techniques en fonction des besoins exprimés par les membres eux-mêmes et sur l'organisation et la gestion des groupements .Une facilitation dans l'acquisition des intrants agricoles était assurée.

Quant aux organisations féminines, elles étaient globalement encadrées par le C.D.F ou Centre de Développement Familial sous la coordination du P.G.R.R.. Les activités de ce centre visait à rehausser le niveau de vie des familles ou des ménages ruraux par leur grande implication dans les activités génératrices de revenu.

Avant le paroxysme de la guerre de la fin de l'année 2002, ce C.D.F suivait et encadrait en commune Butaganzwa dix groupements féminins au total.

Tableau n° 29 : 10 groupements féminins encadrés par le C.D.F jusqu'en 2002

Nom du groupement	Activités	Colline
1. DUSHIREHAMWE	Agriculture et élevage de chèvres	Burenza
2. RONDERAMAHORO	Agriculture	Nyange
3. TUREMESHANYE	Commerce	Muriza (centre)
4. GARUKIRIBIBONDO	Agriculture et élevage de chèvres	Nyaburondwe
5. DUKOMEZIBIKORWA	Agriculture et élevage de vaches	Caragata
6. DUKOMEZIMYUGA	Vannerie	Muriza (centre)
7. ABAKERAKIVI	Agriculture et élevage de chèvres	Nyangurube
8. TWAMBARENEZA	Couture et petit commerce	Biyorwa (centre)
9. TURWANYINZARA	Agriculture et élevage de chèvres	Kizigama
10. TWITEZIMBERE	Moulin et agriculture	Nyarubabi

Source : Nos recherches auprès du C.D.F :

Aujourd'hui, tous ces groupements sont à relancer car les bêtes, l'argent, les récoltes, le matériel (comme les machines) et tout autre bien ont été emportés par la guerre de par les pillages, les vols ou les détournements.

Quand ces groupements étaient encore viables, on informait et formait aussi les familles et ménages ruraux sur les questions intéressant la vie de tous les jours. Cette action se passait une fois la semaine dans des centres d'alphabétisation qui pouvaient être tout local disponible sur une colline de recensement, comme une salle de classe. Les séances d'alphabétisation étaient animées par des facilitateurs payés par le même C.D.F.

Comme on était encore au début, tant pour le C.D.F que pour les autres intervenants, on doit compter aujourd'hui un bon nombre d'analphabètes. En janvier 2004, on en comptait 9019, selon l'enquête du même mois de ce centre.

C. L'entretien, la gestion et la réhabilitation des équipements

Pendant les périodes d'accalmie, ces actions de maintien en bon état et de réhabilitation des équipements se faisaient normalement.

En effet, l'entretien des équipements comme les sources d'eau, les marchés et les pistes, se déroulait au cours des T.D.C qu'encadrait l'administration à la base. Spécialement pour la gestion des sources d'eau, un comité de trois membres existe pour chaque source d'eau pour en assurer le suivi. Chaque fois que de besoin, ce comité doit adresser un rapport de situation au président de la régie d'eau communale. En outre, en cas de disfonctionnement de la source, c'est le même comité qui collecte des fonds nécessaires auprès de la population concernée, pour la réparation.

Du coté des infrastructures scolaires, la commune ne pouvait tout simplement qu'intervenir pour de petites pannes comme le remplacement d'une vitre, d'une porte ou d'une fenêtre en bois. S'agissant d'importants dégâts, elle recourait chaque fois aux bienfaiteurs car n'étant plus capable de payer des travaux exigeant beaucoup de fonds. Malheureusement, avec la persistance de la guerre ; ces derniers ont, à un certain moment, décidé de ne plus répondre favorablement, craignant de nouvelles destructions.

D'une façon générale, l'œuvre du Gouvernement dans la réhabilitation des équipements de la commune Butaganzwa se trouve limiter par rapport à celle des O.N.G. Pour beaucoup de responsables que nous avons contactés, cette position gouvernementale est due en grande partie au manque de fonds de financement des travaux. Cette situation n'étant pas le propre de la commune Butaganzwa, nous pouvons en parler avec toute la province Ruyigi. Ainsi, prenant le cas du PSTP/HIMO, il faut à ce projet 700 millions de francs burundais pour réhabiliter toutes les infrastructures rurales en province Ruyigi, nous a appris le Directeur du projet.

D'après toujours ce responsable, ce grand problème financier qui s'aggravait au fur et à mesure que la crise perdurait, a été à l'origine de l'arrêt de presque tous les services étatiques car on manquait des primes pour le personnel. C'est le cas du P.S.T.P dont les travaux sur terrains se sont arrêtés en 1997.

S'agissant des équipements communaux et administratifs qui avaient été touchés par la crise, leur recouvrement a été rendu possible grâce à la distribution du M.R.R.R.D, parlée au point en rapport avec la réhabilitation des sinistrés. Ainsi, 60 tôles ont été utilisées pour le gîte communal, 63 pour le bureau de la zone Mugege et 60 pour celui de Rugongo.

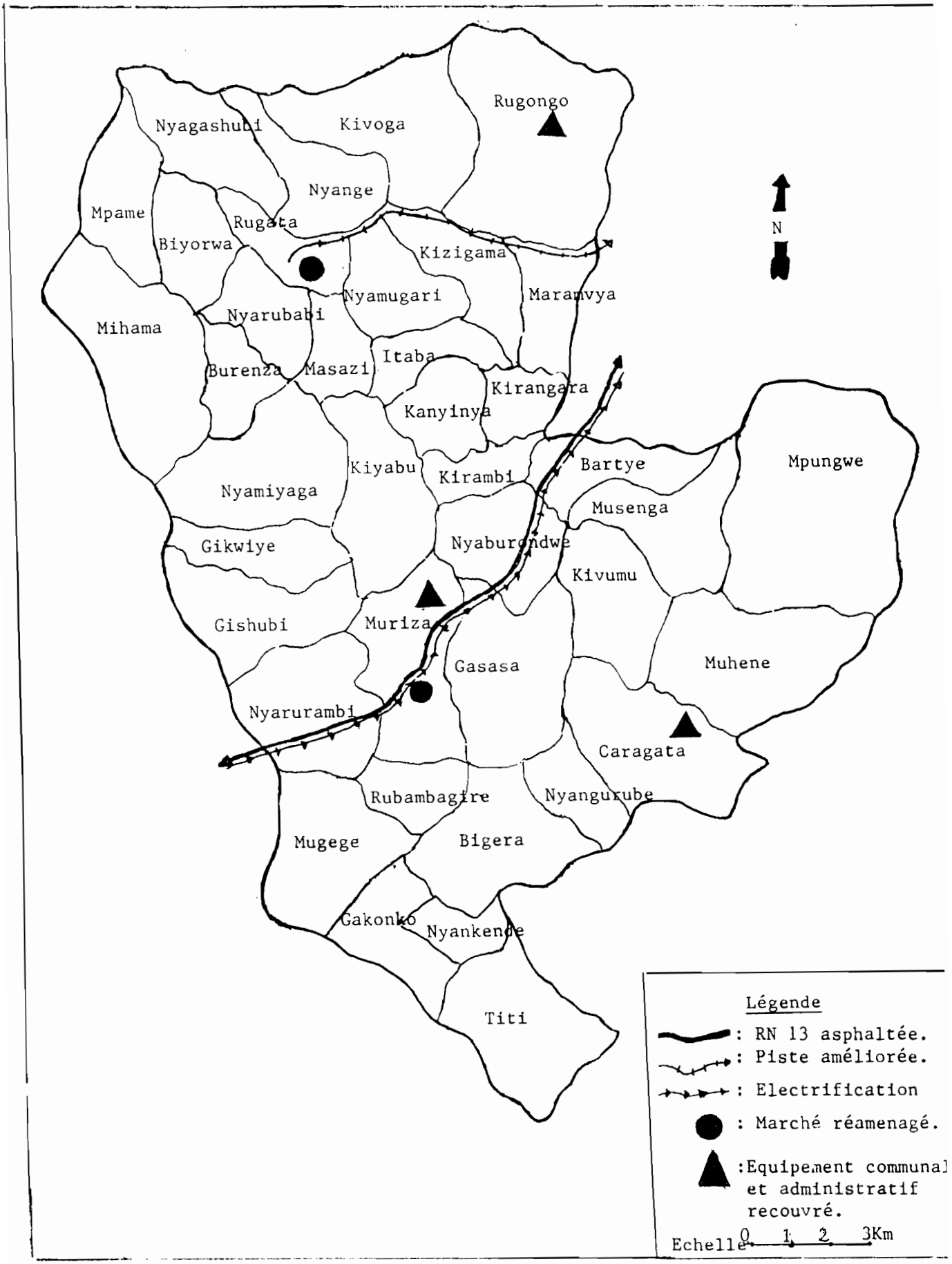


Figure 26 : Réalisation des pouvoirs publics à BUTAGANZWA, de 1994 à 1998.
Source : Informations de l'administration locale et nos observations sur terrain.

CHAPITRE II : LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Sous cette rubrique, nous nous intéresserons aux différentes organisations d'origine étrangère qui, au cours de la crise sont souvent intervenues auprès de la population de la commune Butaganzwa pour un peu la soulager. D'une façon générale, il s'agira de ces organisations qualifiées de non gouvernementales ou O.N.Gs. Bref, ce sont des agents de développement apolitiques qui centrent leurs activités sur des objectifs avant tout humanitaires.

Selon GAHAMA. J. , « *ces O.N.Gs sont religieuses ou laïques, nationales ou internationales ; elles disposent des ressources propres et visent la participation populaire la plus large possible. L'aide que les O.N.Gs accordent est généralement constituée de dons. Raison pour laquelle elles dirigent leurs actions vers les communautés les plus déshéritées qui n'ont pas pu bénéficier des projets financés par les gouvernements. Avant d'agir, elles associent les bénéficiaires à la définition et à l'élaboration des programmes à mettre en place* »[1] Mais avec le chapitre, nous allons voir uniquement l'œuvre des ONGs internationales.

Au Burundi, l'action des O.N.Gs n'est pas un fait nouveau. En effet, on les trouve presque dans tous les pays du Tiers Monde, où elles sont particulièrement présentes depuis 1970[2].Et c'est par le biais de ces O.N.Gs que les pays développés font désormais parvenir l'aide publique aux pays pauvres ; ce qui a sensiblement diminué les détournements par les responsables nationaux de mauvaise foi.

Jusqu'à présent, la plupart des O.N.Gs interviennent presque dans tous les domaines socioéconomiques qui intéressent la population: la construction des centres de santé et des écoles, l'aménagement des sources d'eau, l'alphabétisation des adultes, l'amélioration des pistes rurales, l'aide à la mise en place et au fonctionnement des projets générateurs de revenus, etc. Dans leur entendement, leur action a comme objectif ultime: assurer un avenir meilleur qui soit durable à la population bénéficiaire. Notons qu'une collaboration étroite entre ces intervenants et les autorités administratives, surtout locales doit être observée.

Le Buyogoma, nous l'avons déjà fait savoir, s'est toujours présentée comme une région moins mise en valeur au Burundi .Par conséquent, il était favorable à l'action des O .N.Gs. Parmi les plus anciennes et remarquables qui ont œuvré dans la région, on peut évoquer le C.D.S, le C.E.C.I et l'A.A.B. Ces dernières arrivèrent au Burundi respectivement en 1978,1984 et 1988.

Comme la figure suivante le montre bien, les trois O.N.Gs. étaient toutes implantées dans le Buyogoma central.

---

[1] GAHAMA.J. et alii., op. cit ,p.625.

[2] Ibidem

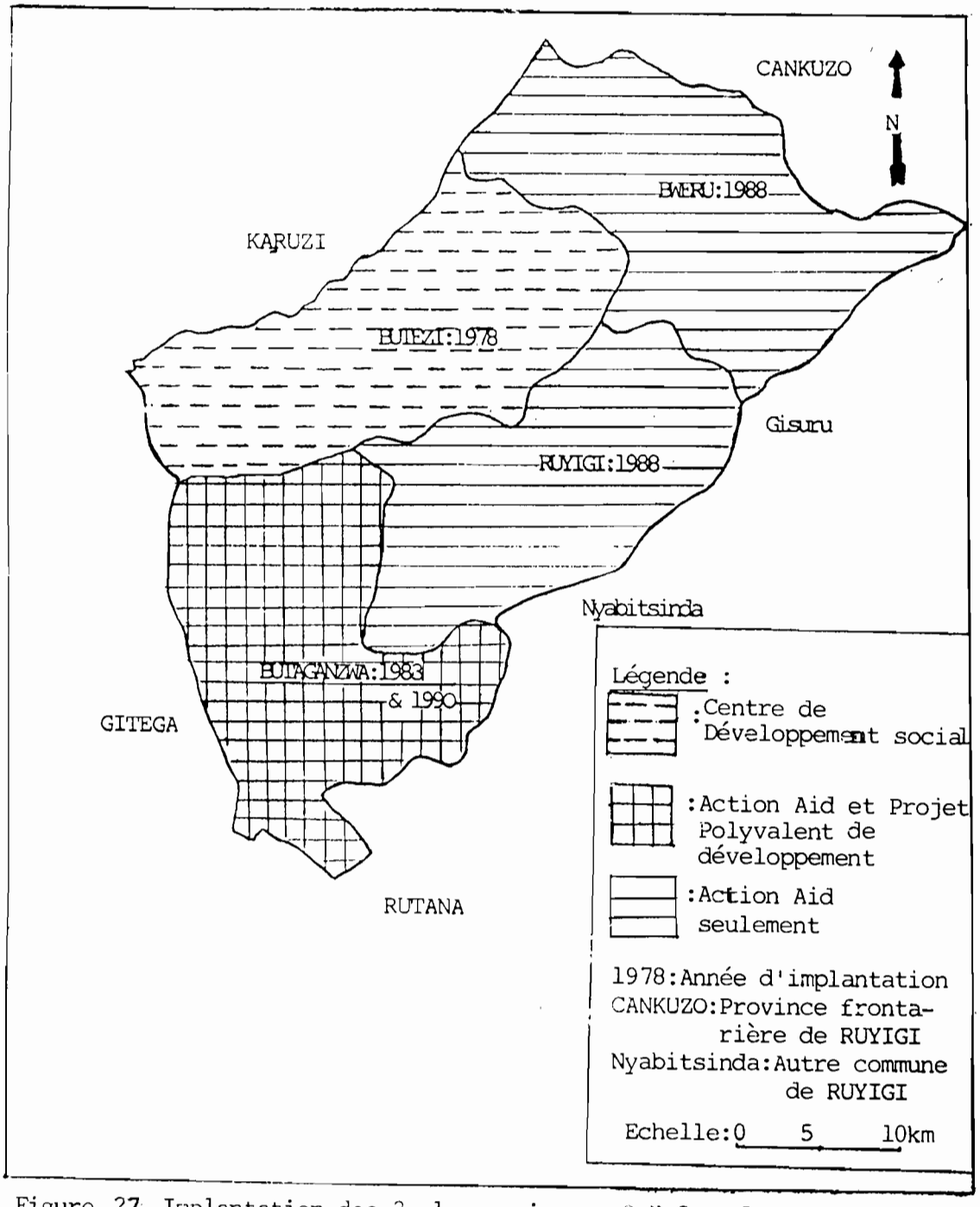


Figure 27. Implantation des 3 plus anciennes O.N.G au BUYOGOMA central.
Source : Notre réalisation.

Comme nous l'avons déjà vu avec la commune Butaganzwa, l'implantation des projets de développement et O.N.G. dans le Buyogoma avait sans nul doute permis la construction de nouvelles infrastructures (écoles, centres de santé, etc.), l'amélioration des techniques agro-pastorales et le reboisement des crêtes dénudées. Le cas du C.D.S de Butezi constitue un bel exemple d'une action d'une O.N.G. qui avait réussi. Le C.D.S de Butezi intervenait principalement dans trois domaines : sanitaire, agro-pastoral et coopératif.

S'agissant du premier domaine, le centre intervenait dans un premier temps auprès de la population par la médecine préventive au moyen de l'éducation sanitaire, de la consultation prénatale, de l'éducation hygiénique et de l'éducation nutritionnelle. En construisant un important hôpital, l'O.N.G. voulait sauver les vies humaines de Butezi et des environs par la médecine curative.

Concernant le domaine agro-pastoral, le C.D.S diffusait en milieu rural des semences sélectionnées de haricot, de soja, de maïs et de blé. Egalement étaient diffusés des poussins de race pondeuse et de race à chair, sans oublier des porcelets sevrés et prêts à la reproduction.

Quant au dernier domaine, on peut parler des coopératives de plusieurs sortes que le centre avait initiées ; elles étaient globalement de production artisanale. Il y avait une minoterie, une boulangerie, une menuiserie et un atelier de couture. Ajoutons à ces dernières une coopérative d'approvisionnement et d 'écoulement des marchandises. Celle-ci était à la base d'un transport important et fréquent, ce qui avait permis de désenclaver la région de Butezi qui, durant longtemps était restée en dehors des circuits commerciaux.

Finalement, grâce aux multiples activités du C.D.S qui faisaient naître de nouvelles infrastructures et équipements, le centre de Butezi a peu à peu augmenté en importance, ce qui lui a permis d'entrer un peu après dans le groupe des centres à vocation urbaine reconnus au Burundi.

Bien qu'on trouve encore dans le Buyogoma certains de ces O.N.G. et projets de développement comme l'A.A.Burundi et le PSTP/Himo, il est regrettable que d'autres, qui avaient bel et bien participé au changement du visage de Buyogoma ont dû plier bagages ou ont vu leurs activités reculer dangereusement suite à la crise burundaise. Pour ce, parlons du C.D.S de Butezi dont les grands animateurs (expatriés italiens) ont quitté le Burundi en pleine crise et dans la précipitation en 1996.

Néanmoins, dès que l'Est burundais est devenu le théâtre de la guerre spécialement à partir de 1996, de nouvelles O.N.G. sont arrivées massivement pour, dit-on, secourir la population en détresse.

Parmi les nombreuses O.N.Gs étant alors intervenues en commune Butaganzwa au cours de la crise, nous nous proposons d'analyser leurs actions au travers deux exemples à savoir l'A.A.B et l' A.C.F Pour conclure sur le chapitre, nous parlerons un peu après succinctement d'autres ONGs.

A. L'Action Aid Burundi

Créée en 1972, l'Action Aid est une O.N.G. britannique. Elle a commencé ses activités au Burundi en 1976.

Arrivée en province Ruyigi en 1988, elle a immédiatement débuté un programme de développement intégré dans deux communes, Bweru et Ruyigi. En 1990, suite aux sollicitations des autorités locales et provinciales, l'A.A.Burundi étendit ses activités à la commune Butaganzwa.

Comme toute O.N.G., la mission première d'A.A.Burundi consiste à apporter de l'aide aux familles les plus pauvres de Ruyigi. Pour ce faire, elle insiste sur la participation active des communautés de base aussi bien dans la phase d'identification des projets que dans celle de leur exécution. Ceux-ci touchent habituellement l'agriculture, l'élevage, l'eau potable, l'éducation, la santé,...

Ainsi, dès son arrivée en commune Butaganzwa, l'A.A.B s'est lancée dans quatre orientations en faveur de la population, comme elle le faisait dans les communes de Ruyigi et de Bweru.

Dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, elle distribuait des semences sélectionnées et des engrais et elle élevait des poules, lapins et chèvres pour la démonstration. En plus elle recourait à l'attraction animale et diffusait des géniteurs de race Sahiwal. En matière de vulgarisation, l'A.A.Burundi ne recourait pas au moniteur agricole qui, au lieu de se considérer comme encadreur de la population se voit plutôt fonctionnaire parmi celle-ci. En revanche, et c'est ce qu'elle fait jusqu'à présent, elle a opté pour la formation des agriculteurs, « paysans de contact » qui sont ouverts aux techniques modernes de production .

D'autres secteurs d'intervention étaient l'aménagement des sources en eau potable et la mise en place des adductions d'eau, la construction des écoles primaires et des centres de santé qui faisaient cruellement défaut et l'alphabétisation des adultes .

Peu à peu, le secteur agro-pastoral a attiré de moins en moins l'attention des responsables de l'O.N.G. au profit des autres orientations car, d'autres O.N.G. ou projets para-étatiques s'y intéressaient beaucoup. Ce sont comme l'ancien P.P.E.I, la D.P.A.E et autres.

Toutefois, pendant la crise que traverse notre pays, l'AA Burundi a été obligée de grossir et de changer son programme afin de répondre efficacement aux multiples préoccupations du moment, de la population. Désormais, les activités qu'elle devrait mener sont le reflet de la crise : la réhabilitation des habitations des sinistrés, la diffusion de l'eau potable et l'assainissement, le renforcement des capacités institutionnelles, la contribution à l'éducation à la paix, la participation dans la lutte contre le VIH/SIDA.

Notons que la mise en place de nouvelles infrastructures sociales (écoles et centres de santé) devrait être remplacée par la réhabilitation de beaucoup d'entre elles.

1. La réhabilitation des logements et des infrastructures sociales

La réhabilitation et la reconstruction des maisons d'habitation en commune de Butaganzwa se sont effectuées en quatre phases : la première en 1996 – 1997, la deuxième en 1998, la troisième en 1999 et la quatrième s'étendant sur les années 2002 et 2003. Jusqu'en juin 2003, on pouvait compter en tout 1300 maisons réhabilitées ou reconstruites.

Concernant la réhabilitation des infrastructures sociales, il est à remarquer que, sauf l'école primaire de Gikwiye, toutes les écoles ainsi que le centre de santé de Biyogwa que la crise avait abîmés, ont été réhabilités par l'A.A Burundi. Avec la poursuite de la guerre, il est décourageant de trouver que certaines de ces infrastructures ont été endommagées de nouveau.

Le bilan des réalisations de l'O.N.G. dans ladite réhabilitation se fait remarquer à travers la figure de la page suivante.

Sur cette figure où domine la réhabilitation des maisons, nous remarquons que seules cinq collines n'avaient pas encore connu une reconstruction de maisons. Il s'agit des collines Titi, Gakonko, Nyankende, Kirambi et Itaba.

D'un autre côté, l'on doit savoir que toutes les maisons détruites n'avaient pas encore fait l'objet de reconstruction car leur identification était en cours en juillet 2003. En outre, il existe en commune Butaganzwa, pas mal de maisons, appartenant aux exilés, détruites après qu'elles ont manqué un entretien. Les autres maisons qui n'ont pas été réhabilitées ou reconstruites sont celles qui appartiennent aux familles ayant été presque entièrement décimées car il n'y a plus personne pour demander cette reconstruction ; ou encore les rescapés ont presque abandonné leur colline de naissance et ont préféré aller vivre ailleurs, surtout dans les centres urbains.

Dans cette reconstruction, l'A.A joue un très grand rôle. En effet, le sinistré fabrique les briques adobes et élève les murs. Quant à l'O.N.G., elle offre gratuitement des tôles, des clous de bois et de tôles, des fers à béton, les portes et les fenêtres. Parfois, l'administration donnait des perches que l'A.A.Burundi se chargeait d'apporter. Ce qui suit est un exemple :

Tableau n° 30 : La 4ème phase de distribution de matériaux de construction par l'A.A.Burundi (2002).

Zone	Colline	Tôles	Clous ordinaires (kg)	Clous de tôles (kg)	Fer à béton	Portes	Fenêtres
Biyorwa	Mihama	61	12	12	3	6	12
	Burenza	45	8	8	2	4	8
Muriza	Gasasa	120	20	20	5	10	20
	Nyaburondwe	137	20	20	5	10	20
	Nyarurambi	131	28	28	7	14	28
	Kiyabu	250	40	40	10	20	40
Rugongo	Kizigama	373	52	52	13	26	52
	Maramvya	130	20	20	5	10	20
Total		**1247**	**200**	**200**	**50**	**100**	**200**

Source A.A.B à Ruyigi : Equipe Butaganzwa, RA 2002.

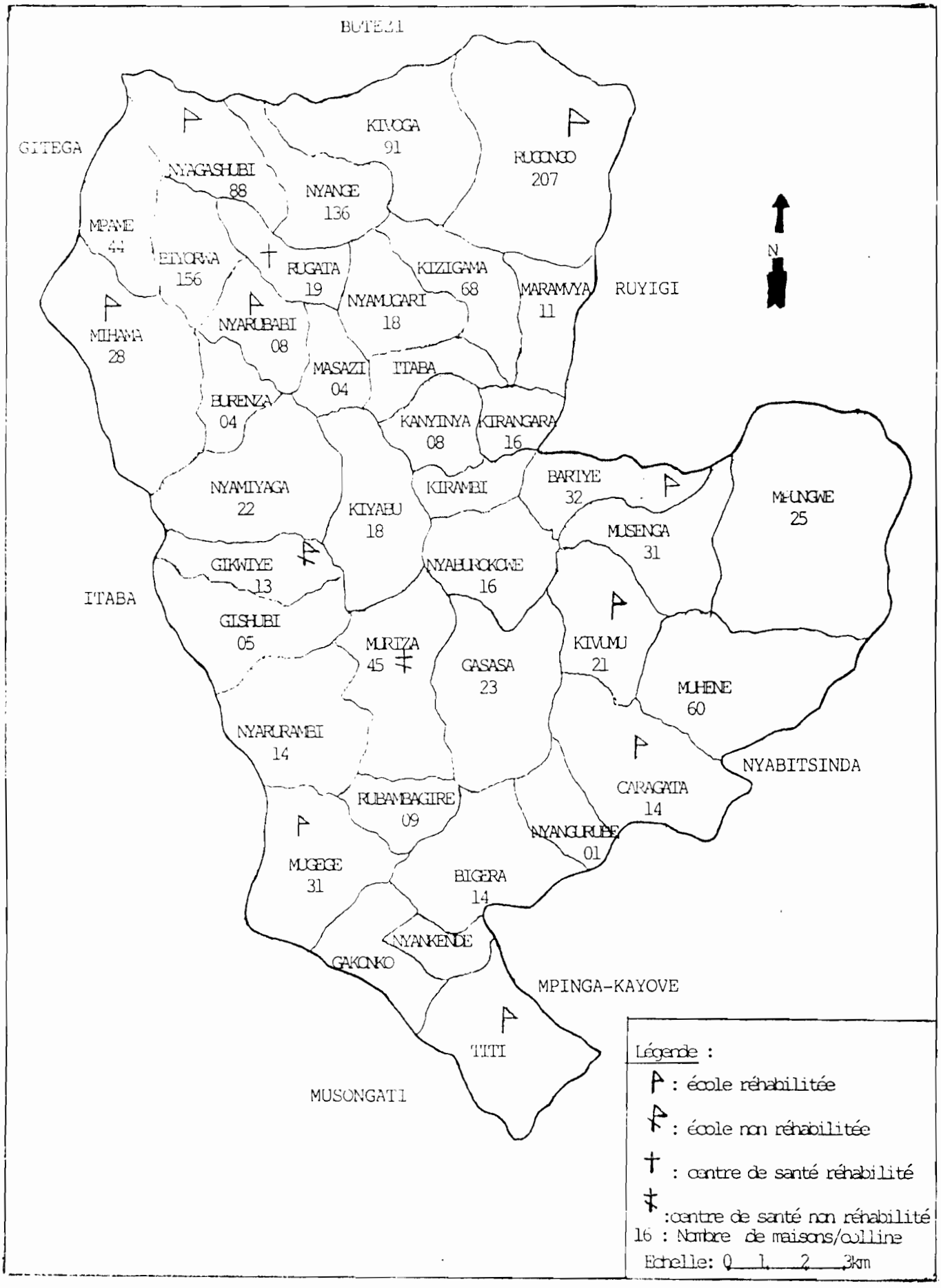


Figure 28 : Logements et infrastructures réhabilités par l'A.A.B à BUTAGANZWA,1996-2003
Source : Nos recherches auprès de l'A.A.B.

2. Eau et assainissement

Depuis que l'A.A.B est connue en commune Butaganzwa en 1990, le souci de fournir de l'eau potable à la population a été le sien. Celle-ci manquait d'une façon alarmante dans cette commune en particulier avant l'ère des O.N.G..

Dans toute sa zone d'intervention, l'O.N.G. s'était fixé une centaine de sources à aménager par an et une adduction d'eau tous les 500 m.

Comme on n'avait pas encore répondu à la satisfaction de toute la population en matière hydrique, l'aménagement des sources et les adductions d'eau devaient continuer pendant la crise. L'action était plus que nécessaire, tenant compte que les conditions de vie de la population étaient devenues plus que précaires avec la crise.

Ainsi, à titre d'exemple, de 1997 à 2002, 229 nouvelles sources d'eau ont vu le jour en commune Butaganzwa et lors de notre travail de terrain de juillet 2003, nous avons été informé que 62 autres allaient être construites au cours de la deuxième moitié de l'année 2003 ; l'identification des sites avait été déjà terminée. Comme il ne nous a pas été facile de trouver la répartition des sources déjà aménagées, nous ne pouvons que montrer leur mise en place selon les années

Tableau n° 31 : Les sources d'eau de Butaganzwa, aménagées par l'A.A.B de 1997 à 2002.

Années	1997	1998	1999	2000-2002	Total
Nbre de sources	20	42	97	70	229

Source : A.A.B à Ruyigi, les Archives sur Butaganzwa.

Pour les adductions d'eau, entre 1997 et 1998, l'A.A.B en a construit deux : l'une à Gakonko et une autre à Muriza. Elle a aussi réhabilité celle de Biyorwa.

Quant à l'assainissement, les agents de l'A.A.B en contact permanent avec la population sont jusqu'à présent invités à expliquer à cette dernière comment faire l'entretien et la propreté autour des sources d'eau, comment conserver l'eau à la maison. Profitant donc des séances d'explications, les mêmes agents n'ont jamais cessé de rappeler à la masse paysanne de la commune Butaganzwa que la propreté de l'eau doit aller de pair avec celle des aliments et des vêtements.

3. Les projets générateurs de revenus

Tout au long de la crise, l'A.A.B a appuyé dans leurs actions d'auto-développement des groupements voire des ménages qui auraient accepté son encadrement. Les activités agro-pastorales dont l'appui de l'A.A.B avaient diminué d'ampleur depuis bien longtemps, ont revu le secours de cette O.N.G. à partir de 1996. Après 2000, ces groupements et ménages ont ainsi été appuyés pour avoir des crédits au sein de la COOPEC. L'A.A.B y avait en effet déposé un fonds de garantie. Avec le remboursement, les groupements à venir en profiteraient aussi. Jusqu'au 31 décembre 2002, l'A.A.B suivait et encadrait pas moins de 40 groupements en commune Butaganzwa.

En appuyant ces groupements de production, l'A.A.B ne visait pas seulement les revenus mais également, elle cherchait à amener les gens à travailler ensemble dans un esprit de réconciliation, à les habituer à la gestion du bien commun et quant aux femmes spécialement, on cherchait à les accoutumer à s'impliquer davantage dans la prise de décision. Comme le montre la figure, les 40 groupements se retrouvaient sur 22 collines de recensement parmi les trente- neuf.

4. Contribution de l'A.A.B dans la recherche de la paix

a)Education pour la paix.

Depuis les années 1997 – 1998, l'A.A.B participait activement dans l'éducation pour la paix dans les écoles primaires. L'aspect visé dans ce travail était la responsabilisation de l'autorité éducative au niveau de la province en commençant par les enseignants pour ce qui est de la recherche de la paix. De plus, on recherchait à accroître chez les enseignants du primaire la capacité de pouvoir influencer les enfants en faveur du respect mutuel, de la confiance interethnique et de la prévention de conflits. Le programme en soit revenait à l'inspection provinciale des écoles primaires et l'A.A.B ne faisait qu'apporter son appui surtout financier et matériel. Le plan d'action était annuelle et l'on devait l'approuver au préalable avant de l'appliquer.

D'autre part, une formation sur le traumatisme était donnée aux enseignants afin qu'ils sachent traiter des cas qui pouvaient surgir dans leur classe. La même formation était dispensée chaque fois que de besoin aux comités de parents de la direction provinciale de l'enseignement de Ruyigi. En 2003 par exemple, ce sont les comités du Kumoso qui étaient concernés, particulièrement parce que les conditions de sécurité s'étaient rétablies.

Tableau n° 32 : Représentants de parents du Kumoso formés en 2003 par l'A.A.B sur le traumatisme.

Canton	Gisuru	Kinyinya	Nyabitsinda	**Total**
Nombre	58	55	60	**173**

Source : A..A.B à Ruyigi : Archives sur les communes du Kumoso.

Etant informés des nombreux conflits fonciers consécutifs à la crise en province Ruyigi, l'A.A.B a songé à chercher à améliorer leur règlement. Pour y parvenir, elle a opté pour la formation des « Bashingantahe » sur le code foncier. A titre d'exemple, à raison de 60 par commune, 420 « Bashingantahe » ont été formés pendant l'année 2003. Les mêmes leaders communautaires ont reçu au cours de la même année une formation sur les droits de l'homme mais cette fois en prenant deux par colline de recensement pour toute la province

b) La recherche de la paix au moyen des activités sportives et culturelles.

Les activités sportives et culturelles en faveur de la paix et la réconciliation se basaient sur la conviction selon laquelle le fait d'amener les jeunes et les adultes de différentes collines et différentes origines ethniques ensemble conduit probablement à la normalisation des relations et réduit le risque d'un conflit ultérieur. En outre, cela était considéré comme un pas pour lier culture et développement étant donné que les activités culturelles avaient traditionnellement véhiculé des messages de sagesse.

Tableau n°33 :Quarante groupements de Butaganzwa appuyés par l'AAB entre 1996 et 2003

Collines	Nombre de groupements
Kizigama	4
Maramvya	3
Rugongo	2
Kirangara	1
Nyamugari	1
Rugata	2
Nyarubabi	2
Masazi	1
Gakonko	2
Bigera	6
Nyankende	1
Mpungwe	1
Kivumu	2
Rubambagire	2
Musenga	1
Mugege	1
Titi	1
Nyarurambi	1
Kirambi	1
Muriza	2
Gasasa	2
Nyaburondwe	1
Total	**40**

Source : Action Aid Burundi à Ruyigi, Equipe de Butaganzwa., Rapport annuel 2002

S'y référant, l'administration provinciale a organisé depuis quelques années de crise des festivals grâce à l'appui financier de l'A.A.B et on a célébré le 4ème du 26 au 28 décembre 2003, sous le thème : « **Le renforcement de la paix et de la sécurité à travers le sport et la culture** ». Le but était de créer un cadre dans lequel la population devait être nourrie d'espoir et participer elle-même au rétablissement de l'ordre social. Concrètement on cherchait à revaloriser la culture nationale, à inculquer aux jeunes les idéaux de paix pour un développement harmonieux, à favoriser la réconciliation, l'acceptation mutuelle, la tolérance, la cohabitation pacifique et la participation à la lutte contre le VIH/SIDA.

Toutes les communes étaient conviées à ce quatrième festival de la jeunesse. Les compétitions avaient commencé au niveau des secteurs et zones, puis au niveau des communes pour se terminer au chef-lieu de la province Ruyigi à la date susmentionnée.

Comme le thème le révèle sans ambiguïté, ce sont les activités culturelles et sportives qui ont fait l'objet de compétition au cours du festival. Tandis que les activités culturelles ne se limitaient qu'aux danses et chansons des jeunes ruraux, les activités sportives étaient nombreuses. Le classement des sept communes de la province Ruyigi pour chacune des activités et disciplines est rapporté dans le tableau ci-dessous :

Tableau n° 34 Classement des 7 communes de Ruyigi au quatrième festival.

Commune	Activités culturelles	Activités sportives exécutées								
		Fb.M	Fb.F	C.M	C.F	10000m M	5000m M	5000m F	1500m M	1500m F
Butaganzwa	5ème	-	1ère	1ère	-	5ème	1ère	2ème	5ème	-
Butezi	4ème	2ème	-	3ème	-	3ème	-	-	4ème	1ère
Bweru	1ère	-	-	4ème	-	4ème	4ème	3ème	6ème	2ème
Gisuru	2ème	-	-	-	2ème	-	-	-	-	-
Kinyinya	7ème	1ère	2ème	5ème	1ère	-	3 ème	-	1ère	-
Nyabitsinda	6ème	-	-	2ème	-	2 ème	2 ème	-	2 ème	-
Ruyigi	3ème	-	-	6ème	-	1ère	5 ème	1ère	3 ème	-

Source . Nos recherches auprès de l'A.A.B à Ruyigi

Outre ces activités préparées et présentées par les communes de Ruyigi, quelques numéros venus d'ailleurs ou non ont été aussi présentés pour rendre plus agréable le festival. Il s'agissait notamment d'un groupe d'« Intore » très naissant en province Ruyigi, d'un groupe des tambourinaires venu d'Itaba (Gitega) d'un groupe venu de Gitega, manipulant des instruments modernes. En plus, il ya eu une projection des films sur le VIH/SIDA par le projet Jeunesse du « Search for Common Ground » de Ruyigi et une équipe des Karateka de Gitega venue renforcer celle du Buyogoma (Ruyigi – centre).

5. Autres actions de recomposition de l'A.A.B en commune Butaganzwa.

A part les actions que nous venons de détailler, l'A.A.B a toujours mené en faveur de la population de Butaganzwa beaucoup d'autres actions pendant la crise et des fois, elles pouvaient varier avec les circonstances du moment. Telles sont comme l'aide d'urgence, l'alphabétisation des adultes, la sensibilisation pour la bonne gouvernance, etc. De toutes ces dernières, voyons les efforts déployés par l'O.N.G. en ce qui concerne la sensibilisation pour la lutte contre le SIDA.

En matière de lutte contre le VIH/SIDA, l'Action Aid aimerait travailler avec d'autres intervenants potentiels dans ce domaine, pour influencer l'orientation de lutte contre le fléau du SIDA. L'objectif principal est d'augmenter les connaissances sur ce mal planétaire au sein des communautés.

Pour faire parvenir les informations le plus loin possible, il existe déjà un journal « EJO » qui atteint facilement toutes les communes et collines de la province Ruyigi, avec ses 20000exemplaires par mois. En effet, les articles rédigés en Kirundi par des éléments de la population, sont rassemblés et dactylographiés enfin par des agents de l'A.A.B ayant reçu une formation journalistique. Le journal constitué, il est alors diffusé sur toutes les collines par le biais des administratifs à la base.

Le journal n'étant pas entièrement consacré pour la lutte contre le VIH/SIDA, on y trouve aussi des articles parlant des activités de développement, de la sécurité ou d'autres informations. En plus de beaucoup d'articles sensibilisant la population pour la lutte contre cet ennemi de l'Humanité en question, des posters de même objectif sont émis à partir des idées venant également de la population. Ceux-ci sont distribués à raison de 150 posters par mois. Comme pour le journal « EJO », des intensifications de distribution sont observées surtout en cas d'un événement important comme la Journée Internationale de lutte contre le SIDA Voyons des exemples

Tableau n° 35: Exemples d'articles de « EJO » et de posters pour la lutte contre le SIDA.

Titre du journal ou du poster	Identification	Provenance
1. " Emwe! Muragabe SIDA yo ntiyicaye "	« EJO » n° 102 p. 3	Habitant de Gisuru
2." Mbega Abanyaruhwago barazi ico ari co SIDA?"	« EJO » n° 102 p. 4	Habitant de la commune Ruyigi
3. "Duhagurukire urugamba rwo kurwanya SIDA"	Poster n° 68 de février 2002	Habitant de la commune Bweru
4. "Turemeshe abarwayi ba SIDA"	Poster n° 79 de mars 2002	Un élève du Co.Co Kayongozi
5. "Tutumvise akamo n'impanuro. tuzotikizwa n'ikiza Sida"	« EJO » n° 102 p. 7	Habitant de la commune Butaganzwa
6. "SIDA ni intambara inu zindi. Murahagabira"	« EJO » n° 102 p. 5	2 Habitants de la commune Giharo (Rutana)[1]
7. " SIDA ni ikiza. akaranda. bibangamiye amakungu yose "	Poster n° 77 de janvier 2003	Club « STOP SIDA » au Lycée Rusengo

Source : Nos recherches auprès de l'A.A.B, Service d'information.

Tout compte fait, en sensibilisant la population, l'A.A.B espère observer chez cette dernière, un changement de comportement, une meilleure prévention de l'infection par le VIH et une meilleure prise en charge communautaire des personnes déjà affectées ou infectées.

Mis à part la diffusion des connaissances par le journal et les posters, d'autres réalisations en matière de lutte contre ledit fléau sont faites en faveur de la population par l'A.A.Burundi. En commune de Butaganzwa par exemple, celle-ci a formé 52 membres ou leaders des organisations communautaires dont 18 femmes sur les généralités relatives au VIH/SIDA ; c'était au cours de l'année 2002. A cette formation, ajoutons un appui financier dont bénéficient deux clubs de la commune. Ce sont les clubs « STOP SIDA » du Collège Communal de Butaganzwa et de certains fonctionnaires du chef – lieu de la commune.

B. Action contre la faim (A.C.F)

L'ACF est une organisation non gouvernementale, privée, apolitique, non-confessionnelle, non-lucrative ; elle a été créée en France en 1979 pour intervenir dans le monde entier.

Sa vocation est de sauver des vies humaines en luttant contre la faim, la misère physiologique, les situations de détresse qui menacent de mort des hommes, des femmes et des enfants sans défense. Ainsi l'ACF intervient en cas de crise grave d'origine naturelle ou humaine menaçant la sécurité alimentaire ou provoquant une situation de famine, en cas de déstructuration du tissu social due à des raisons intérieures ou extérieures, plaçant certaines populations dans une situation d'extrême vulnérabilité ou là où l'assistance humanitaire est l'affaire de survie.

L'action de l'Association se situe alors soit pendant la crise elle-même (intervention d'urgence) soit après (programme de réhabilitation et de relance). Elle peut aussi intervenir dans la prévention des risques. Tous les programmes de l'ACF ont pour finalité de permettre à

[1] Depuis quelques années, l'A.A.B opère aussi en province Rutana comme en province Karuzi.

leurs bénéficiaires de recouvrer le plus vite possible leur autonomie et les moyens de vivre sans dépendre d'une assistance extérieure.

Au Burundi, l'ACF opère dans six provinces dont quatre servent de base : Ruyigi pour la province Ruyigi, Kayanza pour les provinces de Kayanza et de Ngozi, Muramvya pour les provinces de Muramvya et Mwaro et Bubanza pour la province de Bubanza. Ces quatre bases dépendent à leur tour d'une coordination basée à Bujumbura.

En province Ruyigi, les activités de l'Association ont débuté en mars 2002, dans les quatre communes du Buyogoma : Butaganzwa, Butezi, Bweru et Ruyigi, lesquelles communes ont été prises pour « pilotes ». Vu l'ampleur de la guerre qui sévissait dans la région et ses multiples effets néfastes, l'intervention de l'ACF, à condition qu'elle soit réellement bien menée, était venue à point nommé. Dès lors, les activités de l'ACF dont bénéficient les gens du Buyogoma poursuivent deux objectifs : traiter et prévenir la malnutrition pour la réduction de la mortalité. Pour ce, deux programmes sont mis au profit à savoir le programme de la nutrition et celui de la sécurité alimentaire.

On recourt à la nutrition pour remédier à la malnutrition et quant à la sécurité alimentaire, les agents de l'ACF rencontrent la population sur les collines pour leur apprendre comment augmenter et diversifier la production agricole et pastorale afin de prévenir la faim et la malnutrition. On organise alors cette population dans des groupements d'agriculteurs – éleveurs.

1. La lutte contre la malnutrition et ses effets

Selon la gravité de la malnutrition, la nutrition nécessaire pour y remédier se passe dans deux centres d'importance différente. En cas de malnutrition sévère qui se manifeste par des oedèmes[1] nutritionnels, la victime est amenée au centre nutritionnel thérapeutique de Ruyigi (près de l'Hôpital) où les malades sont suivis régulièrement du point de vue nutritionnelle et médicale. C'est-à-dire que les malades y reçoivent une alimentation à base du lait thérapeutique pour le traitement diététique de cette malnutrition. Ils subissent en plus un traitement des pathologies associées à la malnutrition comme le paludisme. S'agissant de la malnutrition modérée, le traitement a lieu dans des centres de nutrition supplémentaires qui sont en fait confondus aux centres de santé. Cela dit, la commune de Butaganzwa en a deux : le centre nutritionnel supplémentaire (CNS) de Muriza et celui de Biyorwa.

Venant de Ruyigi (centre), ces CNS sont au moins visités par les agents de l'ACF chargés de la lutte contre la malnutrition. Ainsi, aux enfants âgés de six mois à 59 mois, aux femmes enceintes de plus de six mois ou allaitantes présentant des signes de malnutrition autres que les oedèmes, on donne une ration sèche équilibrée composée de farine de maïs et de soja, pour compléter les repas reçus en famille.
D'autres bénéficiaires de cette alimentation supplémentaire sont ceux qui sortent fraîchement du CNT.

Puisque la malnutrition prédispose toujours le corps d'une victime à beaucoup d'autres maladies, les malades sont soumis à un traitement systématique. A titre d'exemple, on administre le vermox contre les vers intestinaux, la vitamine A contre certaines infections et

[1] Il existe plus d'une pathologie médicale dont les oedèmes font partie des symptômes : la cardiopathie, la néphropathie, etc.

les acides foliques pour prévenir l'anémie chez les malnutris. Voyons le cas de Butaganzwa durant l'année 2003 à travers les tableaux suivants :

Avec le tableau n° 36, nous constatons que la commune est divisée en deux zones d'influence. Le CNS de Muriza rassemble les victimes de la sous-alimentation des zones de Muriza et de Mugege qui forment le Sud de la commune tandis que le CNS de Biyorwa regroupe celles du Nord, c'est-à-dire des zones de Biyorwa et de Rugongo.

Néanmoins, il est à remarquer que ces zones d'influence dépassent les frontières communales. Pour les deux CNS, les non ressortissants de Butaganzwa viennent des collines voisines, des communes de Musongati (Rutana), de Ruyigi, d'Itaba et de Gitega de la province Gitega et de Nyabitsinda de la région traditionnelle de Moso. Tout malade se rend en effet au CNS qui lui semble plus proche.

Par ailleurs, l'on doit bien savoir que par rapport aux enfants, peu de femmes se font traiter(62 contre 618) dans les deux CNS. Selon un agent de l'ACF du secteur nutritionnel, cela ne signifie pas qu'elles sont moins atteintes par la malnutrition que les enfants mais plutôt, c'est parce que rares sont celles qui se font dépister.

Partant, si toutes les victimes de la sous alimentation de la commune se présentaient au niveau des CNS, le nombre des traités au cours de l'année 2003 serait de loin supérieur à sept cents, nombre donné par les registres. En effet, les malades de certaines collines se font traiter dans les CNS de Bisinde et de Ruyigi de la commune Ruyigi qui leur sont proches. Au fait, le tableau n°36 montre les collines de Bartye et de Maramvya situées à la périphérie Est de la commune, qui ne connaissent aucun représentant dans les registres de suivi rencontrés dans les CNS de Muriza et de Biyorwa.

Tableau n°36:Les malnutris de Butaganzwa traités par l'A.C.F en 2003.

C NS	Colline	Enfants de 6 à 59 mois	Femmes enceintes	Total
Muriza	Gasasa	26	3	29
	Kiyabu	51	4	55
	Kirambi	23	3	26
	Kivumu	15	2	17
	Caragata	23	1	24
	Nyarurambi	22	4	26
	Muriza	50	4	54
	Nyaburondwe	37	3	40
	Gishubi	24	4	28
	Bigera	10	1	11
	Gikwiye	22	4	26
	Gakonko	8	0	8
	Nyangurube	7	0	7
	Mugege	6	2	8
	Kanyinya	12	2	14
	Kirangara	7	0	7
	Nyankende	7	1	8
	Musenga	4	1	5
	Mpungwe	3	0	3
	Muhene	9	0	9
	Nyamiyaga	18	2	20
	Rubambagire	6	1	7
	Titi	1	0	1
	Ailleurs	18	0	18
Biyogwa	Rugata	15	12	27
	Murenza	17	0	17
	Mpame	13	0	13
	Biyorwa	45	7	52
	Kovoga	3	0	3
	Nyamugari	6	1	7
	Nyarubabi	12	3	15
	Mihama	29	4	33
	Nyange	23	7	30
	Masazi	9	2	11
	Rugongo	9	2	11
	Kizigama	3	0	3
	Nyagashubi	8	1	9
	Itaba	8	1	9
	Ailleurs	9	0	9
-	Bartye	0	0	0
	Maramvya	0	0	0
TOTAL		**618**	**82**	**700**

Source : Nos recherches auprès de l'A.C.F.

Parmi les bénéficiaires de ces CNS, 221 venaient de quitter le CNT de Ruyigi.

Tableau n° 37 : Victimes de la malnutrition de Butaganzwa sorties du CNT en 2003.

Mois	Le CNS poursuivant le traitement		Total
	Biyorwa	Muriza	
Janvier	28	8	36
Février	11	8	19
Mars	11	17	28
Avril	5	1	6
Mai	3	7	10
Juin	9	9	18
Juillet	15	6	21
Août	1	8	9
Septembre	12	13	25
Octobre	9	12	21
Novembre	10	4	14
Décembre	8	6	14
Total	**122**	**99**	**221**

Source : Nos recherches auprès de l'A.C.F/Ruyigi(Siège)

2. La lutte contre la faim par la mobilisation de la population pour la recherche de la sécurité alimentaire.

Avec ce deuxième programme, l'ACF apprend à la population comment s'alimenter à partir des techniques agricoles et d'élevage appuyées par l'éducation pour la santé, en passant par l'alimentation équilibrée. Une bonne gestion des récoltes est aussi enseignée.

Pour la technique, les agronomes de l'ACF conscientisent la population de Butaganzwa (comme celle des autres communes de la province Ruyigi) pour une fertilisation soutenue des sols ; on tient compte de la stérilité générale de ces derniers dans tout le Buyogoma. En outre, la sensibilisation concerne l'usage des produits phyto-sanitaires.

Pour être plus efficace, l'ACF encadre des groupements menant des activités agro-pastorales qui doivent servir de modèle au reste de la population. Un groupement bénéficiant de l'appui et de l'encadrement de l'ACF doit être composé de 20 à 30 membres sans aucune autre assistance et capable de disponibiliser une exploitation composée de terroirs de marais et de colline. D'autres critères de référence peuvent être l'insuffisance de fonds, être un groupe de sinistrés ou comprenant des membres dont les familles ont connu des malnutris que l'ACF aurait traités.

Tout groupement doit s'engager à respecter un accord qui le lie à l'Association, réglementant la gestion du groupement et le remboursement des crédits(Cf. Annexe III). En effet, l'ACF distribue des semences-crédit de haricot, de soja, de légumes, de pommes de terre et le remboursement se fait à 75%, en nature ou en argent . Elle fournit également des engrais chimiques à crédit et le remboursement se fait aussi à 75% en argent .D'autres interventions de l'Association consistent à louer au groupement une parcelle que négocient d'abord les membres, à encadrer le groupement par le biais des passages d'un agronome et/ou d'un vétérinaire ,à disponibiliser des statuts régissant le groupement ainsi qu'un accord de coopération qui sert de liaison entre les deux partenaires.

De plus, l'ACF distribue du matériel de travail tels que des houes, des machettes, des pelles, des arrosoirs, etc. Pour éviter des vols et des détournements éventuels elle peut se

charger de la conservation des récoltes et de l'ouverture d'un compte pour le groupement. On parlera plus ou moins en détail des groupements sous l'encadrement de l'Association au chapitre III^{ème}.

Concernant les distributions en commune de Butaganzwa, prenons le cas qui a touché trois groupements pour les saisons culturales B et C 2003. Ces groupements sont celui de Rugongo et ceux dits Biyorwa I et II de la colline Biyorwa .Pour la saison B, ils ont reçu respectivement 35 kg de haricots, 10,5 kg et 24,5 kg et pour la saison C, ils ont eu encore respectivement 30 sachets, 33 sachets et 36 sachets contenant des semences de tomates, de choux, d'aubergines, d'amarantes, des oignons et des carottes.

Pendant la même saison, Biyorwa I et II ont reçu respectivement 70 kg de semences de pommes de terre accompagnés de 6,5 kg d'engrais et 74 kg accompagnés de 9 kg d'engrais chimique.
Et pour ce qui est du matériel, à chaque groupement, l'ACF donne une houe à chaque membre, 4 à 5 machettes, 2 à 4 pelles et 5 à 8 arrosoirs.

Quant à l'élevage uniquement, des ménages bien ciblés reçoivent de l'ACF des chèvres à crédit, à raison de deux pour trois ménages ; le troisième devant attendre un chevreau ou sa mère. C'est ce qu'on appelle le « crédit rotatif ». Un vétérinaire de l'ACF assure un suivi sous rendez-vous.

Jusqu'en juillet 2003, on pouvait comptait en commune Butaganzwa, 22 groupements agricoles encadrés par l'ACF. Le remboursement global des crédits était estimé à 75%. A cette même date, 157 chèvres avaient été déjà distribuées dans toute la commune suivant cette répartition zonale : 41 pour Rugongo, 40 pour Biyorwa, 50 pour Muriza et 26 pour Mugege. Remarquons qu'à un certain moment, chacune des 39 collines de recensement comptait au moins quatre chèvres données par l'ACF.

L'autre aspect du domaine de la recherche de la sécurité alimentaire consiste en l'animation communautaire. Principalement, les membres des groupements sont rassemblés dans des séances d'éducation pour la santé. Ainsi, les agents de l'ACF mènent la sensibilisation pour l'hygiène et l'assainissement dans les ménages, pour la lutte contre le SIDA et les MST ainsi que contre les maladies d'insuffisance hygiénique. De plus, on y enseigne la santé reproductive et on y fait des démonstrations culinaires où on montre par exemple, la transformation des produits de récolte ou d'élevage comme l'arachide ou le soja en « lait ». De toutes ces démonstrations, on vise toujours l'équilibre alimentaire.

D'une façon générale, dans toutes ces actions d'encadrement des groupements, l'ACF cherche à faire habituer les gens aux activités d'auto-promotion, afin qu'ils puissent continuer seuls, après l'expiration de l'ONG. Pour la nutrition que l'Association fait en collaboration avec les agents du secteur sanitaire, elle vise qu'un jour l'action soit intégrée dans les services se déroulant à l'hôpital surtout que, même après la guerre, des cas de malnutrition ne manqueront pas.

C. Les autres O.N.Gs

Depuis l'éclatement de la crise et plus particulièrement dès 1996, beaucoup d'ONG ont afflué vers l'Est du pays pour venir en aide à la population sinistrée. Dans les années 2000 – 2001, on en comptait dans la seule province de Ruyigi plus d'une quinzaine, dont la plupart menaient presque les mêmes activités que celles dont nous venons de parler avec les deux organisations. A un certain moment d'ailleurs, l'on devrait craindre un chevauchement probable. A ce titre, jetons un coup d'œil sur les activités de huit autres ONGs que les gens de Ruyigi ont connu plus ou moins durablement.

Tableau n° 38 : Autres ONGs et leurs activités à Ruyigi, de 2000 à 2001.

O.N.Gs	Activités
1. Association Française des Volontaires du Progrès (A.F.V.P)	Réhabilitation des infrastructures.
2. Comité International de la Croix Rouge (C.I.C.R)	Activités sanitaires, eau et assainissement, assistance aux enfants non accompagnés ou séparés.
3. Cathilic Relief Services (C.R.S)	Information sur le VIH/SIDA, distribution des non-vivres, contribution à la recherche de la paix et la réconciliation.
4. Christian Aid (C.A)	Agriculture, distribution des non-vivres
5. Oxford Commitee for Famine Relief (Oxfam Québec)	Accueil des rapatriés, assistance aux enfants non accompagnés ou séparés
6. Oxfam Grande Brétagne	Eau et assainissement
7. Terre des Hommes (T.D.H)	Assistance aux enfants non accompagnés ou séparés.
8. Jeunesse en Reconstruction du Monde en Destruction (J.R.M.D)	Contribution à la recherches de la paix et la réconciliation, réhabilitation ou la reconstruction de l'habitat.

Source : M.R.R.D.R

Malgré cette multiplicité d'O.N.G, force est de constater que les gens de la région traditionnelle du Buyogoma n'ont pas fait de progrès dans le sens du développement que ces O.N.G semblent prôner. Au contraire, on le voit très bien avec la commune de Butaganzwa, le recul connu suite à la crise est loin d'être comblé, à moins que la hache de la guerre soit définitivement enterrée ; ce qui permettrait de repartir de nouvelles bases. Globalement, l'on peut dire seulement que les O.N.G en commune de Butaganzwa n'apportaient que des palliatifs aux difficultés de la population, au cours de la crise.

CHAP III : UNE O.N.G ET DES ASSOCIATIONS LOCALES

A. Le Bureau de Développement du Diocèse de Ruyigi :ONG locale

Le Bureau de Développement du Diocèse de Ruyigi ou B.D.D.R est un service diocésain mis sur pied dès la fondation du Diocèse Ruyigi en 1973.

Dès sa création, le B.D.D.R vise la promotion d'un développement communautaire et durable dans une optique chrétienne pour promouvoir intégralement tout homme. Il identifie et étudie aussi tous les problèmes d'ordre culturel, sanitaire, social, économique en vue d'y apporter des solutions appropriées de priorité.

Par ailleurs, le bureau suscite, organise, dirige et soutien toute action et/ou tout projet ou programme de promotion individuelle ou collective dans tous les domaines de

développement social et économique dans le Diocèse de Ruyigi. En outre, il a toujours mené des actions charitables en faveur des pauvres ou toute autre personne en difficultés sans distinction de race, de sexe, d'idéologie ou de religion.

Pour réaliser son programme ambitieux, le B.D.D.R compte sur un partenariat dynamique et effectif constitué par des organisations bienfaisantes (qu'elles soient étrangères ou nationales), ses agents et même par la population bénéficiaire de ses actions de développement ou d'assistance.

Au départ, il était connu comme un « bureau » composé d'une seule unité permanente, rassemblant les comptes-rendus des réunions trimestrielles d'un comité diocésain de développement. Aujourd'hui, on a une équipe de travail consistante de plus ou moins 15 membres répondant aux demandes émanant des Comités Paroissiaux d'Entraide et de Développement (C.P.E.D) , qui est fonctionnelle. Ces CPED jouent le rôle d'organes–relais entre le B.D.D.R et les personnes bénéficiaires.

Avant la crise, comme une paix relative s'observait dans le pays, le B.D.D.R se préoccupait de la mise en place des infrastructures sociales de base :centres de santé, écoles primaires et secondaires, centres d'alphabétisation, etc

Depuis la crise d'octobre 1993 à nos jours, les préoccupations les plus diversifiées du B.D.D.R. tournent autour de la réhabilitation, la reconstruction des infrastructures sociales et d'assistance aux sinistrés sans logis, l'encadrement socio-sanitaire, l'alphabétisation, la réhabilitation agro-pastorale, la formation-éducation pour la justice, la mobilisation pour la lutte contre le fléau du SIDA, l'assistance aux prisonniers, etc.

Avec l'année 2003, le B.D.D.R. note d'autres préoccupations de l'homme de l'Est du pays. En effet, avec l'avancement du processus de paix, le diocèse nourrissait déjà l'espoir de voir retourner tous les genres de sinistrés sur leur ancienne colline d'origine. En conséquence, une commission ad-hoc devrait être mise sur place pour organiser des activités de préparation d'accueil et de réinsertion de ces déplacés et réfugiés surtout. De surcroît, pour contribuer au retour à la paix, un programme de promotion des Droits de l'espèce humaine, allant de juillet 2002 en juin 2005 devait être disponibilisé pour accompagner la réinsertion et la réinstallation.

1. La part du B.D.D.R. dans la réhabilitation des logements.

Jusqu'en juillet 2003, le B.D.D.R. avait déjà aidé dans la construction de 96 maisons en paroisse Muriza qui s'inscrit dans la commune de Butaganzwa. Pour une grande part de ces maisons, on les trouve sur les collines du Sud de la commune. A cet effet, prenons l'exemple de 48 maisons ayant vu le jour pendant les deux premières phases du projet « Construction de 200 maisons en paroisse de Muriza » qui avaient déjà eu lieu en juillet 2003.

Comme nous le constatons sur le tableau n°39, seule une colline du Nord, Maramvya en zone Rugongo a déjà connu une construction de deux maisons seulement, de la part du B.D.D.R.

Tableau n°39 : Logements construits par le B.D.D.R au Sud de Butaganzwa, 1er Semestre 2003

Zone	Colline	Nbre de maisons
Muriza	Nyaburondwe	5
	Gasasa	7
	Kirambi	1
	Muriza	9
	Nyarurambi	4
	Rubambagire	1
	Gishubi	2
Mugege	Bigera	10
	Mugege	2
	Muhene	5
Rugongo	Maramvya	2
Total		**48**

Source : Nos recherches auprès du BDDR

Dans cette réhabilitation, la contribution du bénéficiaire est la fabrication des briques adobes et son aide lors de l'élévation des murs faite par les maçons payés par le B.D.D.R. Les autres matériaux sont entièrement fournis par cette ONG religieuse à savoir les portes, les fenêtres, les perches, les fer-feuillards, les clous et les tuiles. Les maisons construites sont toutes de même dimension et la quantité de matériaux distribués sont partout égale. Il s'agit de deux portes, quatre fenêtres, cinquante perches, vingt-cinq fer – feuillards, cinq kg de clous et deux mille tuiles par maison.

2. Contribution du B.D.D.R. aux activités agro-pastorales

Conscient des problèmes nouveaux auxquels fait face la population, lesquels problèmes sont dus à la crise, le B.D.D.R contribue au repeuplement du petit bétail notamment en donnant des chèvres. Ainsi, à titre d'exemple, chacun des cinquante premiers bénéficiaires de maison de la période 1999 – 2000, recevait en plus, deux chèvres comme mesure d'accompagnement. En outre, au cours de l'année 2000, 95 chèvres ont été distribuées aux ménages vulnérables, aux catéchistes et aux représentants des chrétiens, dits « ABASERUKIZI » de la paroisse Muriza. Afin d'appuyer la population en difficultés alimentaires, le B.D.D.R participait en donnant des semences surtout de haricots. C'est pour cette raison que 30 tonnes soit 25 kg par ménage, ont été distribués en commune Butaganzwa pour la deuxième saison culturale de l'année 2002. A partir de 2002, l'on a opté pour des semences – crédit et avec la deuxième saison culturale de l'année 2002 toujours, 15 tonnes de haricots ont été fournis à certaines gens de la commune Butaganzwa. Comme auparavant chaque bénéficiaire recevait 25 kg et devrait remettre à la récolte 30 kg. Sachons que les 5 kg de plus sont pour la compensation des frais de transport, de l'acquisition des insecticides (pour la conservation), etc. Au mois de juillet 2003, le Coordinateur des projets au sein du B.D.D.R se réjouissait déjà d'un recouvrement de plus ou moins 60%.

Dans ce système de crédit, selon le même Coordinateur, le souhait au sein du B.D.D.R est de voir le micro-crédit remplacé par la micro-finance jugée la plus complète. En effet, tandis que le donneur du micro-crédit ne faisait pas de suivi auprès du bénéficiaire en se contentant uniquement du produit, un suivi rigoureux est opéré pour la micro-finance, on finance la formation des bénéficiaires et les services sont contrôlés par le promoteur du crédit. C'est-à-dire ici que le B.D.D.R entend disponibiliser ses agents qui doivent rester au contact des bénéficiaires des crédits.

En 2003, après les rebondissements d'insécurité du quatrième trimestre de l'année 2002, pas mal de gens parmi la population de Butaganzwa se trouvaient en besoin des semences. C'est alors que 10 tonnes de haricot ont été remis sous forme de semences-crédits, toujours à raison de 25 kg par ménage. En fait, l'état d'insécurité ne permettait pas le démarrage de la micro-finance.

D'autre part, mettant de coté ces réalisations, notons qu'il existait déjà lors de notre travail de terrain, au sein du B.D.D.R, dans le cadre du projet de relance agricole la prévision de distribution des crédits – semences de pommes de terre, de rejets de bananiers, des plants pour le reboisement et des souches de Tripsacum.

3. Aides d'urgence et autres types d'assistance.

Depuis le début de la crise, le B.D.D.R s'est souvent joint aux autres organisations bienfaitrices pour secourir les personnes sinistrées du Diocèse de Ruyigi. Quand survint subitement au mois d'août 2002 un camp de regroupés d'environ 9000 personnes au chef-lieu de la commune Butaganzwa, il s'est distingué dans l'assistance alimentaire tandis que d'autres organisations ont joué un grand rôle dans l'aide matérielle

Tableau n° 40 : Aides d'urgence par les O.N.Gs dont le B.D.D.R aux regroupés de Muriza en août 2002.

ONG	Aides
B.D.D.R	**49,46** tonnes de haricots, **20,6** tonnes de riz, **3,4** tonnes d'huile de palme et 0,9 tonnes de sel
UNICEF	**2409** couvertures, **24090** savons, **2409** assiettes et **2409** jerricans
ECHO	**2466** couvertures, **2466** pagnes, **24090** savons et **2409** jerricans[1]

Source : B.D.DD.R : les archives

Entre autre type d'assistance menée par le B.D.D.R que l'on peut signaler c'est le secours aux enfants en situation d'extrême vulnérabilité qui figurait sur le plan des prévisions depuis 2002. Pour y arriver, le B.D.D.R conscientisait la communauté de la zone d'intervention à la récupération de ces enfants. En juin 2003, le projet était déjà en cours et les aides en nature ou en argent étaient gérées par un comité soigneusement mis sur pied. Au même moment, on comptait environ 2500 enfants pour tout le Diocèse, dont mille sans familles. Partout où c'est possible, un enfant devra être casé dans une famille l'acceptant. A son tour, celle-ci sera aidée pour l'entretien de l'enfant par le Diocèse

B. Population et associations de Butaganwa.

L'apport de la population de Butaganzwa dans la réhabilitation de divers secteurs déstabilisés ou remis en cause par la crise d'octobre 1993 est d'une grande importance bien qu'il soit fragilisé par la faiblesse des ressources financières.

En effet, chacun de son côté, dans sa vie de tous les jours doit se battre pour pouvoir survivre malgré les effets de la crise, en exploitant sa propriété et/ou en faisant un petit commerce. D'un autre côté, chacun, individuellement doit se disponibiliser pour participer dans les travaux collectifs organisés surtout par l'administration à la base au sein des fameux T.D.C où on porte secours par exemple aux personnes déplacées. De plus, on peut mener des

[1] Le nombre de ménages se situait entre 2400 et 3000

activités de réhabilitation des infrastructures sociales ou encore d'entretien des infrastructures routières ou hydrauliques.

En outre, s'il s'agit de réhabiliter son habitation, le concerné donne sa contribution : fabrication des briques adobes, aide lors de l'élévation des murs et apport des perches si elles sont proches, pour les personnes adultes et valides.

Dans la réhabilitation des activités agro-pastorales et d'auto-développement, la population, nous l'avons vu, s'organise en groupements encadrés par la DPAE ou d'autres intervenants oeuvrant en province Ruyigi et touchant la commune Butaganzwa. Dans ces groupements agro-pastoraux, on essaie d'appliquer les méthodes améliorées d'agriculture et d'élevage et se font dans le sens de servir de modèle au reste de la population. Ainsi, en plus de la lutte contre la faim, on lutte en même temps contre la pauvreté car on en tire aussi des revenus monétaires.

Cependant, pour la grande majorité de la population de la commune Butaganzwa, il est très difficile de pouvoir être efficace vu l'ampleur de la pauvreté. C'est la raison pour laquelle des activités de grande ampleur ne peuvent pas être entreprises individuellement. Ce sont comme la pratique d'un grand commerce, la reprise d'une grande activité artisanale comme la menuiserie, l'entretien d'un élevage important ou l'exploitation de grandes superficies agricoles.

Face à l'impossibilité de cotisations des membres, les associations en commune Butaganwa sont souvent nées alors grâce aux fonds des bienfaiteurs. Ce mouvement associatif n'étant pas du tout nouveau dans notre zone d'étude, nous avons d'abord préféré jeter un regard sur son passé avant d'évoquer les associations de création récente.contribuant dans la recomposition en commune Butaganzwa.

1. Le mouvement associatif avant la crise

Au Burundi, le mouvement associatif date de longtemps et même l'Est burundais en marge de développement depuis des années en connaissait déjà dans les années 1970 – 1980 avec des coopératives d'approvisionnement et dans chaque commune, on en trouvait au moins une.

En commune Butaganzwa par exemple, comme nous le révèle le plan directeur Moso – Buyogoma, il y avait en 1984 deux coopératives : l'une à Burenza et l'autre à Muriza. L'ouvrage ne donne pas beaucoup de détails sur ces dernières comme on le trouve dans les autres communes de la région. Seulement, pour celle de Muriza, on nous apprend qu'elle avait été créée en mars 1982 et comptait 581 membres ; son capital social n'était que de 136000 Fbu.

Hélas, ces coopératives n'étaient pas de l'émanation populaire mais plutôt de la politique des gouvernements d'alors. Sur ce, elles fonctionnaient sous la tutelle de l'Etat. Dominées par des fonctionnaires au service de ce même Etat, il n'y avait rien d'endogénéité et d'autonomie. En conséquence, après quelques années, la plupart des coopératives sont disparues et pour le cas du Buyogoma, on ne signale aucune trace d'une ancienne coopérative. Avec cet échec, les associations à venir étaient privées d'un passé de référence, de modèle.

A l'ère des O.N.Gs, peu qu'elles étaient, des groupements surtout agricoles, ont vu le jour dans le Buyogoma. En commune Butaganzwa, les premiers du genre ont été connus

grâce au CECI. En 1985 en effet, ce projet, après avoir constaté que les techniques poursuivies au centre de démonstration une année durant, n'avaient pas eu une grande efficacité démonstrative dans la mesure où les paysans ne disposaient pas des moyens d'en faire autant, opta pour les groupements. De plus, selon toujours le projet, les activités de formation directement dispensées en milieu rural étaient incontestablement plus valables que la formation qu'on envisageait de mener au centre au profit des paysans stagiaires, qui n'étaient autre qu'une main d'œuvre salariée, constamment relayée dans le souci de dispenser une formation à une plus large clientèle. Cette tactique qu'il fallait mettre de coté, visait à utiliser une main d'œuvre tournante recrutée parmi les paysans.

L'importance des groupements pour le projet était de constituer un cadre idéal en milieu rural, des techniques de cultures expérimentées au centre de démonstration. Puis, ces techniques culturales nouvelles seraient transposées dans les exploitations familiales. Aussi, devons-nous remarquer, il n'y avait pas d'encadreurs agricoles relevant du projet.

Avant la naissance effective du groupement qui devrait être de dix membres au moins, les paysans intéressés s'adressaient d'abord aux responsables du projet. Par la suite, un agent de ce dernier était envoyé pour animer des réunions de prise de contact, de choix de terrain à demander auprès de l'administration communale, de choix des cultures à pratiquer et d'élection des responsables. Puis, durant toute l'exploitation, le projet se chargeait de l'encadrement du groupement. A la récolte, les produits appartenaient aux membres qui en décidaient de son utilisation : vente ou autoconsommation.

Elu dès le départ, le chef du groupement était l'interlocuteur du projet. C'était lui qui organisait les travaux et relevait la régularité des membres, la répartition du résultat en dépendait.

En ce qui concerne l'appui du projet, hormis l'encadrement technique, aucun intrant n'était octroyé gratuitement par le projet dans le but d'inciter les groupements à fonctionner de façon autonome. A la limite, le projet offrait une avance en intrants (engrais ou semences) à ceux qui le désiraient moyennant remboursement de l'équivalent à la récolte.

Selon un informateur, l'approche de vulgarisation par groupements connut un démarrage difficile malgré les interventions du projet au sein des paysans qui manifestaient la volonté de se regrouper. D'un autre côté, il n'y a pas eu chez les paysans de spontanéité dans la création de ces groupements car il a fallu une sensibilisation soutenue de la part des agents du projet.

Ainsi, quatre groupements qui comptaient en tout 37 membres composés d'hommes uniquement, sont nés avec la première année d'existence (1985). Sur un total de 74 a, ils cultivaient tous la pomme de terre et les ananas. A la deuxième année, il en survivait deux tandis que deux autres, cette fois féminins voyaient le jour pour mener des exploitations de soja et d'arachide.

Cependant, après cette hésitation, on a assisté à une multiplication des groupements à un rythme spectaculaire : en mars 1987, la commune totalisait 21 nouveaux groupements dont 15 féminins et 6 masculins. Les cultures pratiquées ne changeaient pas, c'était toujours la pomme de terre, le soja, l'arachide, l'ananas ou les légumes.

De toute façon, l'attachement des groupements à ces cultures dont la production se vendait facilement ne se justifiait pas par une quelconque grande rentabilité mais plutôt par le

fait qu'elles constituaient des spéculations dont la valeur d'échange était supérieure à celle des cultures anciennement connues en milieu paysan (haricot, manioc, patate douce, etc). Il est à noter malheureusement que l'intéressement particulier à la pomme de terre conduisait déjà à une difficulté d'écouler sa production, ce qui risquait d'obliger les paysans à abandonner cette culture, d'où l'échec de certains groupements. Ceci aura révélé l'absence de prévision lors de la création, d'un marché d'écoulement du surplus de production.

La fin précitée du CECI en 1987 suite aux mésententes avec les autorités du pays, devrait apporter un coup dur aux groupements qui étaient encore au stade embryonnaire. En effet, par manque d'encadrement de la part du projet, aucun groupement n'a survécu après le départ des expatriés canadiens, principaux animateurs du projet. En outre, même si le projet restait, les groupements nés grâce à lui, allaient-ils constituer réellement un fondement d'un développement durable pour les membres et pour la commune ?

Nous référant sur les principes de base et les étapes du processus d'auto-promotion des membres qui devrait être visée principalement en plus du modèle pour le reste de la population, nous remarquons qu'il n'y avait pas moyen que ces groupements pouvaient tenir longtemps. D'une part, comme pour le cas des coopératives, l'idée de création des groupements n'était pas venue du tout de la population elle-même mais plutôt de la sensibilisation des agents du CECI. En d'autres termes, les membres des groupements n'avaient pas pris conscience de leur situation économique défavorable avant de penser aux groupements comme solution. De cette façon, ils comptaient beaucoup plus sur le projet pour le développement de ces groupements que pour leurs propres efforts, ce qui rendait fragile ces derniers du fait de la tutelle entretenue par le projet. D'autre part, c'étaient de petits groupements avec une organisation faible, ce qui présageait aussi un échec. En gros, c'étaient des organisations paysannes non formelles sans autonomie intellectuelle et financière, sans objectifs conscients et explicites, sans rapports significatifs avec les membres et sans poids suffisant, d'où leur disparition devrait être inévitable.

2. Les associations en commune Butaganzwa pendant la crise

Face à la détérioration des activités et de la production agro-pastorale en commune Butaganzwa due à la crise d'octobre 1993, divers intervenants ont souvent été au coté de la population pour la former et l'encadrer afin de lutter contre la faim et la pauvreté grandissantes. Entre autre moyen utilisé a été d'organiser cette population dans des groupements. Cette recomposition agricole ne serait pas néanmoins facile, si on tenait compte de l'insécurité qui régnait dans le Buyogoma, en particulier entre 1996 et début 2003.
Contrairement à la période d'avant 1993 où les groupements étaient très peu nombreux et concentrés sur la colline Muriza ou sur celles proches de celle-ci, ceux connus au cours de la crise se sont caractérisés par leur multiplicité et leur éparpillement à travers la commune, mais toujours sans diversification remarquable. La figure de la page suivante est précise sur la nature des groupements. Globalement, on peut distinguer trois grands intervenants qui se sont réellement investis dans ces organisations paysannes ou groupements à savoir la DPAE/Ruyigi, l'Action Aid et l'ACF.

a) Les groupements sous l'encadrement de la DPAE

Dès la fin des centres semenciers et de démonstration en 1995, la DPAE voulant préserver un modèle agricole parmi la population a immédiatement débuté une sensibilisation de la population pour la formation des groupements, desquels devraient s'inspirer les non groupés.

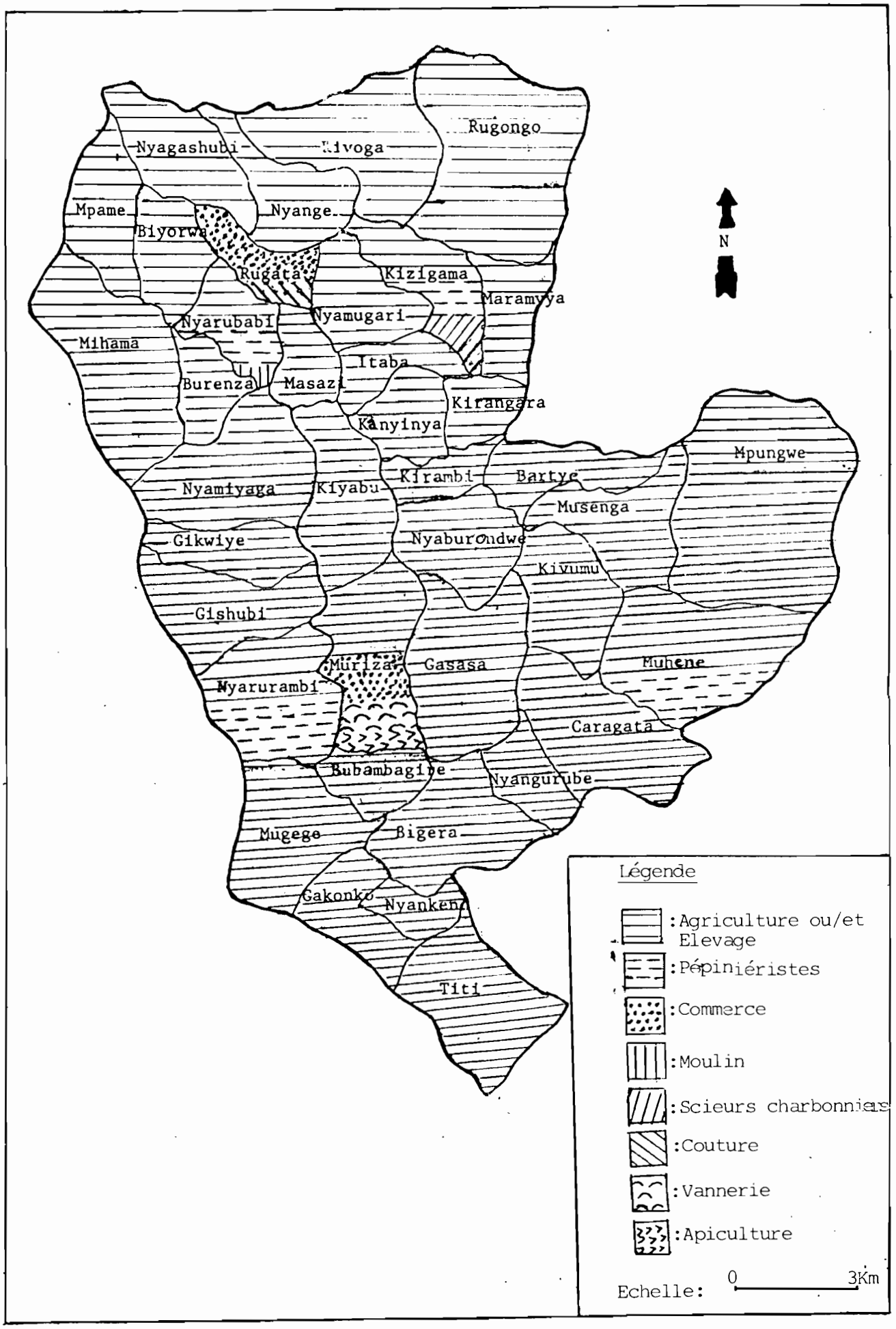


Figure 29:Nature de groupements connus à BUTAGANZWA au cours de la crise.
Source :Entretien avec les intervenants (responsables).

Ainsi, par exemple selon le rapport annuel de l'Agronome communal de l'exercice 1998, on pouvait totaliser en tout une quarantaine dont cinq seulement semblaient être viables ; ils sont par conséquent les seuls à figurer dans le rapport. Cette distinction des autres provenait en fait de l'appui supplémentaire et important dont ils bénéficiaient du PNUD.

Tableau n° 41: Cinq groupements viables de Butaganzwa fin 1998 encadrés par la D.P.A.E

Emplacement	Nom du groupement	Date de création
Caragata	Terimbere	1995
Caragata	Komeza ibikorwa	1996
Biyorwa	Sagarara	1995
Muriza	Abasangirakivi	1995
Muriza	Abasangirangendo	1997

Source : R.A. 1998 de l'Agronome communal.

Tous ces groupements essayaient de pratiquer l'intégration agriculture – élevage. Les cultures pratiquées étaient constituées de haricot, maïs, petit pois, patate douce et de pomme de terre. Quant à l'élevage, on y trouvait des vaches ou des chèvres. Notons cependant l'existence dans certains groupements de l'élevage des poules et des porcs.

Selon le même rapport, les 35 autres groupements qualifiés d'ailleurs de petits, opéraient sur de petites superficies et/ou exploitaient des terres marginales. Globalement, tous les groupements affichaient des faiblesses. Parmi celles-ci, on peut signaler la tendance des membres à partager des biens octroyés par la DPAE et une faible organisation qui se manifestait par le manque de main mise des responsables sur les autres membres et le fait de ne pas suivre les conseils que les agents de la DPAE donnaient. Le même rapport souligne aussi parmi ces faiblesses le degré de compréhension très bas (l'ignorance) de la part des membres.

b) Les groupements sous l'encadrement de l'Action Aid Burundi

Pour participer à la relance des activités économiques, l'Action Aid Burundi a mis, plus qu'elle ne le faisait un peu avant 1993 un accent particulier sur les groupements à vocation agricole pour la plupart d'entre eux, auxquels elle assurait autant que possible un suivi et un encadrement, malgré l'insécurité.

En commune Butaganzwa, cette préoccupation a commencé avec retard, en l'an 2000. Comme elle le faisait déjà ailleurs, pour donner plus de vivacité aux groupements, elle leur octroyait des micro-crédits, chose que les autres intervenants n'avaient pas encore commencée. Au 31 décembre 2002, l'Action Aid inventoriait dans toute la commune 40 groupements sous son encadrement et auxquels elle avait donné un micro-crédit.

Avec le système de micro-crédit, le bon fonctionnement des groupements devrait se concrétiser par le remboursement dans les délais convenus. D'après l'Action Aid, après 24 mois (2000-2002), 30 groupements au moins devraient avoir fini de rembourser au 31 décembre 2002. Malheureusement, seuls 3 groupements avaient déjà tout remboursé à cette date tandis que d'autres avaient cessé le remboursement. Le taux de remboursement global n'était que de 36,3%.

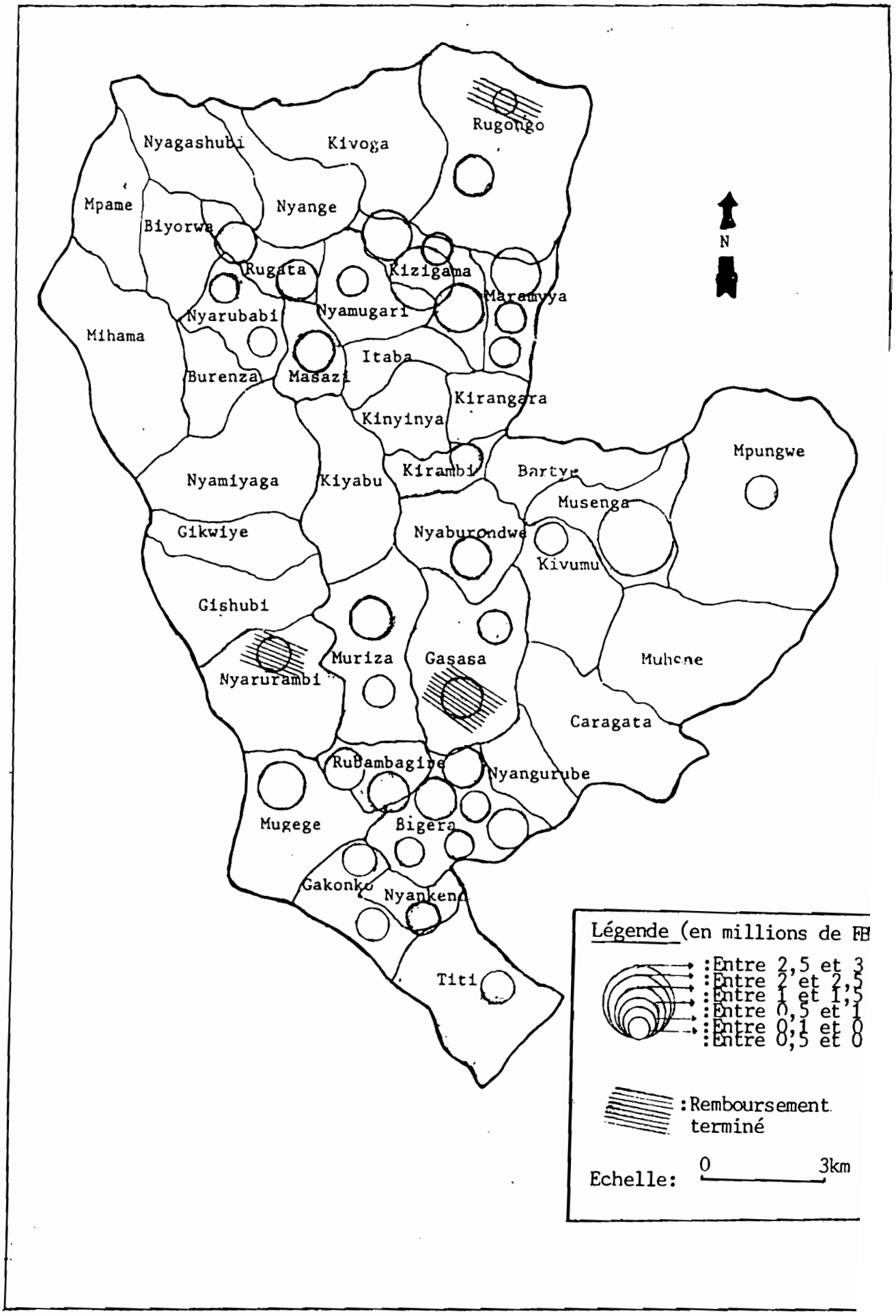


Figure 30 : Appui de l'A.A.B par crédit aux groupements de BUTAGANZWA, 2000-2002
Source : Nos recnerches auprès de l'A.A.B

Dans son rapport annuel de 2002 sur Butaganzwa, l'A.A.B précisait que les causes de non-remboursement étaient multiples. Mais d'une façon générale, on pouvait distinguer des problèmes exogènes et d'autres endogènes.

S'agissant des problèmes exogènes, on notait principalement l'insécurité dont les conséquences constituaient un frein au bon fonctionnement des groupements : vols en nature ou en espèces, les arrêts des activités, manque d'assurance des membres dans tout ce qu'ils faisaient (peur permanente), réduction des descentes sur terrain des encadreurs et les changements d'activités (dont la rentabilité n'a pas été bien étudiée au départ).

Concernant les problèmes endogènes, ledit rapport parle sans ambages des problèmes organisationnels, des vols ou détournements par les membres. Du côté de ces problèmes organisationnels, on signale la détérioration de la cohésion des membres depuis qu'ils avaient reçu le crédit, l'accaparement de tous les pouvoirs par les leaders des groupes (pas de démocratie) et l'illettrisme de la plupart des membres. Quant aux vols et aux détournements, notre rapport de référence révèle que certains leaders des groupements avaient détourné une somme pour ensuite quitter le pays comme réfugiés (cas de deux facilitateurs) et que dans certains groupements, les membres s'étaient partagé le crédit et ne faisaient plus rien comme activité.

Mis à part l'état de guerre dans lequel évoluaient les groupements, les problèmes endogènes, non directement liés à la crise, montrent à suffisance que l'échec était prévisible. Encore une fois, comme pour les groupements agricoles sous le projet CECI, les membres comptaient-ils en premier lieu sur l'assistance financière de l'A.A.B (le micro-crédit) avant leurs propres efforts (cotisations, les journées de travail). En outre, sans rencontres de prise de conscience, préalables et nécessaires pour toute mise en place de toute association d'auto-développement, l'endogénéité et l'autonomie restaient de vains mots au sein des groupements.

c)Les groupements sous l'encadrement de l'ACF

Dans son programme de recherche de la sécurité alimentaire, l'ACF, nous l'avons vu, l'une des stratégies de prévenir la faim et la malnutrition est d'aider la population à se regrouper dans des associations agricoles ou d'élevage, où on développe des techniques améliorées afin d'augmenter la production.

Ainsi, de mars 2002 en juin 2003, c'est-à-dire une période de 16 mois d'existence dans le Buyogoma, l'ACF avait sous son encadrement, en commune Butaganzwa 22 groupements essentiellement agricoles. A plus de 95%, ceux-ci avaient été formés par cette ONG tandis que le reste était constitué de groupements récupérés après être abandonnés par l'une ou l'autre ONG. Voici les groupements sous l'encadrement de l'A.C.F.

Tableau n° 42 : Groupements agricoles encadrés à Butaganzwa par l'ACF en juillet 2003.

Zone	Colline	Nbre gpts
Muriza	Nyarurambi	1
	Nyamiyaga	4
Biyorwa	Burenza	3
	Mihana	2
	Mpame	1
	Biyorwa	2
Rugongo	Rugongo	2
	Nyange	2
	Kizigama	2
Mugege	Caragata	1
	Muhene	2
Total		**22**

Source : Données fournies par les agents de l'ACF en juillet 2003.

Quant à l'élevage, comme nous l'avons vu quand on parlait de l'association comme intervenant dans le réaménagement de la commune, l'ACF donnait des chèvres. Or, comme toutes les autres bêtes domestiques, celles-ci devraient être menacées de pillages. A titre d'exemple, alors qu'on avait distribué en zone Muriza 50 chèvres, en moins d'une année, il en restait vingt en juillet 2003.

Partant, même s'il était tôt de les évaluer, nous pourrions nous permettre de dire que ces groupements ne pourront pas tenir longtemps (l'auto-promotion ne sera jamais atteinte) car ils demeurent sous la tutelle de l'ONG et en l'absence de cette dernière, ils vont sûrement disparaître. Même actuellement, les membres ne s'étant pas préparés à l'avance, des cas de mauvaise gestion, de manque de marchés pour l'écoulement des produits de la récolte, de détournements ou de partage prématuré des fonds communs et autres maux sont signalés dans certains groupements.

Concluant un peu sur ces multiples groupements formés au cours de la crise, il y a lieu de constater d'abord que toute colline de la commune Butaganzwa a connu au moins une association de production. Aujourd'hui, pour diverses raisons, les unes liées à la crise que traverse le Burundi, les autres au mauvais démarrage et aux problèmes d'organisation, ces groupements ou associations à la base peuvent être classés en trois catégories.

On distingue d'abord des groupements qui ont totalement disparu car les biens, les bêtes ou le matériel ont été pillés ou encore, les membres ont pris le chemin de l'exil. Puis viennent des groupements qui n'existent que de nom. En effet dès le départ, ils n'ont jamais progressé, on a toujours travaillé et travaille à perte. Sans appui extérieur significatif, les membres persévèrent dans l'espoir de voir venir un jour un bienfaiteur (ONG) pour les secourir. Enfin, il y a des groupements de création récente. Ceux-ci, au stade embryonnaire, ce sont des associations qui se recherchent encore. Formés de la même façon que ceux qui les ont précédés, réussiront-ils sur la voie où les autres ont échoué même si la guerre se termine pour de bon ?

CONCLUSION GENERALE

Notre travail a porté sur les cassures socio-spatiales qui ne sont autres que les modifications profondes introduites par la crise d'octobre 1993 dans le Buyogoma en général et en commune Butaganzwa en particulier. Il s'agit donc de ses impacts qui se caractérisent par un recul criant, observable dans presque tous les domaines de la vie socio-économique.

Frappés par la détérioration de la vie de la population, divers intervenants sont intervenus afin de réhabiliter la commune. Malheureusement, l'action de ces derniers ne se menait pas aisément car en effet la crise constituait toujours un grand obstacle au bon déroulement.

Dans cette œuvre, combien nécessaire, hormis la réhabilitation de la population, la recomposition communale passait par l'encadrement des ménages et des groupes d'autopromotion. Il est à déplorer néanmoins, l'absence de diversification car ces groupements étaient dominés par des associations de nature agricole. Cela étant, des efforts particuliers restent à fournir dans le domaine de la réparation des dommages causés par la crise à la commune en général.

Au fait, le recul est vraiment important surtout que l'aménagement à l'Est du Burundi était encore à ses débuts quand la crise éclata le 21/10/1993. Autrement dit, les actions qui commençaient à être réalisées ont été vite anéanties.

A l'heure actuelle, la question majeure qu'on peut se poser est de savoir comment et à quel prix peut-on reconstituer les tissus social et économique à Butaganzwa, lesquels tissus ont été ébranlés par la crise.

La population de Butaganzwa place cet espoir d'abord et prioritairement dans la fin effective de la guerre, afin de s'attaquer réellement à la réparation des dommages de la crise. Ainsi, les personnes déplacées pourront retourner sur les collines d'origine et les réfugiés regagner leur mère-patrie. Dans ces conditions, ensemble et dans la tranquillité, tout le monde participera à la réhabilitation de tous les domaines de la vie sociale et économique, mis à sac par la crise. Il s'agira de reconstruire et multiplier des écoles, des centres de santé, des marchés, des routes et pistes ; d'étendre l'électricité tout autant que possible ; de repenser les techniques agro-pastorales adéquates, de multiplier les activités procurant des revenus non agricoles, etc.

Dès lors que la paix sera définitivement rétablie, les « BANYABUTAGANZWA » devront alors se décider à prendre, le plus sérieusement possible, en main leur avenir. Tout cela, en sachant que le développement de leur commune prendra ses racines de l'intérieur et non de l'extérieur.

Enfin de compte, même si on parvient un jour à un élan de développement en commune de Butaganzwa, ne fût-ce que l'équivalent de la veille de l'éclatement de la crise d'octobre 1993, les responsables communaux, à condition qu'ils soient serviteurs et non-profiteurs de la population, devront garder à l'esprit, pour un développement durable, cette vérité japonaise : *« l'homme est à cultiver, il doit faire l'objet d'un effort sans cesse recommencé visant à développer ses capacités, ses connaissances et ses savoir – faire. »*[1].

---

[1] HAGNERELLE, M et alii., L'espace mondial, Paris, Edition Maganrd, 1988, p.163.

BIBLIOGRAPHIE

I. Les ouvrages généraux

1) BIDOU, J.E. et alii, Géographie du Burundi, Paris, Hatier, 1991, 288p.
2) GAHAMA, J. et alii., Les régions orientales du Burundi : une périphérie à l'épreuve du développement , Paris, Karthala, 1994, 636 p.
3) GENDREAU, F. et alii, Population et environnement dans les pays du Sud, Paris, Karthala, 1996, 308 p.
4) GEORGE, P., Dictionnaire de Géographie, Paris, PUF, 6ème édition, 1996, 500p.
5) GEORGE, P., Sociologie et Géographie, Paris, PUF, 1972, 220 p.
6) HAGNELLE,M. et alii., L'espace mondial, Paris, Edition Magrard, 1998, 368 p
7) HALACY, D.S., L'Homme écologique : Son milieu et son avenir, Beyrouth, 1973, 228 p.
8) JOSSET,G., Aménagement villageois et du terroir, Paris, Maisonneuse et Larose, 1990, 151 p.
9) KELLY, H.W., Garder la terre en vie : l'érosion des sols, ses causes et ses remèdes, Rome, 1983, 90 p.
10) PETIT, M., Géographie physique tropicale : approche aux études du milieu, Paris, Karthala et ACCT, 1990, 351 p.

II. Les mémoires

1) BASEKA, V., La forêt au Burundi : étude géographique, Bujumbura, U.B, FLSH, Département de Géographie-Histoire, 1981, 95 p.
2) BAHIZI, J et NIYONKURU, P., Les stratégies de développement rural vues à travers la SRD Kirimiro et le projet de développement rural polyvalent de Butaganzwa, Bujumbura, UB, FSEA, 1988, 207 p.
3) BIGIRIMANA, J., La problématique de développement agricole au Buyogoma central, cas des communes Butaganzwa, Butezi et Ruyigi, Bujumbura, U.B, FLSH, Département de Géographie, 1993, 110 p.
4) GAKUBA, A., Etude géomorphologique dans l'Est du Burundi : Région de Cankuzo et de Ruyigi, Bujumbura, UB, FLSH, Département de Géographie, 1985, 81 p.
5) HABONIMANA, L., Ruptures socio-spatiales au Burundi : Population et Agriculture burundaise de 1993 à 1998, Bujumbura UB, FLSH, Département de Géographie, 2000,134 p.
6) KABANYANA, S.C., Population burundaise et crise de 1993 : Ruptures socio-spatiales en commune de Kiganda (Centre Ouest du Burundi), Bujumbura, UB, F.L.S.H, Département de Géographie, 2000, 103p.
7) NDIKURYAYO, J.P., Ruptures et recomposition socio-spatiales au Burundi : L'agglomération-refuge de Ruyange, 1993-2000, Bujumbura, UB, F.L.S.H, Département de Géographie,2000,135p.

8) NDUWAYEZU, P., La caféiculture face à d'autres opportunités de spéculation agricole dans le Buyogoma : cas de la commune Ruyigi, Bujumbura, UB, FSEA, 1997, 207 p.
9) NDUWAYO, D., Essai d'évaluation de l'Impact du mouvement associatif sur le développement socio-économique : Etude menée auprès des associations burundaises, Bujumbura, UB, FSEA, 2000, 113 p.
10) NSHIMIRIMANA, G., Contribution à l'étude de l'importance des projets de reboisement dans la conservation de la nature : cas du PSP/HIMO à Ruyigi, Bujumbura, UB, FLSH, Département de Géographie, 2001, 102 p.
11) NTIRUVAKURE, F., Evolution démographique de la commune Butaganzwa (1971-1992), Bujumbura, UB, F.L.S.H.,Département d'Histoire, 1995, 150 p.
12) NZOBAMBONA, J., Contribution à l'étude des besoins en arbres et en bois dans la zone d'action du PSTP/Ruyigi, cas des communes Ruyigi et Butaganzwa, Bujumbura, UB, FACAGRO, 1992, 62 p.
13) RUYOYA,J., Les cadres humains et économiques représentés par le Buyogoma, dès son annexion au Burundi jusqu'à la veille de l'indépendance (1850-1960), Bujumbura, UB, FLSH, Département d'Histoire, 1986, 213 p.
14) SEMINEGA, J.B., Associations d'appui à l'autopromotion au Burundi : possibilités et limitations, Bujumbura, UB, FSEA, 1995, 133 p.
15) SIMBAKWIRA, H., L'occupation du sol dans le Buyogoma central, Bujumbura, UB, FLSH, Département de Géographie, 1986, 112 p.
16) SINDAYIGAYA, S., Contribution à l'étude des besoins en arbres et en bois dans la zone d'action du PSTP : cas des communes Butezi et Bweru, Bujumbura, UB, FACAGRO, 1992, 65 p.

III. Les publications et rapports

1) ASSOCIATION DES INGENIEURS AGRONOMES AU BURUNDI., Cycle d'études agronomiques, étude de la première question : « principes et concepts de la lutte anti-érosive et de la conception des sols au Burundi, son application à la colline », Bujumbura, 1980, 48 p.
2) BERGEN, D et NDIMURIRWO, L., La spécialisation régionale au Burundi : ses perspectives comme stratégie de développement ; synthèse des recherches et Séminaire national, Bujumbura, ISABU, 1989, 287 p.
3) BERGEN, D et SOTTIAUX, G., Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi : cartes des principales cultures, Bujumbura, ISABU, 1992, 46 p.
4) BERGEN, D., Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi, flux des produits agricoles et de leur facteur. Région naturelle de Buyogoma, Bujumbura, ISABU, 1985, 254 p.
5) BERGEN, D., Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi, données de superficie et de population par colline de recensement, Bujumbura,ISABU,1993,144p.

6) DPAE/Ruyigi., Les rapports annuels de 1995 à 2001.
7) GAIE, W et FLEMAL,J., La culture du caféier d'Arabie au Burundi, Bruxelles, 1988, 198 p.
8) GTZ., Plan Directeur Moso-Buyogoma, planification régionale des provinces Cankuzo, Rutana et Ruyigi du Burundi, Eschorn, 1984 Tome 1 et 2.
9) MVUYEKURE, E et TESSEN, E., Etude pédologique de la région naturelle du Buyogoma, Bujumbura, ISABU, 1992, 208 p.
10) NATIONS UNIES., Déclaration de Rio sur l'environnement et Développement, New York, 1993, 256 p.
11) NGAYIMPENDA, E., Crise socio-politique et déstructuration des ménages au Burundi, cahiers démographiques du Burundi n° 13, Bujumbura, 1999, 46 p.
12) NGENDAKUMANA, V et HUYBENS, E., L'effet de la crise de sécurité et de l'embargo sur la situation de pauvreté, Bujumbura, 1998, 61 p.
13) PNUD., Les effets de la crise socio-politique sur l'environnement au Burundi, Bujumbura,1996, 185 p.
14) PPEI., Rapport annuel de 1992.
15) REPUBLIQUE DU BURUNDI, MININTER ET SP, DEPARTEMENT DE LA POPULATION., Projet « Enquête socio-démographique et de santé de la reproduction », personnes déplacées en 2002. Résultats définitifs globaux, Bujumbura, mai 2003, 34 p.
16) REPUBLIQUE DU BURUNDI, MININTER ET SP, Les recensements généraux de la population d'août 1979 et août 1990, Résultats définitifs.
17) REPUBLIQUE DU BURUNDI, MINISTERE A LA PRESIDENCE CHARGE DU PLAN., Monographie de la Province Ruyigi, Bujumbura, 1986, 80 p.
18) REPUBLIQUE DU BURUNDI, MINISTERE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION, SPRP., Population burundaise de 1990 à 2003 : estimation 2001, Bujumbura, janvier 2001.
19) REPUBLIQUE DU BURUNDI., MINATE., Boisements domaniaux et communaux : estimation des superficies au 31 décembre 1992, Bujumbura, 1993, 12 p.
20) REPUBLIQUE DU BURUNDI., Reboisement et réhabilitation de pistes rurales dans la province de Ruyigi, Bujumbura, 1986, 80 p.
21)WORLD WATCH INSTITUTE., Etat de la planète 1995/1996, Paris III, la Découverte, 1995, 343 p

ANNEXES

Annexe 1 : **Guide d'entretien**

A. Entretien avec un chef de ménage (déplacé ou non)

1. Identification de l'enquêté

a) Nom et prénom du chef de ménage :.....
b) Sexe :..... c) Age :..... d) Etat matrimonial :.....
e) Activité professionnelle :.....f) Colline habitée avant 1993.....

2. Entretien

a) Sur la vie sociale

1° Constatez-vous une différence entre la vie que vous meniez avant 1993 et celle que vous menez aujourd'hui ?.....
Si Oui, quels sont les changements que vous observez ?.....

2° Parvenez-vous à trouver de l'argent nécessaire pour subvenir à vos différents besoins ?.....
Si Non, pourquoi ?.....

3° Etez-vous satisfaits des aides que les bienfaiteurs vous ont quelquefois octroyées ? ..... Si Non, pourquoi ?.....

4° Avez-vous des personnes à votre charge ?.....
- Si Oui, combien ?.....(les enfants..... ; les vieillards.....)
- Tous les enfants à votre charge, étudient-ils ?.....
- S'ils n'étudient pas, pourquoi ?.....
- Quelles sont les relations qui vous unissent aux enfants et/ou aux personnes âgées à votre charge ?.....
- Comment faites-vous pour vous faire soigner et faire soigner toutes les personnes à votre charge ?.....

5° Trouvez-vous chaque jour de l'eau suffisante pour votre ménage ?.....
Combien de litres ?.....

6° Au cours de cette crise, auriez-vous changé de maison ?.....
Si Oui, comment avez-vous fait pour avoir l'actuelle ?
.....

b) Sur la vie économique (activités)

1° Pouvez-vous nous parler de vos activités quotidiennes ?
.....
- Et votre conjoint ?.....
- Et vos enfants ?.....

2° Exmploitez-vous entièrement votre propriété ? .....
- Si Oui, comment ?.....
- Si Non, pourquoi ?.....

3° Entretenez-vous bien votre caféière (s'il (elle) en a une ?.....
- Etes-vous satisfaits de sa production ?.....
- Si Non, pourquoi ?.....

4° Les produits d'agriculture dans l'ensemble, vous satisfont-ils ?.....
- Si Non, pourquoi ?.....

5° Pratiquez-vous un élevage ?.....
- Si Oui, de quoi ?.....Comment l'avez-vous eu ?.....
- Si Non, pourquoi ?.....

6° En cas de la fin de la guerre. quel sentiment garderez-vous de cette dernière ?.....

7° Feriez-vous partie d'une assiciation de production (ou groupement) ?.....
- Si Oui, quelle activité y faites-vous ?.....

- Année de fondation.....
- Quel est l'objectif de votre associattion ou groupement ?.....
- Quels ont été les promoteurs de votre association ?.....
- Tirez-vous déjà des profits de votre association ?.....

- Si Oui, explications.....
- Si Non, pourquoi ?.....

- Qu'est-ce qu'il faut faire pour un bon développement des associations en commune Butaganzwa ?.....

N.B : Un membre d'une association n'est pas toujours chef de ménage.

B. *Entretien avec l'Administrateur communal*

1° Que diriez-vous de ces dix ans de crise dans notre pays en général et dans votre commune en particulier ?

2° Notre commune a été durement frappée par la guerre surtout ces sept dernières années. Comment évaluez-vous ses conséquences dans le domaine :
- social (éducation, santé de la population, habitat,...) ?
- économique ?
- administratif ?

3° Comment jugez-vous du comportement de la population de votre commune au cours de ces dix ans de crise socio-politique ?

4° Pendant certaines périodes d'accalmie, on a assisté à des travaux de reconstruction. Etes-vous satisfait de l'œuvre de la population, des ONG, et des pouvoirs publics ?

5° Comment appréciez-vous la vie des déplacés ?
Et celle des gens restés sur la colline ?

6° Les activités de développement réalisées pendant la crise, se sont-elles bien déroulées ? Ont-elles produit les effets escomptés ? (adduction d'eau, aménagement des sources d'eau, asphartage de la RN 13, électrification, marchés restructurés,...)

7° Une fois la paix revenue, que comptez-vous faire pour améliorer la vie de votre population ?

C. Entretien avec l'Agronome communal

1° Quelles sont les retombées de la crise sur l'agriculture en commune Butaganzwa ?

2° Entre les cultures vivrières et les cultures commerciales (le caféier), qui ont souffert plus que les autres ? Pourquoi ?

3° Comment appréciez-vous l'encadrement de la population pendant la crise ?

4° La fréquence des feux de brousse aurait-elle rendu les sols plus stériles qu'avant la crise ?

5° Quels sont vos projets d'avenir en cas de retour de la paix ?

D. Entretien avec le Vétérinaire communal

1° Quelles sont les conséquences de la crise sur l'élevage dans la commune ?

2° Quel est le bétail qui a beaucoup souffert ? Pourquoi ?

3° Comment appréciez-vous l'encadrement de la population pendant la crise ?

4° Quelles sont vos perspectives d'avenir en cas de retour de la paix ?

Annexe 2 : **Evolution de la population de Butaganzwa estimée à partir des données du recencement général d'août 1990**

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Effectifs	45730	47170	48654	50341	51766	52931	54108	55282	56473	58381	60306	62236	62181	66138

Source : REPUBLIQUE DU BURUNDI, MINISTERE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION, SPRH., Population burundaise de 1990 à 2003, Estimation 2001, Bujumbura, janvier 2001(Compilation).

Annexe 3 : **Exemple de convention entre un groupement agricole et une ONG : cas de l'ACF (en Kirundi)**[1]

(AMASEZERANO Y'INGURANE HAGATI Y'ISHIRAHAMWE RY'ABARIMYI N'ISHIRAHAMWE RIRWANYA INZARA « ACTION CONTRE LA FAIM »)

1. IVYO ABEGWA N'AYO MASERANO BIYEMEJE

1.1. Ishirahamwe rirwanya inzara « ACF » ryiyemeje :

- Gutanga imbuto n'umwavu w'ikizungu bwa ngurane. Iyo ngurane izogurishwa ku giciro kingana n'ibice 75% c'igiciro co mw'isoko.
- Gukurikirana ibiterwa no gutanga imiti yavyo

1.2. Amashirahamwe y'abarimyi yiyemeje :

- Kuriha ingurane inyuma y'iyimbura mugihe azoba yumvikanyeko n'ishirahamwe rirwanya inzara « ACF ». Iyo ngurane izorihwa mu buryo bukurikira :
  - Imbuto zizorihwa ku bice 75% vy'izatanzwe canke ku bice 75% vy'kiguzi cazo
  - Umwavu uzorihwa ku bice 75% vy'ikiguzi cawo

- Gutunganya neza ibikorwa vyose bijanye n'uburimyi mu buryo bukurikira :
  - Kwuzuza imisi yose y'ibikorwa vy'ishirahamwe igitabo co guhamagara
  - Kwuzuza neza imisi yose igitabo cerekana ubutunzi bw'ishirahamwe n'ingene bukoreshwa
  - Kuringaniza mu kwezi ikirangamisi c'inama z'ishirahamwe. Izo nama zitegura ibikorwa vy'ishirahamwe zigatorera umuti ingorane ishirehamwe rifise.
  - Gutunganya ikirangamisi c'ibikorwa n'ico gushora umwimbu.
  - Gutegura neza imigambi ya kazoza

- Irihwa ry'ingurane yambere niryo rituma ishirahamwe rironswa iyindi ngurane mw'irima rikurikira.
- Ukutariha ingurane bidatewe n'ingorane zihambaye nk'iyo ikirere cagenze nabi, umutekano muke utuma imirima idakurikirana bikwiye, ivyaduka vy'indwara hakabura imiti y'ibiterwa ; bituma ishirahamwe rirwanya inzara « ACF » rihagarika infashanyo yaryo kuri iryo shirahamwe.
- Ingurane ireka gusubizwa muri ibi bihe :
  - Ikirere cagenze nabi;
  - Umutekano muke mu gihe kirekire ;
  - Imirima yononywe n'ibikoko;
  - Habuze imiti y'ibiterwa

2. IBITANGWA N'UKO BINGANA

Ibitangwa	**Uko bingana**	**Igiciro ku kilo kimwe**	**Igiciro ca vyose**	**Itariki**	**Ibitazorihwa n'igituma**
Ibiharage bisanzwe					
Ibiremberwa					
Isoya					
Ibigori					
Ibiraya					
Ishu					
Itomati					
Ikaroti					
Ibitunguru vy`amateke					
Umwavu v'ikizungu					
Vyose hamwe					

Bigiriwe ..... Itariki.....

Uwuserukira ishirahamwe rirwanya inzara "ACF"

Uwuserukira ishirahamwe ry'abarimyi

---

(1) Le document a été trouvé au siège provincial de l'ACF à Ruyigi